



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

AVIS COVID-19

Inscription obligatoire pour assister aux réunions en personnes :

Afin de soutenir les efforts en cours pour arrêter la propagation de la Covid-19, nous recommandons fortement à tous les membres du public de rester dans le confort et la sécurité de leur maison et de regarder les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation. En raison des directives de distanciation sociale du BSEO, nous ne pouvons accueillir qu'un maximum de sept membres du public dans la salle du conseil.

Une inscription est obligatoire afin d'assister à une réunion puisque l'espace est limité. Si vous voulez réserver un siège, ou si vous avez des questions, veuillez communiquer avec la Greffière adjointe au 613-764-5444, poste 228 ou par courriel à aroy@nationmun.ca.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-05

Type : Ordinaire

Date : 14 mars 2022

Heure : 16h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis

16h00 : Huis clos

17h00 : Présentation des états financiers par les vérificateurs

17h30 : Pause

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 28 février 2022

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

6.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque public de La Nation tenue le 9 décembre 2021 et 10 février 2022

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nadia Knebel, Directrice des finances

7.1.1 États financiers, présentation par les vérificateurs , *document à suivre*

7.1.2 Rapport F-08-2022

Fonds ontarien pour l'infrastructure communautaire (FOIC)

7.2 Doug Renaud, Directeur de l'eau et eaux usées

7.2.1 Rapports annuels des eaux usées pour St-Bernardin, Fournier, Limoges, St-Albert et St-Isidore

7.2.2 Rapports annuels pour les systèmes d'eau potable pour Limoges et St-Isidore

7.2.3 Rapport d'inspection 2021-22 du système d'eau potable de Limoges

7.3 Mario Hautcoeur, Gérant des ordonnances municipales

7.3.1 Rapport BL-01-2022
Permis pour le brulage à ciel ouvert

7.4 Marc Legault, Directeur des travaux publics

7.4.1 Rapport TP-03-2022
Achat de camions tandem

7.4.2 Rapport TP-06-2022
Trottoirs et bordures de chemin

7.4.3 Rapport TP-07-2022
Concassage de roches – carrière municipale

7.4.4 Rapport TP-08-2022
Inspection des installations de gestion des eaux pluviales

7.5 Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

7.5.1 Rapport ENV-03-2022
Cueillette des gros objets

7.5.2 Rapport ENV-06-2022
Note de service – Recycle Action plastique agricole

7.6 Richard J. Groulx, Chef pompier

7.6.1 Rapport FD-04-2022
Rapport annuel du Service des incendies

7.7 Aimée Roy, Greffière adjointe

7.7.1 Rapport CL-02-2022
Modification proposé au règlement 115-2021 portant sur les feux d'artifices et lanternes volantes, numéro 27-2022

7.7.2 Rapport CL-03-2022
Dates de réunions en avril 2022 – conférence OGRA

7.8 Leroux Consultant, Surintendant de drainage

7.8.1 Rapport 2022-0204, février 2022

8. Avis de motions proposées

8.1 Résolutions demandant la dissolution du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire

8.2 Canton de South Glengarry, cimetières abandonnés

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 27-2022
Pour modifier le règlement 115-2021
Feux d'artifices et lanternes volantes

12.2 Règlement 55-2022

50-52, rue Adam

12.3 Règlement 56-2022

Pour modifier le règlement 49-2021, période de restrictions à demi-charge

12.4 Règlement 57-2022

Pour nommer une Trésorière

12.5 Règlement 58-2022

Frais pour la procédure pour vente de propriétés pour impôt foncier

12.6 Règlement 60-2022

Frais et charges

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don

Bac à don, St-Isidore

14.2 Demande de don

Festival du canard et de la plume

15. Rapports mensuels divers

15.1 Bureau de santé de l'est de l'Ontario, Avis des flambées

15.2 iSolara, aréna à St-Isidore

16. Correspondance

16.1 AMCTO, infolettre

Veuillez suivre ce lien : ["Municipal Minute" 9 mars 2022 \(anglais seulement\)](#)

16.2 AMO, infolettres

16.3 Ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts, hébergements flottants sur les voies navigables

16.4 Ministère de l'Infrastructure, Loi de 2022 pour un Ontario connecté

16.5 Multi-Municipal Wind Turbine Working Group, Plan sur l'énergie de l'Ontario et éoliennes

16.6 Canton de Woolwich, appui pour la santé mentale

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 28 mars 2022

18. Huis clos

18.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues 10 janvier, 24 janvier, 7 février et 28 février, 2022

18.2 Nadia Knebel, Directrice des finances

18.2.1 Rapport F-05-2022

Taxes en arrérage

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local

18.2.2 Rapport F-06-2022

Employées – département des finances

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la

municipalité ou du conseil local et (d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

18.2.3 Rapport F-07-2022

Contestation de facture

Section 239 (2) (b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

20. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2022-04

Type : Ordinaire

Date : 28 février 2022

Heure : 16h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : François St-Amour, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : [l'enregistrement de la réunion est disponible sur YouTube](#)

Présence des membres du Conseil

Maire François St-Amour, oui
Conseillère quartier 1 Marie-Noëlle Lanthier, oui
Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui
Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui
Conseiller quartier 4 Francis Brière, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
Aimée Roy, Greffière adjointe
Richard J. Groulx, Chef pompier
Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme
Marc Legault, Directeur des travaux publics
Cécile Maisonneuve, Trésorière
Nadia Knebel, Directrice des finances
Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

Présence des invités

Ted Darby, TDC Group

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 60-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 61-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 7 février 2022

Résolution : 65-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

- Réunion ordinaire tenue le 7 février 2022.

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Richard J. Groulx, Chef pompier

7.1.1 Plan directeur du Service des incendies

Présenté par M. Ted Darby de TDC Group

7.1.2 Rapport FD-03-2022

Organigramme du Service des incendies

Résolution : 62-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le plan directeur du service des incendies, tel que présenté, ainsi que les recommandations qui y figurent.

Adoptée

7.2 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

7.2.1 Rapport PLA-4-2022

Vente de terrain, agrandissement de terrain
102 & 106 allée Larose, Forest Park

Résolution : 66-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Attendu que le Conseil a reçu une demande pour vendre une parcelle de terrain de l'emprise de chemin afin d'agrandir le 102 et 106 allée Larose, leur donnant façade sur un chemin entretenu à l'année et leur permettant de construire;

Qu'il soit résolu que Conseil déclare en surplus la parcelle de terrain décrites comme les parties 2 et 3 du plan 50R11275;

Et qu'il soit résolu que le Conseil accepte les recommandations du SAT dans le rapport PLA-4-2022.

Adoptée

7.2.2 Rapport PLA-2-2022

Modification au plan officiel des Comtés unis de Prescott et Russell #39

Résolution : 68-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations #1, 2, et 4 du Service de l'aménagement du territoire stipulé dans le rapport PLA-2-2022, concernant la Modification du Plan Officiel numéro 39 des Comtés unis de Prescott et Russell et les points #3, 4, 6, 7, 8 et 9, tels que présentés par les Comtés unis de Prescott et Russell.

Adoptée

7.2.3 Première ébauche de zone de peuplement et autre modification de zonages sous le Plan officiel 2022

Résolution : 67-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport PLA-3-2022, démontrant les zones soumises pour étude lors de l'exercice du plan officiel 2022 et dirige l'administration à soumettre un rapport détaillé pour approbation avant de le remettre comme soumission au Comtés unis de Prescott et Russell.

Adoptée

7.2.4 Rapport SPA-2-2022

Entente de plan d'ensemble, Autoroute 417 Casselman LP
Intersection de la rue Principale et la route 700 est, Casselman

Résolution : 69-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Attendu que le Service de l'aménagement du territoire ait présenté le plan d'ensemble démontrant la localisation du bâtiment et la schématique du site pour le projet soumis par Highway 417 Casselman LP, filière SPA-2-2022, dans le rapport du Service de l'aménagement du territoire daté du 1 février 2022;

Et attendu que lors de la réunion du 7 février 2022, le Conseil a reporté son approbation à une réunion ultérieure;

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la localisation et la schématique du site en question et qu'il dirige l'administration à compléter le processus de l'entente de plan d'ensemble entre la municipalité et Highway 417 Casselman LP;

Et qu'il soit résolu que le Conseil autorise le maire et la greffière à signer l'entente, une fois que le processus est terminé, tel que recommandé dans le rapport du 23 février 2022.

Adoptée

7.2.5 Rapport BLD-01-2022

Demande de remboursement de dépôt de permis de construction

Résolution : 70-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que les permis de constructions énumérés dans la note de service BLD-01-2022 soient exemptés de la section 2 de la cédule B du règlement 85-2005 (Règlement de permis de construction).

Adoptée

7.3 Marc Legault, Directeur des travaux publics

7.3.1 Rapport TP-04-2022

Demande d'exemption des restrictions à demi-charge
Section de la route 700 est

Résolution : 71-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation, telle que présentée dans le rapport TP-04-2022, afin qu'une partie de la route 700 est, à partir du chemin de comté 7 allant en direction est jusqu'au chemin de fer, soit exempter des restrictions de charges réduites;

Qu'il soit aussi résolu qu'une modification du règlement numéro 49-2021 soit présenté au conseil afin que la section de la route 700 est soit ajouté à la liste d'exemption.

Adoptée

7.3.2 Rapport TP-05-2022

Achat d'une camionnette

Résolution : 72-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport TP-05-2022, afin que la soumission pour l'achat d'une nouvelle camionnette Chevrolet Silverado 2022 soit accordée à Laplante Chevrolet Buick GMC pour la somme globale de 68 873,24 \$, taxes incluses, suivant les spécifications du contrat ROAD-01-2022.

Adoptée

7.4 Nadia Knebel, Directrice des Finances

7.4.1 Rapport F-01-2022

Rémunération et indemnités versées en 2021

Résolution : 73-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les recommandations, telles que présentées dans le rapport F-01-2022, portant sur les rémunérations et indemnités versées en 2021.

Adoptée

7.4.2 Rapport F-02-2022

Rapport annuel de la construction

Résolution : 74-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport F-02-2022, étant le rapport annuel sur les frais de permis de constructions pour l'année 2021, conformément au paragraphe 7 (4) de la Loi sur le code du bâtiment, S.O. 1992, c.23, tel que présenté.

Adoptée

7.4.3 Rapport F-03-2022

Frais de redevances d'aménagement

Résolution : 75-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport F-03-2022, étant le rapport annuel sur les frais de redevances d'aménagement pour l'année 2021.

Adoptée

7.4.4 Rapport F-04-2022

Réserve, Fonds de réserves, Revenus reportés

Résolution : 76-2022

Proposée par : Alain Mainville

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive et approuve le rapport F-04-2022, étant le rapport sur les Réserve, Fonds de réserves, revenus reportés 2021.

Adoptée

7.5 Carol Ann Scott, Coordinatrice de la récréation

7.5.1 Rapport RE-01-2022

Centre récréatif de St-Isidore location à un prestataire

Résolution : 77-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Francis Brière

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport RE-01-2022, afin que le Service des loisirs procède à l'annonce et à la location d'espace au Centre récréatif de St-Isidore à un prestataire pour l'opération du camp d'été.

Adoptée

7.5.2 Rapport RE-02-2022

Consultant pour un plan d'affaire et d'opération pour le Complexe sportif

Résolution : 78-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport RE-02-2022, afin que le contrat soit accordé à RC Strategies Inc au montant de 18 056,00 \$, taxes en sus, pour la préparation d'un plan d'affaire et d'opération pour le Complexe sportif de La Nation.

Adoptée

7.6 François St-Amour, Maire

GLF Environmental Inc., Installation de traitement des déchets de l'Est de l'Ontario- demande d'appui de proposition

Résolution : 79-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Francis Brière

Attendu que GFL Environmental Inc. a élaboré une proposition globale pour étendre l'infrastructure de gaz naturel existante à l'installation de traitement des déchets de l'Est de l'Ontario (EOWHF) à Moose Creek, dans le cadre d'un projet visant à convertir le gaz d'enfouissement existant en une source de carburant pour produire des ressources naturelles renouvelables gaz (GNR); et

Attendu que GFL est prête à investir 60 millions de dollars pour construire une usine de gaz naturel renouvelable (GNR) qui permettra l'injection de GNR dans le réseau de gaz naturel nord-américain ; et

Attendu que l'accès au gaz naturel fourni par le la nouvelle conduite stimulera un nouvel intérêt économique pour la région, entraînant la création d'emplois, l'expansion résidentielle et des opportunités. Des investissements dans des produits et services complémentaires à l'économie agricole locale sont également attendus ; et

Attendu que ce volume de gaz apportera une contribution importante à l'objectif de l'industrie canadienne du gaz naturel d'avoir 5 % de GNR mélangés aux flux de gaz naturel d'ici 2025 et 10 % d'ici 2030 ; et

Attendu que comme avantage environnemental corollaire, l'usine de GNR proposée réduira les émissions de gaz à effet de serre (GES) de plus de 175 000 tonnes d'équivalents CO₂ (ce qui équivaut à retirer 53 000 automobiles de la route pendant un an), soutenant l'engagement du Canada à zéro émission nette d'ici 2050.

Par conséquent, il est résolu que la Municipalité de La Nation appuie la proposition de GFL et demande à l'Ontario et au Canada d'appuyer pleinement cette proposition innovatrice ; et

Qu'une copie de la présente résolution soit envoyée au ministre des Finances de l'Ontario, au ministre de l'Environnement, de la Conservation et des Parcs de l'Ontario, au ministre de l'Énergie de l'Ontario, au ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario, au ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, le député Eric Duncan et le député provincial Jim McDonnell.

Adoptée

7.7 Josée Brizard, DG-Greffière

7.7.1 Rapport CL-01-2022

Comité conjoint de vérification de conformité

Résolution : 80-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée dans le rapport CL-01-2022, approuvant ainsi la mise sur pied d'un comité conjoint de vérification de la conformité avec les autres municipalités participantes des Comtés unis de Prescott et Russell ainsi que le mandat dudit comité.

Adoptée

7.7.2 Politique HR-2022-01

Politique au droit de déconnexion

Résolution : 53-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la politique, numéro HR-2022-01, portant sur le droit de déconnexion, telle que présentée.

Adoptée

8. Avis de motions proposées

8.1 Upper Canada District School Board, résolution pour caméras sur les autobus

Résolution : 82-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil de la municipalité de La Nation appui la résolution adoptée par le *Upper Canada District School Board* le 15 décembre 2022, portant sur les caméras d'arrêt sur les autobus.

Adoptée

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 23-2022

Drain municipal Adam, pour nommer un ingénieur

12.2 Règlement 24-2022

Emprise, Allée Larose

Résolution : 83-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que les règlements numéros 23-2022 et 24-2022, tels que décrits à l'ordre du jour le 28 février 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

- Règlement 23-2022, Drain municipal Adam
- Règlement 24-2022, Emprise, Allée Larose

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 84-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les comptes payables jusqu'au 28 février 2022.

Pièce justificative 04 : 820 466,79 \$

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don

Cadets de Casselman 2804

Résolution : 85-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 100,00 \$ aux Corps de cadet de Casselman 2804, 500 \$ provenant du compte de don des Comtés unis de Prescott et Russell, 100 \$ provenant du compte de don quartier 1, 250 \$ provenant du compte de don quartier 2, 100 \$ provenant du compte de don quartier 3, et 150 \$ provenant du compte de don quartier 4.

Adoptée

14.2 Demande de don

Banque alimentaire CCS

Résolution : 86-2022

Proposée par : Francis Brière

Appuyée par : Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 750,00 \$ à la Banque alimentaire CCS, 500 \$ provenant du compte de don des Comtés unis de Prescott et Russell, 100 \$ provenant du compte de don quartier 3 et 150 \$ provenant du compte de don quartier 4.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 Bureau de santé de l'est de l'Ontario, Avis des flambées

15.2 iSolara, aréna à St-Isidore

15.3 Projet de règlement sur la certification des pompiers

16. Correspondance

16.1 AMO, infolettres

16.2 Résolutions demandant la dissolution du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire

16.3 Résolutions portant sur la responsabilité conjointe et solidaire

16.4 Municipalité de Shuniah, agrandissement de l'École de médecine du Nord de l'Ontario

16.6 Canton d'Adelaide Metcalfe, fermeture de la porte tournante de la justice

16.7 Canton de Limerick, Spongieuse (Lymantria dispar dispar / « gypsy moth »)

16.8 Canton de Perth South, « justice attraper et relâcher »

16.9 Canton de Puslinch, soutien financier pour les projets d'infrastructure

16.10 Canton de South Glengarry, cimetières abandonnés

Résolution : 87-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour le 28 février 2022 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 Réunion de conseil ordinaire, 14 mars 2022

18. Huis clos

Session à huis clos

Résolution : 63-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h04** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la *Loi municipale 2001* :

Section 239 (2)

(k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction

devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

Adoptée

Réouverture de l'assemblée

Résolution : 64-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h17**.

Adoptée

18.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues 25 octobre, 8 novembre, 22 novembre, 6 décembre et 16 décembre 2021

18.2 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

Négociation avec entreprise, Casselman

Section 239 (2) (k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

19 Confirmation de règlement

Résolution : 88-2022

Proposée par : Marie-Noëlle Lanthier

Appuyée par : Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no 26-2022, pour confirmer les procédures du Conseil a sa réunion ordinaire du 28 février 2022, soit lu et adopté en première, deuxième et troisième lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 89-2022

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Marie-Noëlle Lanthier

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **19h14**.

Adoptée



**Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la
Municipalité de La Nation
Procès-verbal**

**Réunion ordinaire
Le jeudi 9 décembre, 2021 à 19h
Téléconférence**

Présences : France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Pierrette Lavergne, membre
Chantal Normand, membre
Yvon Quesnel, membre
Danik Forgues, conseiller municipal
Jeanne Leroux, directrice générale

Regret : Joanne Côté-Pilon, membre

1. Mot de la présidente

La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures

2. Modifications à l'ordre du jour

7. Boîte de retour de livre à Succursale St Albert

3. Adoption de l'ordre du jour

Proposé par : Chantal Normand

Secondé par : Suzanne Leblanc

4. Conflits d'intérêts

Il n'y avait aucun conflit.

5. Adoption du procès-verbal du 4 novembre, 2021

Proposé par : Chantal Normand

Secondé par : Pierrette Lavergne

6. Questions découlant du procès-verbal du 4 novembre, 2021

Aucune

7. Boîte de retour de livre à Succursale St Albert :

Yvon présente un résumé de son travail dans le but de restaurer la boîte de retour de St-Albert. À cause des conditions hivernales, du sel et de l'eau, la boîte est endommagée et peu fonctionnelle. Un morceau de bois a été placé temporairement pour son utilisation. Après discussion, le conseil a passé une résolution dans le but de faire l'acquisition d'une nouvelle boîte de retour pour St-Albert. Cette dépense sera ajoutée au budget de 2022.

Résolution : B -2021 : Qu'il soit résolu que le Conseil d'administration de la bibliothèque publique de La Nation approuve qu'un montant provenant de la réserve des bibliothèques soit utilisé durant l'année 2022 pour l'achat d'une boîte de retour de livre à la succursale St-Albert.

Proposée par : Yvon Quesnel

Appuyée par : Danik Forgues

8.Rapport de la directrice générale

Réalisations

Réunions importantes

Ateliers et congrès

Voir rapport en annexe

12. Rapport financier

Que le rapport financier du 30 novembre, 2021 soit adopté tel que reçu

Proposée par : Danik Forgues

Appuyée par : Chantal Normand

13. Ébauche des dates de réunion en 2022 : 10 février, 10 mars, 14 avril, 12 mai, 9 juin, 8 septembre, 13 octobre, 10 novembre, 8 décembre

14. Correspondance

Aucun

15.Prochaine réunion

Jeudi le 10 février, 2022 à 19 heures par téléconférence.

15. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 19h30

Proposée par : Yvon Quesnel

Appuyée par : Suzanne Leblanc



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation
Rapport de la directrice générale

Novembre

Réalisations

Résumé des ouvertures et fermetures : La succursale Limoges demeure ouverte mais en cueillette en bordure de rue seulement.

Noël : Suite à la dernière réunion, nous avons organisé l'achat d'une boîte de repas (Noël) pour les membres du Conseil d'administration ainsi qu'aux employés de la bibliothèque. Cette boîte contient une tourtière, un pâté au poulet, une tarte au sucre et un ragout de boulette préparé par le traiteur « Les fins becs » de St Isidore. Ceci est en remplacement pour le souper annuel qui n'aura pas lieu étant donné les restrictions de la pandémie. Ceci est un remerciement à tous pour leur beau travail avec la bibliothèque tout au long de l'année 2021. Les boîtes seront livrées dans la semaine du 6 décembre 2021.

Heures de Noël : Les trois (3) succursales seront fermées à partir du vendredi le 24 décembre 2021 jusqu'au 4 janvier 2022 inclusivement. Les bureaux de la municipalité seront également fermés pendant la période des fêtes.

Page web de la municipalité : Nous avons fait les révisions nécessaires (en anglais et en français) à la section de la Bibliothèque pour la nouvelle page web de la municipalité qui sera lancée le 7 décembre 2021.

Budget 2022 : La deuxième ébauche est présentement devant le Conseil municipal.

Vente de livres : Nous avons participé à la vente de livres qui est organisée par les divers conseils en éducation d'Ottawa. Étant donné la pandémie cette vente n'avait pas eu lieu depuis décembre 2018. Il n'y avait malheureusement que trois (3) distributeurs.

Succursale St Isidore :

- Nous avons reçu les élèves de la classe de 2^{ième} année qui sont venus visiter la courtepoinTE en exposition dans la succursale.

- Nous avons contribué à la confection de paniers de Noël en donnant des livres gratuits. Les divers dons sont pour l'école St Isidore, le village de St Isidore ainsi que pour la banque alimentaire de Riceville et Alliance-Curran (qui inclus le secteur de Pendleton).

Succursale St Albert :

- Nous desservons toujours les élèves de St Albert avec des caisses de livres que l'on apporte et distribue, à chaque trois semaines, à l'école élémentaire catholique.

Succursale Limoges :

- Nous desservons toujours les élèves de Limoges en remettant à chaque trois semaines, des livres aux professeurs qui empruntent pour leur classe.



**Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la
Municipalité de La Nation**

Procès-verbal

**Réunion ordinaire
Le jeudi 10 février, 2022 à 19h
Téléconférence**

Présences: France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Pierrette Lavergne, membre
Chantal Normand, membre
Yvon Quesnel, membre
Jeanne Leroux, directrice générale

Regret / Regrets : Danik Forgues, conseiller municipal
Joanne Côté-Pilon, membre

1. Mot de la présidente La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures
2. Modifications à l'ordre du jour Aucun
3. Adoption de l'ordre du jour <i>Proposé par : Pierrette Lavergne</i> <i>Secondé par : Yvon Quesnel</i>
4. Conflits d'intérêts Il n'y avait aucun conflit.
5. Adoption du procès-verbal du 9 décembre, 2021 <i>Proposé par : Chantal Normand</i> <i>Secondé par : Yvon Quesnel</i>
6. Questions découlant du procès-verbal du 9 décembre, 2021 Boîte de retour de livre à St Albert : Nous avons déjà deux estimations et

attendons toujours la 3e sous peu. Une fois reçue Yvon et Jeanne prendront une décision et ils feront l'achat d'une nouvelle boîte de retour pour la succursale de St-Albert.

7. Affaires découlant des réunions précédentes :

Bibliothèques de rue pour Limoges :

Yvon a bâti un prototype avec du bois recyclé (bois de palette). Voir photos à l'appui. Après discussion, le comité a décidé qu'Yvon procède à la confection de (4) quatre boîtes/bibliothèques de rue pour Limoges.

Description des boîtes grosseur identique, couleur: 2 teintes de gris avec plexiglass devant pour mieux voir à l'intérieur et y apposer un logo de la municipalité de La Nation

7. Rapport de la directrice générale

Réalisations

Réunions importantes

Ateliers et congrès

Voir rapport en annexe

8. Correspondance

Aucun

15. Prochaine réunion

Jeudi le 10 mars, 2022 à 19 heures par téléconférence.

15. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 19h30

Proposée par : Yvon Quesnel

Appuyée par : Suzanne Leblanc



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Rapport de la directrice générale

Décembre 2021

Janvier 2022

Réalisations

Résumé des ouvertures et fermetures : Les succursales de St Albert et de St Isidore sont ouvertes aux heures régulières en janvier pendant le court-circuit de 2022. La succursale Limoges est toujours cueillette en bordure de rue les mercredis et les samedis.

Don de meubles : Nous avons reçu un don de meubles grâce à une connaissance de notre employée, Jessica Dubois. On a reçu entre autres trois (3) tables pour imprimante que l'on utilisera pour installer les imprimantes 3D qui sont dans le budget de 2022, un cabinet de rangement en métal qui se barre qui servira à entreposer les fournitures de bricolage dans l'entrepôt à St Albert. Il y a aussi des étagères de métal.

Le court-circuit 2022 : Il y a des masques N95 à la disposition des employé(e)s et des clients au besoin.

Statistiques 2021 : Nous travaillons sur l'amalgamation des statistiques pour l'année 2021 puisque l'enquête annuelle de la province de l'Ontario est maintenant disponible avec une date limite du 30 avril 2022. Vu les multiples ouvertures et cueillettes en bordure de rue, ceci est un travail plus complexe cette année.

Description de poste : Suite à la demande de la municipalité, nous participons à la mise à jour des descriptions de poste pour les employé(e)s de la bibliothèque. La dernière mise à jour a été faite en 2012. Ceci a représenté le gros du travail pour janvier. Il y aura d'autres étapes pendant les prochains mois. Cet exercice a pour but de réviser la grille salariale de la municipalité pour la mettre à jour avec les autres municipalités avoisinantes.

Fête de la famille le 21 février 2022 : Pour marquer la fête du travail, nous avons fait des kits d'articles de bricolage qui sont disponibles pour nos clients dans nos succursales à partir du 14 février. Ceci est un essai pour voir le succès de cette expérience. Si ceci fonctionne, nous introduirons ce modèle pour le programme d'été pour 2022 vue la situation volatile de la pandémie.

Succursale St Albert : L'entrepôt que nous partageons avec la Corde à Linge devra être modifié dans les prochains mois. Les fournitures de bricolage semblent diminuer alors on devra s'organiser pour le tout soit sous clé.

Succursale Limoges :

- Nous sommes à réaménager la collection pour créer de l'espace pour le rangement des nouveaux livres. Ceci prendra quelques mois encore avant que le tout soit fini.
- Dans le futur, nous espérons pouvoir retourner à des heures 'régulières' alors nous sommes présentement à la recherche d'au moins un autre employé(e). En ce moment, nous ne pouvons pas couvrir toutes les heures avec le personnel que nous avons.

Succursale St Isidore : Nous sommes présentement à faire un élagage des sections de la collection et des périodiques.



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : **F-08-2022**

Sujet : Allocation supplément du FOIC

Préparé par : Nadia Knebel, Directrice des Finances

Révisé par : Cécile Maisonneuve, Trésorière

Josée Brizard, Directrice générale/Greffière

Date: le 14 mars 2022

INTRODUCTION:

Le 13 décembre dernier, lors de l'approbation du budget, la municipalité venait d'apprendre que la subvention du Fonds ontarien pour l'infrastructure communautaire (FOIC) serait augmentée de façon significative. Comme le budget se faisait approuver, le conseil a demandé que la trésorerie leur revienne en janvier avec des options pour la répartition des fonds additionnels. Toutefois, en janvier il était déjà évident que l'économie prenait un revirement inattendu et que des hausses de prix significatives étaient certaines. Nous avons donc attendu d'avoir l'image réelle avant de déterminer comment pourrait être réparti la subvention additionnelle du FOIC.

RÉPARTITION PROPOSÉE:

La subvention FOIC peut être appliquée sur des projets d'infrastructures de base (comme des routes ou des ponts) qui font partie d'un plan de gestions de biens. La subvention ne peut pas être appliquée contre une réduction d'impôts fonciers, l'achat ou la construction de biens immobiliers, des sentiers récréatifs, etc.

La subvention initiale de 417 421 \$ est déjà intégrée au budget. Vers la fin de décembre, il a été annoncé que la subvention serait augmentée à 909 860 \$, une hausse de 492 439 \$.

Le tableau ci-dessous détail où serait alloué le supplément de la subvention :

Hausse du coût des projets de routes (granulaire)		107 394 \$
Projets de routes payés à même la base de taxes		
Concession 10	171 658 \$	
Des Pins	117 519 \$	
Lavergne	68 512 \$	357 689 \$
Appliqué au ponceau avec la ville d'Ottawa (réduction du prêt)		27 356 \$
Total		492 439 \$

Le département de la voirie a vu des hausses imprévisibles depuis janvier. Celle qui touche directement les routes sur laquelle la subvention du FOIC était déjà appliquée est présentée ci-dessus. Il est donc proposé d'appliquer l'allocation supplémentaire pour éponger cette hausse ainsi que couvrir les routes qui étaient payées à même la base de taxes. Le reste serait appliqué au projet de ponceau avec la ville d'Ottawa.

En 2022 la municipalité devra absorber d'autres hausses significatives qui ne pouvaient être prévu lors de l'élaboration du budget en novembre/décembre 2021. L'impact de celles-ci est présentement étudié par le département des finances et un rapport au conseil suivra dans le prochain mois.

RECOMMANDATION

Que le conseil accepte la répartition des fonds additionnels reçus pour la subvention FOIC.

Nadia Knebel, CPA, CA
Directrice des Finances

ANNEXE A
ALLOCATION PAR PROJET DE ROUTE

ANNEXE A / SCHEDULE A

REVISED CAPITAL BUDGET (March 2022) / BUDGET CAPITAL RÉVISÉ (Mars 2022)

OTHER ASSETS	AUTRES ACTIFS	ORIGINAL TOTAL COST/ COÛT TOTAL	ADDITN'L COSTS / COÛTS		RESERVES/ RÉSERVES	GRANTS/ OCTROIS	ADDTNL OCIF GRANT	OTHER/AUTRES CONTRIBUTIONS	L-T DEBT/ DETTE À L-T	NET COST/ COÛT NET	
			ADDITN'L COSTS / COÛTS ADDITIONNELS - granular	ADDITIONNELS - granular not roads/pas pour routes							ADDTN'L COSTS / COÛT ADDITIONNEL - other / autres
Public Works	Travaux publics										
Land acquisition	Acquisition de terrain	100,000			(100,000)					-	
Satellite office - exterior siding & insulation	Revêtement & isolation bureau satellite	25,000								25,000	
Speed Machine	Détecteur de vitesse	5,300								5,300	
Road 800 East (Latour Rd)	Route 800 Est (Ch Latour)	170,000								170,000	
Culverts, catch basins, & storms	Ponceaux, puisards, égouts pluviaux	150,000								218,000	
Culvert City of Ottawa	Ponceau ville d'Ottawa	800,000	30,000				(57,356)		(772,644)	-	
Lefevre Rd low level crossing culvert	Chemin Lefevre - ponceau passage à niveau	30,000								30,000	
Touchette bridge	Pont Touchette	2,508,000								154,475	
Gauthier St, St-Isidore - sidewalks	Rue Gauthier, St-Isidore - trottoirs	54,975		2,000						56,975	
Sabourin Road, St-Isidore	Ch Sabourin, St-Isidore	58,050	1,300			(58,050)	(1,300)			-	
Concession 10 (net with Alfred-Plantagenet)	Concession 10 (net with Alfred-Plantagenet)	171,658	28,125				(199,783)			-	
Concession 20	Concession 20	340,375	25,880			(340,375)	(25,880)			-	
Ste-Catherine St - sidewalks	rue Ste-Catherine - trottoirs	8,400								8,400	
Drouin Road	Chemin Drouin	184,975	8,440			(169,975)	(8,440)	(15,000)		-	
Machabee St	Rue Machabee	59,663	1,375			(59,663)	(1,375)			-	
Des Pins Street	Rue des Pins	183,351	2,817			(65,832)	(120,336)			-	
Lavergne	Lavergne	198,245	4,220			(129,733)	(72,732)			-	
Savage Rd	Ch Savage	45,121	5,237				(5,237)	(45,000)		121	
Racette Sideroad	Chemin Racette	86,085		1,823						87,908	
Limoges - sidewalks	Limoges - trottoirs	14,000								14,000	
Total	Total	5,193,198	107,394	3,823	123,000	(418,609)	(2,913,544)	(492,439)	(60,000)	(772,644)	770,179

February 9th, 2022

M. Jean-François Durocher

Water Inspector – Provincial Officer

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Performance Report for the St-Bernardin Wastewater Facility

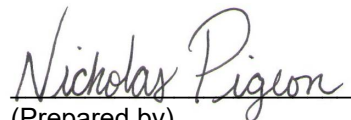
M. Durocher,

The following document includes the 2021 Performance Report for the St-Bernardin Wastewater Facility, covering the period from January 1st to December 31st, 2021. This facility is currently receiving domestic waste from 15 dwellings.

This Report summarizes activities undertaken in 2021 at the St-Bernardin Wastewater Facility.

This document follows condition 9 of the operation and maintenance program which states “ A yearly letter report will be prepared and submitted to the EOHU and the MOEE” (No.CAL-94-07) approved on June 24th, 1994 by the Eastern Ontario Health Unit (EOHU).

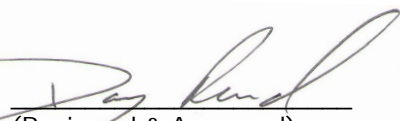
Sincerely,



(Prepared by)

Nicholas Pigeon,

Water & Wastewater Operator in charge



(Reviewed & Approved)

Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater

2021 - Annual Performance Report for the St-Bernardin Wastewater Facility

1) Operation and Maintenance

St-Bernardin wastewater facility is being monitored for the daily average flow of raw sewage and effluent in m³. A summary data report is attached in Appendix I.

April,

- Flushed all sanitary sewer lines in the village with Nation's personnel.
- Clean both front and rear wet wells with Nation municipality personnel.

May,

- Pumped out 27 000 gallons of sludge from the primary tanks.

2) Weekly inspection required; visually inspect panels and wet well.

A weekly inspection program is followed by the Nation Municipality Wastewater Operators.

- Electric panel and cabinets are inspected for water infiltration and temperature, weekly
- Pumps, Milltronic's are tested and maintained, weekly
- Visual inspection of all tanks and wet wells are inspected. weekly
- Floats are tested and maintained, monthly

Both Wet wells are monitored with a SCADA system "MISSION COMMUNICATION".

3) The septic tanks will be pumped out once every year. The sewage pumps will be inspected every year.

The septic tanks were pumped out during the month of May; a total of 27 000 gallons of sludge was removed. The Nation municipality personnel did the removal of sludge, which they disposed of at the St-Isidore Lagoon.

Both wet wells were cleaned and pumped out in April. The Nation municipality personnel performed the work.

4) The sewer lines will be cleaned out every second year.

The gravity sewer lines were cleaned in April 2021.

5) The grass over the septic tile beds will be maintained during the growing season by mowing once per week.

The grass over the septic beds was maintained during the growing season.

6) Keeping the access clear to all pumps and chamber throughout the year.

Snow removal was maintained during the 2021 period, access was clear for the facility.

7) As per conditional approval from the MOEE, 5 piezometers will be sampled twice per year and analyzed for certain parameters.

The Nation municipality personnel and the engineering firm EXP. perform the St-Bernardin wastewater facility ground water monitoring program. A report will be sent to EOHU and MECP from the firm mentioned, summarizing the ground water sampling and Analysis conducted throughout the year.

8) The no-name creek will be sampled twice per year at the down gradient location and the Caledonia creek will be sampled at the upstream side. The samples collected will be analyzed for certain parameters.

The no-name and the Caledonia creek are sampled twice per year (spring and fall) only biannually, based on the memorandum letter dated April 15th, 2008 from MECP. EXP and the Nation municipality personnel are responsible for all data and sampling analysis and correspondence with EOHU and MECP.

Appendix I: Analytical Survey

APPENDIX I

Waste water - Analytical survey

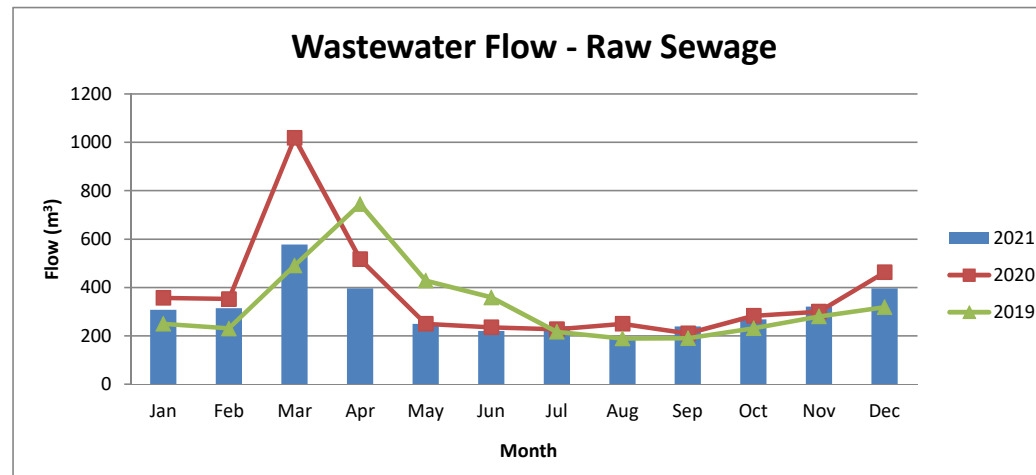


St-Bernardin

2021		Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE															
Total Flow	m^3		307.1	313.5	577.2	396.4	248.7	219.4	239.9	191.2	238.3	267.6	320.0	395.2	3714.49
Daily Ave. Flow	m^3/d		9.91	11.20	18.62	13.21	8.02	7.31	7.74	6.17	7.94	8.63	10.7	12.7	10.18

Effluent

Total Flow	m^3		395.6	358.4	950.0	657.2	229.4	253.3	310.0	222.0	302.0	524.96	452.05	538.9	5193.8
Daily Ave. Flow	m^3/d		12.76	12.80	30.65	21.91	7.40	8.44	10.00	7.16	10.07	16.93	15.1	17.4	14.21



February 9th, 2022

M. Jean-François Durocher

Water Inspector – Provincial Officer

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Performance Report for the Fournier Wastewater Facility

M. Durocher,

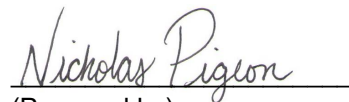
The following document includes the 2021 Performance Report for the Fournier Wastewater Facility, covering the period from January 1st to December 31st, 2021 inclusive.

In this Performance Report a summary of the Fournier Wastewater Facility will be discuss.

- Volumes and daily flow rates of wastewater
- Results of raw sewage and final effluent parameters
- Summary of operation and environmental challenges
- Maintenance and calibration of monitoring equipment.

This document follows condition 7 of the Certificate of Approval No. 1128-5S6KLC approved on December 23rd, 2003.

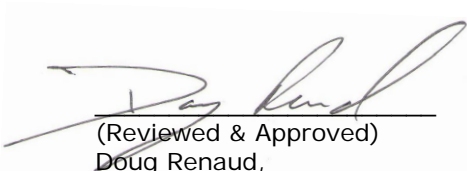
Sincerely,



(Prepared by)

Nicholas Pigeon,

Water & Wastewater Operator in charge



(Reviewed & Approved)

Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater

2021 Annual Performance Report for the Fournier Wastewater Facility

a) A summary and interpretation of all raw sewage and effluent monitoring data and a comparison to effluent objectives outlined in Condition 5, including an overview of the success and adequacy of the works;

The volumes of the final effluent are estimated using the run times and theoretical pump rates. The average daily flow (ADF) of wastewater entering the Fournier Wastewater Facility was 44.2 m³/Day from January to December 2021.

The average treated effluent daily flow was of 73.3 m³/day.

The Fournier Wastewater Treatment Facility did not encounter any major challenges during 2021 and satisfied the effluent limits for Carbonaceous BOD₅ and Total Suspended Solids.

Raw sewage analyses were performed quarterly for the Fournier Wastewater Facility.

1) Total Nitrogen (Kjeldahl) and ammonia

The treated final Effluent concentration of Ammonia averaged 16.87 mg/L in 2021.

2) Total Phosphorus

The treated final effluent concentration of Total Phosphorus averaged 5.86 mg/L in 2021. There is no effluent limit for total phosphorus at the Fournier Wastewater Treatment Facility.

3) Carbonaceous Biological Oxygen Demand (CBOD5)

The treated final effluent concentration of CBOD5 average 1.50 mg/L in 2021, which is below the effluent objective limit of 10 mg/L.

4) Suspended Solids

The average treated final effluent concentration for Total Suspended Solids was 5.83 mg/l in 2021, which is below the effluent objective limit of 10 mg/L.

5) E.Coli

The average treated final effluent concentration for E.Coli was 18515 CFU/100mL in 2021.

b) A summary and interpretation of all groundwater monitoring data and comparison to the established baseline background groundwater quality;

Groundwater monitoring is done according to Section 4.3 Tables 3 to 6 of Certificate of Approval No. 1128-5S6KLC. The Nation municipality, Environmental department is in charge for the sampling of the groundwater monitoring wells and the Engineering Firm EXP is following the program with a report that is submitted to the MECP.

c) A delineation of the septic effluent impacted groundwater plume and the documentation of the movement and anticipated arrival of the plume at monitoring wells MW99-4 and MW99-5

Groundwater monitoring is done according to Section 4.3 Tables 3 to 6 of Certificate of Approval No. 1128-5S6KLC. See EXP Engineering report.

d) A tabulation of the daily volumes of effluent disposed through the subsurface system during the reporting period;

The volumes of the final Effluent are estimated using the run times and theoretical pump rates of the Effluent pumps. See the Fournier Wastewater Facility – Analytical Survey 2021, Table at the end of this report.

e) A summary of all maintenance carried out on any major structure, equipment, apparatus, mechanism or thing forming part of the works;

In addition to regular preventative maintenance, the following operational duties were performed.

- **March,**
 - Replaced submersible pump #2 & #4 in Sand filter at the Field.

- **April,**
 - Cleaning of Wet Wells A and B with Nation's hydroVac.
 - Flushing of sanitary sewer collection system with the hydroVac, Nation's personnel.

- **September,**
 - Lamoureux Pumping pumped 76 000 gallons of sludge from the primary septic tanks and recirculating tanks.
 - Cleaned and flushed sand filter lines and filters at the Field.

- **October,**
 - Cleaning of Wet Well at SPS# A with Nation's personnel.

- **November,**
 - Cleaning of Wet Well at SPS# B with Nation's personnel.

f) A description of any operating challenges encountered and corrective actions taken;

There were no operating challenges encountered during the 2021 period.

Appendix I: FOURNIER WASTEWATER FACILITY - ANALYTICAL SURVEY – 2021.

APPENDIX I

Waste Water - Analytical survey

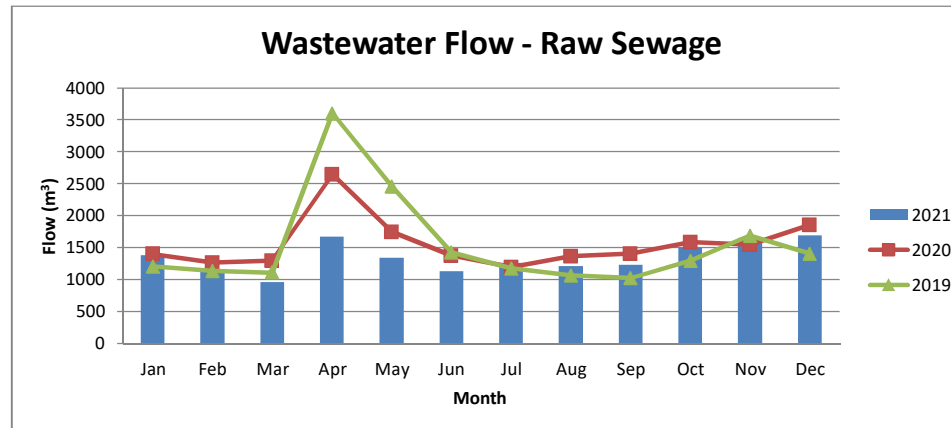


Fournier

2021

Limit Objectives

			<u>Jan</u>	<u>Feb</u>	<u>Mar</u>	<u>Apr</u>	<u>May</u>	<u>Jun</u>	<u>Jul</u>	<u>Aug</u>	<u>Sep</u>	<u>Oct</u>	<u>Nov</u>	<u>Dec</u>	<u>total</u>
RAW SEWAGE															
Total Flow	m^3		1383	1151	960	1672.0	1338.2	1131.5	1259.9	1208.1	1229.9	1493.9	1646.6	1687.6	16161.1
Daily Ave. Flow	m^3/d		44.6	39.7	31.0	55.7	43.2	37.7	40.6	39.0	41.0	48.2	54.9	54.4	44.2
Max Flow	m^3/d		48.5	42.0	93.3	73.3	55.6	40.5	48.4	41.8	47.4	55.1	59.6	62.7	93.3
Min. Flow	m^3/d		41.1	38.9	38.9	44.9	36.5	34.5	34.9	37.1	37.3	42.7	50.2	43.6	34.5
CBOD ₅	mg/l			214			419			211			149		248
TSS	mg/l			240			920			136			177		368
TKN	mg/l			83.3			124			111			62		95
Ptot	mg/l			9.7			17.6			11			7.53		11.5
EFFLUENT															
Total Flow	m^3		3203.2	2652.2	3309.6	2839.2	2326.6	2337.4	1836.0	1570.4	1276.1	1511.5	1714.2	2150.8	26727.0
Daily Ave. Flow	m^3/d		103.3	94.7	106.8	94.6	75.1	77.9	59.2	50.7	42.5	48.8	57.1	69.4	73.3
CBOD ₅	mg/L	10.0	5	9	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	1.50
TSS	mg/L	10.0	8	18	8	6	7	6	3	6	0	0	5	3	5.83
Alkalinity	mg/L		294	317	186	188	196	237	221	187	189	177	214	170	214.67
Nitrite	mg/L		0.2	0.6	0.1	0	0	0.3	0	0	0	0.5	0.2	0.5	0.20
Nitrate	mg/L		3.4	1	3.4	3.4	5.8	4.7	9.7	26.6	33.7	21	21	25.2	13.24
Total Ammonia	mg/L		29.1	34.5	18	15.1	12.8	13.7	11.4	6.11	6.49	4.3	7.38	3.15	13.50
TKN	mg/L		35	43.1	19.8	18.4	19.5	14.4	13.4	8.3	7.9	7	10.2	5.4	16.87
Total Phosphorus	mg/L		7.1	9.11	4.26	5.2	4.7	6.9	4.65	5.77	6.78	5.66	5.12	5.02	5.86
E Coli.	cfu/100mL		61000	58000	70000	42	470	14000	10000	700	1530	240	2500	3700	18515



February 9th, 2022

M. Jean-François Durocher

Water Inspector – Provincial Officer

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Performance Report for the Limoges Wastewater Facility

M. Durocher,

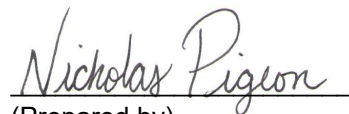
The following document includes the 2021 Performance Report for the Limoges Wastewater Facility.

In this Performance Report, a summary of the Limoges Wastewater Facility will be discussed.

- Volumes and daily flow rates of wastewater
- Results of raw sewage and final effluent parameters
- Summary of operation and environmental challenges
- Maintenance and calibration of monitoring equipment

This document follows schedule C of the Environmental Compliance Approval No. 9447-B3AL5X approved on September 21st, 2018.

Sincerely,



(Prepared by)

Nicholas Pigeon,

Water & Wastewater Operator in charge



(Reviewed & Approved)

Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater

2021 Annual Performance Report for the Limoges Wastewater Facility

a) A summary and interpretation of all Influent, monitoring data, and a review of the historical trend of the sewage characteristics and flow rates;

The average daily flow of wastewater entering the Limoges Wastewater Facility in 2021 was 1265m³/day. This represents 36% of the average day design capacity rated at 3500m³/day. The maximum daily flow of wastewater entering the Limoges facility was 2816 m³ during the month of March and the minimum was 840 m³ in October.

See Appendix I, for a summary of all the Influent monitoring.

b) A summary and interpretation of all Final Effluent monitoring data, including concentration, flow rates, loading and a comparison to the design objectives and compliance limits in the Approval, including an overview of the success and adequacy of the Works;

See Appendix II, this includes all the effluent sampling results and loadings of required ECA parameters.

c) A summary of any deviation from the monitoring schedule and reasons for the current reporting year and a schedule for the next reporting year;

- The surface water sample table "Schedule D" was sampled during this year.

Please see Appendix III for the schedule of 2022.

d) A summary of all operating issues encountered and corrective actions taken;

During 2021 the new treatment facility was under construction and completed in the fall. After completion some challenges had occurred with one of the main treatment processes, the Biocord Cells. The airlines used for providing diffused air to the cages were breaking. After further investigation, the problem was determine that improper type of material was used for the air lines. The result of this failure was that ammonia removal was not occurring due to lack of diffused air needed for proper bacteria growth.

The general contractor was instructed to replace the broken air lines and pour a mud slab on the bottom of the cell to be able to restrain the airlines in order for them not to move.

There is (2) two Biocord cells, the West cell was completed during winter months 2021/2022 however due to harsh winter conditions the East cell repairs was postponed to spring 2022.

The average mg/L and loading of ammonia were impacted. Reports were sent to the MECP for those affected months.

e) A summary of all normal and emergency repairs and maintenance activities carried out on any major structure, equipment, apparatus or mechanism forming part of the Works;

In addition to regular preventative maintenance, the following operational duties were performed.

- **April,**
 - Cleaned SPS #6, #7 with Nation's personnel.

- **June,**
 - Cleaned SPS #3, #4 and #8 with Nation's personnel.

- **July,**
 - Cleaned SPS #5, #7, #8 with Nation personnel.
 - Eastern welding started the upgrade of SPS#1 (new piping, pumps, control etc.)

- **August,**
 - Replace existing communication tower at treatment plant.

- **September,**
 - Cleaned SPS #1 and #8 with Nation's personnel.

- **October,**
 - Flow meter calibration performed.

- **November,**
- Cleaned SPS #2, #3, #6, #7, #8 with Nation personnel.
- Finished flushing sanitary collection system with Nation's personnel.

f) A summary of any effluent quality assurance or control measures undertaken;

Monitoring and recording of Effluent was taken during the 2021 period and the results are presented in the Analytical survey 2021, see Appendix II.

An average of 310 mg/L of coagulant (Aluminium sulphate) was the dosage added to the inlet wastewater pipe for the Limoges wastewater facility this year.

g) A summary of the calibration and maintenance carried out on all Influent and Final Effluent monitoring equipment to ensure that the accuracy is within the tolerance of that equipment as required in this Approval or recommended by the manufacturer;

- **October,**
- Annual Calibration of Flow meters.

h) A summary of efforts made to achieve the design objectives in this Approval, including an assessment of the issues and recommendations for pro-active actions if any are required under the following situations:

i. When any of the design objectives is not achieved more that 50% of the time in a year, or there is an increasing trend in deterioration of Final Effluent quality;

The Final Effluent quality reoccurring challenge in 2021 was with Total Ammonia levels. The levels were non-compliant throughout many months, due to the Biocord cell issues that will be completed in spring 2022. Please refer to d). non-compliance reports were all submitted to the MECP.

ii. When the Annual Average Daily Influent Flow reaches 80% of the Rated Capacity;

We are now at 36% of the rated inflow capacity of 3500m³/day.

i) A tabulation of the volume of sludge generated, an estimate of the sludge volumes in the lagoon cells. Sludge volume is to be measured every five (5) years, but may be estimated in the interim years. A summary of disposal locations and volumes of sludge disposed of must also be provided if sludge was disposed of during the reporting period;

The wastewater total influent flow and the average quality of parameters was used to calculate the amount of sludge produced in 2020;

	Alum (mg/L)	Flow (m3)	Total KG	
2021	310	462037		
KG	31510		31510	Sludge

As per this table a total of 31 510 Kg of sludge was produced in 2021.

No disposal of sludge was performed in 2021.

j) A summary of any complaints received and any steps taken to address the complaints;

No complaints received.

k) A summary of all Bypasses, Overflows, other situations outside Normal Operating Conditions and spills within the meaning of Part X of EPA and abnormal discharge events;

There was no Bypasses, Overflows or other abnormal events.

l) A summary of all Notice of Modifications to Sewage Works completed under Paragraph 1.d. of Condition 10, including a report on status of implementation of all modification.

N/A.

m) A summary of efforts made to achieve conformance with Procedure F-5-1 including but not limited to projects undertaken and completed in the sanitary sewer system that result in overall Bypass/Overflow elimination including expenditures and proposed projects to eliminate Bypass/Overflows with estimated budget forecast for the year following that for which the report is submitted;

The new treatment facility at the lagoon is presently in operation. Remaining deficiencies will be completed in 2022. The design meets the projected population and sanitary demand for the village of Limoges.

n) Any changes or updates to the schedule for the completion of construction and commissioning operation of major process(es) / equipment groups in the Proposed Works;

As-built plans and operational plan will be completed and submitted to MECP once the Biocord cell construction is completed in the Spring 2022.

Appendix I: Analytical Survey, Influent

Appendix II: Limoges, Wastewater Effluent

Appendix III: Sampling schedule 2022

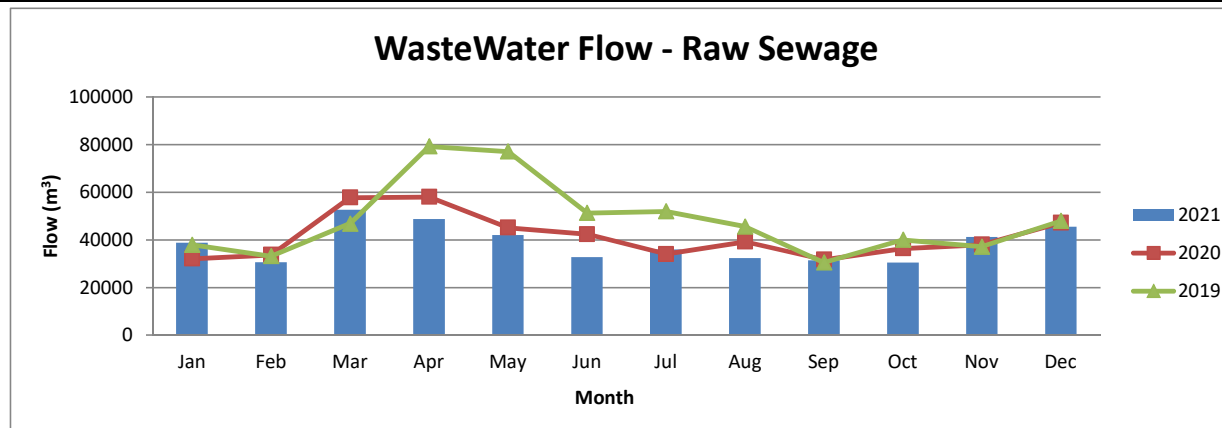
APPENDIX I

Limoges

Waste Water - Analytical survey



2021		Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE		C of A	Federal													
Total Flow	m ³			38772	30599	52569	48652	42019	32705	35994	32317	31388	30445	41147	45431	462037.9
Daily Ave. Flow	m ³ /d	3500		1251	1093	1696	1622	1355	1090	1161	1042	1046	982	1372	1466	1265
Max Flow	m ³ /d			1481	1230	2816	2178	1830	1310	1566	1359	1231	1393	1721	1801	2816
Min Flow	m ³ /d			938	864	1105	1276	1050	893	942	918	651	840	1024	1156	651
CBOD ₅	mg/l			148.3	139.8	76.4	102.0	90.8	127.6	130.8	147.0	142.0	124.0	109.8	108.0	120.5
TSS	mg/l			236.3	272.5	223.8	246.0	140.5	189.8	151.3	247.0	189.2	145.75	170.8	184.4	199.8
TKN	mg/l			43.7	48.5	31.9	32.8	31.1	39.6	42.5	51.2	48.9	44.1	37.4	32.7	40.4
Ph at 25°C	Ph unit			7.6	7.7	7.6	7.5	7.8	7.7	7.7	7.8	7.8	7.7	7.83	7.67	7.69
Ptot	mg/l			5.4	5.3	3.8	4.3	3.2	4.3	4.0	5.2	5.2	4.5	4.58	4.10	4.49
EFFLUENT																
Total Flow	m ³			27566	32646	54670.8	49353	39849	30688	34498	28094	28882	37174	44019	47467.99	454907.8
Daily Ave. Flow	m ³ /d			1148.6	1165.9	1764	1645	1285	1023	1113	906	963	1199	1467	1531	1268
Max Flow	m ³ /d			1638.0	1400.0	3103	2460	2017	1788	1364	1102	1248	1438	1783	2028	1781
CBOD ₅	mg/l	5.0	25.0	0.00	0.00	2.40	5.00	3.75	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1
TSS	mg/l	5.0	25.0	2.00	2.00	3.00	12.50	5.00	2.40	1.75	1.25	3.00	1.00	1.25	1.80	3
Ptot	mg/l	0.3		0.13	0.18	0.19	0.23	0.12	0.15	0.10	0.06	0.06	0.04	0.08	0.09	0.12
Unionized Ammonia	mg/l		1.25	0.81	0.86	1.11	0.84	0.36	0.69	0.29	0.07	0.05	0.11	0.24	0.42	0.49
T. Ammonia	mg/l	Summer 1 Winter 5		16.78	22.33	24.62	10.47	5.95	11.96	4.79	1.63	1.02	2.78	5.54	11.89	9.98



	Parameters						
	TSS	CBOD5	TKN	T.Phos.	pH	T. Ammonia	Temperature
Dates	mg/L	mg/L	mg/L	mg/L	units	mg/L	Celsius
05-Jan-21	350	194	48.9	8.54	7.4		9.9
12-Jan-21	170	155	44.2	3.43	7.62	29.10	9.3
20-Jan-21	330	134	32.8	4.90	7.76	24.20	9.3
27-Jan-21	95	110	48.9	4.90	7.66	43.90	9.3
03-Feb-21	280	150	49.9	5.21	7.74	40.50	9.1
10-Feb-21	330	152	48.7	5.90	7.7	37.8	8.2
17-Feb-21	265	149	56.1	6.15	7.61	45.5	7.6
24-Feb-21	215	108	39.2	4.13	7.65	27.4	8.4
03-Mar-21	340	132	38.4	5.63	7.37	28.80	8.5
10-Mar-21	310	86	39.1	4.68	7.42	33.7	8.4
17-Mar-21	320	119	41.1	5.02	7.36	35.1	8.4
24-Mar-21	65	26	22	2.20	7.96	17.9	8.5
31-Mar-21	84	19	18.8	1.64	7.77	15.4	9.1
07-Apr-21	270	84	26.5	4.04	7.63	19.9	8.8
14-Apr-21	320	86	27.9	4.42	7.36	18.1	9.4
21-Apr-21	164	92	33.1	3.64	7.62	27.2	9.8
28-Apr-21	230	146	43.7	5.09	7.4	32.4	10.1
05-May-21	170	69	23	3.1	7.56	17.4	10.8
12-May-21	62	41	22.2	1.92	7.97	19.8	11.2
19-May-21	220	147	38.9	4.19	7.86	38	12.3
26-May-21	110	106	40.4	3.43	7.62	38.5	12.8
02-Jun-21	205	154	46.5	5.48	7.65	43.4	13.1
09-Jun-21	124	118	45.5	4.71	7.89	44.9	14.2
16-Jun-21	325	102	29.2	3.98	7.24	23.8	14.9
23-Jun-21	135	97	46.5	4.1	7.8	36.3	14.4
30-Jun-21	160	167	30.4	3.23	7.89	29.4	16.2
07-Jul-21	165	153	45.4	4.22	7.66	41.3	15.9
14-Jul-21	115	127	45.6	4.24	7.72	3.77	16.1
21-Jul-21	100	100	36.4	3.6	7.79	30.5	16.5
28-Jul-21	225	143	42.6	3.81	7.73	42	16.8
04-Aug-21	222	138	49	4.51	7.86	43.3	17.1
11-Aug-21	280	135	55.3	5.34	7.86	51.1	17.4
18-Aug-21	270	156	54.5	5.71	7.72	49.3	17.6
25-Aug-21	216	159	46.1	5.21	7.66	4.04	17.8
01-Sep-21	240	125	43.7	4.81	7.91	43.1	17.8
08-Sep-21	204	155	42.2	5	7.72	39.3	17.9
15-Sep-21	124	133	51.1	5.18	7.87	50.6	18.4
22-Sep-21	138	143	57.5	5.39	7.73	53.8	18
29-Sep-21	240	154	49.9	5.73	7.75	42.3	17.6
06-Oct-21	190	158	45.6	4.18	7.76	41.6	17.8
13-Oct-21	120	132	54.5	5.5	7.81	41.50	17.2
20-Oct-21	175	109	44.4	4.69	7.65	37.7	17
27-Oct-21	98	97	31.9	3.49	7.61	27.7	16.7
03-Nov-21	270	160	38.7	5.56	7.97	35.1	16.5
10-Nov-21	185	130	41.8	5.11	7.67	34.5	16
17-Nov-21	160	68	34.5	4.13	7.76	34.4	15
24-Nov-21	68	81	34.5	3.52	7.92	28.4	14.2
01-Dec-21	274	130	37.9	4.98	7.66	37.7	13.4
08-Dec-21	198	76	28.5	4.57	7.81	25.6	12.8
15-Dec-21	162	94	24.8	3.22	7.71	25.6	12
22-Dec-21	78	98	32.4	3.16	7.68	27	12.4
29-Dec-21	210	142	39.8	4.55	7.51	5.1	11.6

APPENDIX II

APPENDIX III

February 9th, 2022

M. Jean-François Durocher

Water Inspector – Provincial Officer

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Performance Report for the St-Albert Wastewater Facility

M. Durocher,

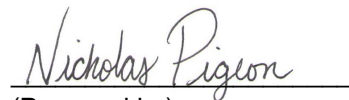
The following document includes the 2021 Performance Report for the St-Albert Wastewater Facility, 2021 inclusive.

In this Performance Report a summary of the St Albert Wastewater Facility will be discuss.

- Volumes and daily flow rates of wastewater
- Results of raw sewage and final effluent parameters
- Summary of operation and environmental challenges
- Maintenance and calibration of monitoring equipment.

This document follows condition 10 of Amended Environmental Compliance Approval # 0098-A6XKFP, approved on February 19th, 2016.

Sincerely,



(Prepared by)

Nicholas Pigeon,

Water & Wastewater Operator in charge



(Reviewed & Approved)

Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater

2021 Annual Performance Report for the St-Albert Wastewater Facility

a) A summary and interpretation of all monitoring data and a comparison to the effluent limits outlined in Condition 6, including an overview of the success and adequacy of the works;

The average daily flow (ADF) of wastewater entering the St Albert Wastewater facility was 323 m³/Day. This represents 45% of the average day design capacity rated at 720m³/day. The maximum daily flow of wastewater entering the St Albert facility was 594 m³/day during month of March and the minimum was 215 m³/day in February.

During the Spring Discharge a total of 159 958 m³ of Effluent was discharged for a period of 38 days.

The wastewater treatment at the St-Albert Wastewater Facility did not encounter any major problem during the year 2021. The average daily sewage flow of 720 m³/day was not exceeded.

Monitoring and analytical parameters

1) Total Nitrogen (Kjeldahl)

The TKN concentration of the raw sewage varied from 23.2 mg/L in March to 59.3 mg/L in October. The monthly average concentration of raw sewage is 35.68 mg/L.

2) Total Ammonia

The Ammonia average concentration for the Treated Effluent was 0.57 mg/L.

The Annual loading of total Ammonia average during the 2021 discharge was 92 Kg. This is below the loading limit of 2628 Kg/month specified in the ECA.

3) Total Phosphorus

The Total Phosphorus concentration of the raw sewage varied from 2.83 mg/L in November to 8.84 mg/L in June. The monthly average concentration was 5.14 mg/L.

The Treated Effluent concentration of Total Phosphorus averaged 0.25 mg/L. The Effluent limit is 1.0 mg/L.

The annual loading of total phosphorus during discharge was 41 Kg. This is below the loading limit of 131 Kg/month specified in the ECA.

4) Carbonaceous Biological Oxygen Demand (CBOD5)

CBOD5 average concentration of raw sewage varied from 35 mg/L in November to 225 mg/L in May with an average of 139.6 mg/L.

The Treated Effluent concentration averaged 2.0 mg/L, which is below the Effluent limit of 30 mg/L.

The annual loading of CBOD5 during the 2021 discharge period was 320 Kg. This is below the loading limit of 3942 Kg/month specified in the ECA.

5) Suspended Solids

The TSS concentration varied from 92 mg/L in October to 330 mg/L in June with a monthly average concentration of 151.7 mg/L.

The annual loading of TSS was 849 Kg in March and 819 Kg in April. This is below the loading limit of 3942 Kg/month specified in the ECA.

6) H₂S

The treated effluent concentration of H₂S averaged 0.033 mg/L, during discharge.

The annual loading of hydrogen sulphide was 3 Kg during the month of March and 3 Kg in April. This is below the loading limits of 42 Kg in March and 117 Kg in April, specified in the ECA.

b) A description of any operating problems encountered and corrective actions taken;

No operating challenges occurred during the 2021 period.

c) A summary of all maintenance carried out on any major structure, equipment, apparatus, mechanism or thing forming part of the works;

In addition to regular preventative maintenance, the following operational duties were performed.

- **June,**
 - Cleaning of sanitary pump station with Nation's personnel.
 - Flushed and cleaned gravity sanitary sewer lines with the Nation Municipality personnel.
- **July,**
 - GPS Sonar into Cell #1 analyzing sludge thickness.

- **October,**
- Flow meter calibration performed by Capital Control.
- **November,**
- Cleaning of sanitary pump station and siphons with Nation's personnel.

d) A summary of any Effluent Quality assurance or control measures undertaken in the reporting period;

Monitoring and recording of raw sewage and final effluent during discharge were taken during 2021. The results are presented in the Analytical survey 2021, see Appendix I.

e) A summary of the calibration and the maintenance carried out on all effluent monitoring equipment;

- **October,**
Annual Calibration of all Flow meters by Capital Control.

f) A description of efforts made and results achieved in meeting the Effluent Limits of Condition 6;

The Effluent limits are presented in table 1, with an average concentration limit and an average of waste Loadings in Kg for each Effluent parameter. All the results for those sampling and the amount of Loadings in Kg are presented in Appendix I.

To help maintain a compliant effluent, a flow based dosage of 318 mg/L of coagulant "Aluminum Sulfate" was injected at the inlet of the lagoon.

Prior to discharge we also start the Blower for the aeration system of Cell "D". The aeration helps to thaw the ice cover and provide off gassing of sulfide, which results in a better effluent.

g) A tabulation of the volumes of sludge generated in the reporting period, an outline of anticipated volumes to be generated in the next reporting period and a summary of the locations where the sludge was disposed;

No Haulage of waste was brought to St-Albert lagoon in the 2021 period.

As for the volumes of sludge generated please see the table below;

<i>Parameters</i>	<i>Alum. (mg/L)</i>	<i>Flow (m3)</i>	<i>Total KG</i>	
2021	319	118523		
KG	8318		8318	Sludge

These numbers were calculated using the average results of the monthly wastewater samples taken during each month with the total of cubic meter that entered the lagoon. See Appendix II.

A total of 8318 Kg of Sludge was produce in 2021.

As for the next reporting period, the anticipated volume of sludge should remain around the same, as we do not allow for any haulage to the lagoon. The volume of sludge produce will vary depending on the total of Wastewater Influent.

A sonar Inspection was performed during the month of July to determine the level of sludge in cell#1. A calculated 9408 m3 of sludge was found in Cell#1.

h) A summary of any complaints received during the reporting period and any steps taken to address the complaints;

No complaints received in 2021.

i) A summary of all *By-pass*, spill or abnormal discharge events;

There was no by-pass or spill during the year 2021.

j) A copy of all Notice of Modifications submitted to the Water Supervisor as a result of Schedule 'A', Section 1, with a status report on the implementation of each modification;

None.

k) A report summarizing all modifications completed as a result of Schedule 'A', Section 3; and

No modification was performed during 2021.

I) Any other information the Water Supervisor requires from time to time;

None.

Appendix I: Annual discharge Effluent concentration and loadings

Appendix II: Analytical Survey

APPENDIX I

THE NATION - ST-ALBERT LAGOON DISCHARGE - 2021

Effluent Samples	Date	CDBO5 mg/l	TSS mg/l	TP mg/l	T Ammonia mg/l	H2S	pH	Unionized Ammonia
Pre	03/03/2021	0	5	0.27	0.23	0	8.15	0.02
Opening	03/22/2021	0	19	0.13	0.12	0.06	8.05	0.00
1	03/25/2021	4	11	0.46	1.01	0.07	7.87	0.04
2	03/29/2021	4	19	0.44	0.80	0.06	7.92	0.04
3	04/01/2021	6	16	0.29	1.69	0.04	8.11	0.12
4	04/14/2021	0	3	0.13	0.13	0	8.18	0.01
Closing	04/28/2021	0	0	0.06	0.04	0	9.00	0.01

Discharge average		2.0	10	0.25	0.57	0.033	8.18	0.03
--------------------------	--	------------	-----------	-------------	-------------	--------------	-------------	-------------

Loading

Volume (m3)	March	81386	81386	81386	81386	81386
Load (Kg)		163	849	21	47	3

Volume (m3)	April	78572	78572	78572	78572	78572
Load (Kg)		157	819	20	45	3
TOTAL		320	1668	41	92	5

Limits

Average (mg/l)	H2S	30	30	1	20
March load (Kg/Month)	0.89	3942	3942	131	2628
April load (Kg/Month)	0.32	3942	3942	131	2628

UP STREAM Samples	Date	CDBO5 mg/l	TSS mg/l	TP mg/l	T Ammonia mg/l	pH
1 (open)	03/22/2021	4	10	0.31	0.07	7.68
2 (close)	04/28/2021	0	13	0.06	0.04	8.28
Average		2	11.5	0.185	0.055	7.98

DOWN STREAM Samples	Date	CDBO5 mg/l	TSS mg/l	TP mg/l	T Ammonia mg/l	pH
1 (open)	03/22/2021	0	22	0.14	0.1	8.07
2 (close)	04/28/2021	0	14	0.07	0.03	8.26
Average		0	18	0.105	0.065	8.165

Appendix II

Waste Water - Analytical survey



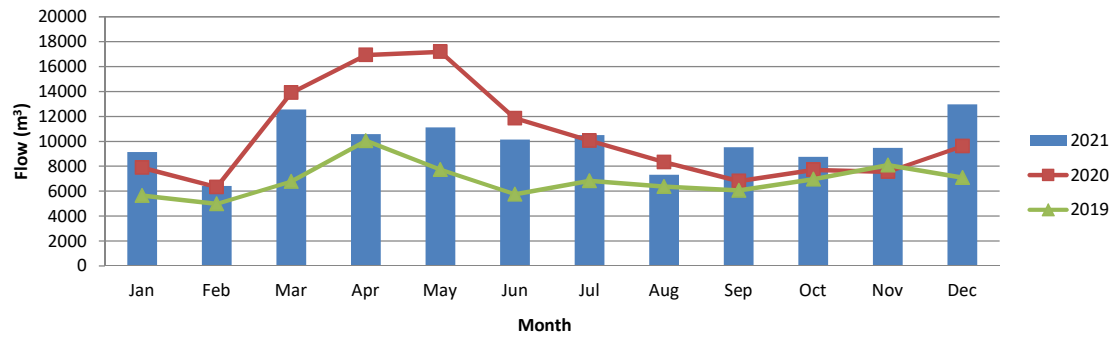
St-Albert

2021	Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE	C of A	Federal													
Total Flow	m^3		9152	6427	12571	10573	11115	10150	10493	7314	9520	8749	9485	12974	118523
Daily Ave. Flow	m^3/d	720	295	222	406	352	359	338	338	236	317	282	316	419	323
Max Flow	m^3/d		369	268	595	432	414	355	420	339	339	334	392	502	595
Min Flow	m^3/d		268	215	215	266	331	331	251	251	248	248	267	359	215
CBOD ₅	mg/l		210	148	124	84	225	92	189	212	121	108	35	127	139.6
TSS	mg/l		180	210	140	100	144	330	180	104	144	92	102	94	151.7
pH	pH units		7.32	7.59	7.56	7.96	6.72	7.69	6.95	7.31	7.34	7.31	7.7	7.53	7.42
TKN	mg/l		42	39.6	23.2	26.7	42.1	33.2	31.5	39.4	33.3	59.3	26.2	31.6	35.68
Ptot	mg/l		7.21	4.44	4.12	4.77	6.84	8.84	4.93	5.14	4.81	3.53	2.83	4.16	5.14

EFFLUENT

Total Flow	m^3				81386	78572									159958
Daily Ave. Flow	m^3/d				8139	2806									5472.3
CBOD ₅	mg/l	30.0	25.0		2	2									2.00
TSS	mg/l	30.0	25.0		14	6									10.00
Ptot	mg/l	1.0			0.33	0.16									0.25
H2S	mg/l				0.048	0.013									0.03
Unionized Ammonia	mg/l		1.25		0.03	0.05									0.04
Ammonia	mg/l	20.0			0.54	0.62									0.58

Wastewater Flow - Raw Sewage



February 9th, 2022

M. Jean-François Durocher

Water Inspector – Provincial Officer

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Performance Report for the St- Isidore Wastewater Facility

The following document includes the 2021 Performance Report for the St-Isidore Wastewater Facility.

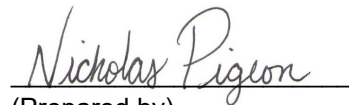
There is no specific Certificate of Approval for this facility. The operations follow the MECP guidelines for specific effluent limits. The guidelines are as follow;

- ❖ *Guideline F-5-1 Table I for Lagoon effluent compliance limits*
- ❖ *Guideline F-10 for sampling requirements*
- ❖ *Guideline F-10-1 Procedures for sampling and Analysis*

In this Performance Report a summary of the St-Isidore Wastewater Facility will be discussed.

- Volumes and daily flow rates of wastewater
- Results of raw sewage and final effluent parameters
- Summary of operation and environmental challenges.
- Maintenance and calibration of monitoring equipment.

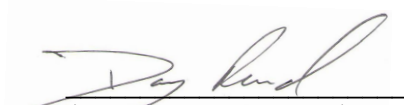
Sincerely,



(Prepared by)

Nicholas Pigeon,

Water & Wastewater Operator in charge



(Reviewed & Approved)

Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater

2021 Annual Performance Report for the St-Isidore Wastewater Facility

a) Summary and interpretation of raw sewage and final effluent monitoring data and comparison to effluent objectives

The average daily flow of wastewater entering the St-Isidore facility was 363 m³/day in 2021.

The treated Effluent daily flow was 5141 m³/day during the 31 days period of discharge from April 28 to May 28th, 2021. Totalizing 159384 m³.

The Wastewater Lagoon Treatment Facility did not encounter any major challenges during 2021. Respected the effluent limits for Carbonaceous BOD₅, Total phosphorus and TSS.

B) Analytical parameters- Raw sewage & Effluent

1) Total Nitrogen (kjeldahl)

The concentration of raw sewage varied from 23.3 mg/L in December to 65.4 mg/L in January. The monthly average concentration was 40.18 mg/L.

The Ammonia average concentration for treated effluent was 5.76 mg/L for 2021.

2) Total Phosphorus

The concentration of raw sewage varied from 2.88 mg/L in December to 6.82 mg/L in June. The monthly average concentration was 4.47 mg/L.

The Total phosphorus average concentration for treated effluent was 0.71 mg/L.

3) Carbonaceous Biological Oxygen Demand (CBOD5)

The concentration of raw sewage varied from 45 mg/L in November to 234 mg/L in May. The monthly average concentration was 116 mg/L.

The CBOD5 average concentration for treated effluent was 5.4 mg/L.

4) Suspended Solids

The concentration of raw sewage varied from 98 mg/L in December to 228 mg/L in September. The monthly average concentration was 158 mg/L.

The TSS average concentration for treated effluent was 14.0 mg/L.

5) E Coli

The E Coli average concentration for treated effluent was 1983 mg/L.

c) Summary of raw and effluent quality assurance control measures

Monitoring and recording of raw sewage was taken during each month in 2021. Effluent samples were taken during period of discharge.

Results are in the St-Isidore Wastewater –Analytical survey table at the end of this report in Appendix I. The Effluent results are shown in Appendix II.

d) Summary of maintenance carried out on major structure, equipment, apparatus and mechanism

In addition to regular preventative maintenance, the following operational duties were performed.

- **April,**
 - Batch treatment of 25 000 Kg of PAS 8 into the St-Isidore Lagoon.
- **June,**
 - Flushed and cleaned gravity sanitary sewer lines by Nation personnel.
 - Clean pumping station with Nation's personnel.
- **October,**
 - Calibration of Flow Meter by Capital Control.
- **November,**
 - Clean pumping station with Nation's personnel.

d) A description of any operating challenges encountered and corrective actions taken

No operating challenges were encountered during the 2021 period.

Appendix I: St-Isidore WASTEWATER FACILITY - ANALYTICAL SURVEY – 2021

Appendix II: St-Isidore WASTEWATER FACILITY – Discharge results – 2021

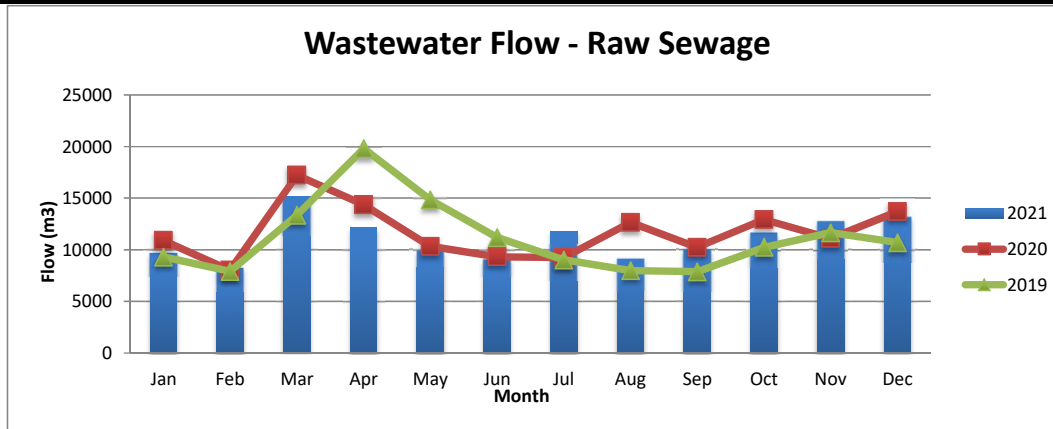
APPENDIX I

Waste Water - Analytical survey



St-Isidore

2021		Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE		C of A	Federal													
Total Flow	m^3			9702	8257	15242	12132	9947	9121	11753	9130	10018	11698	12743	13171	132913
Daily Ave. Flow	m^3/d			313	285	492	404	321	304	379	295	334	377	425	425	363
Max. Flow	m^3/d			367	356	760	491	411	354	442	340	372	434	492	505	760
Min. Flow	m^3/d			282	258	299	356	282	251	331	273	300	340	382	304	251
CBOD ₅	mg/l			152	117	84	73	234	134	124	114	86	116	45	112	116
TSS	mg/l			215	185	116	120	156	168	196	116	228	176	116	98	158
pH	pH units			8.03	7.67	7.72	7.57	7.75	7.93	7.71	7.53	7.75	7.37	7.63	7.63	7.69
TKN	mg/l			65.4	47.1	36.5	26.7	55.7	57.0	40.0	35.5	25.7	44.4	24.8	23.3	40.18
Ptot	mg/l			6.28	5.55	4.22	2.95	5.6	6.82	4.02	3.76	3.68	4.88	2.95	2.88	4.47
EFFLUENT																
Total Flow	m^3						14015	145369								159384
Daily Ave. Flow	m^3/d						4672	5192								4932
CBOD ₅	mg/l	25.0	25.0				17	2.5								9.75
TSS	mg/l	25.0	25.0				35	8.8								21.90
Ptot	mg/l	1.0					0.61	0.73								0.67
Unionized ammonia	mg/l		1.25				1.39	0.13								0.76
Ammonia	mg/l						14	3.7								8.85
E. Coli	cfu/100mL						1205	2177								1691.00



APPENDIX II

THE NATION - St-Isidore LAGOON DISCHARGE - 2021

Effluent Samples	Date	CDBO5 mg/l	TSS mg/l	TP mg/l	T Ammonia mg/l	H2S	Unionized Ammonia	pH	TKN	E Coli cfu/100mL
Pre-liminary	16-Apr-21	22	22	0.72	16.50	0	0.78	7.94	20.7	2200
Opening	28-Apr-21	12	48	0.5	11.50		2	8.57	23.6	210
1	3-May-21	0	6	1.35	1.90		0.09	7.92	3.7	39
2	6-May-21	0	10	0.69	3.78		0.16	7.90	5.7	22
3	10-May-21	0	3	0.61	5.19		0.21	7.88	6.8	103
4	14-May-21	8	18	0.53	8.49		0.28	7.78	14	17000
5	17-May-21	5	6	0.64	6.79		0.03	7.94	12.2	60
6	20-May-21	0	7	0.74	2.64		0.2	8.16	5.3	36
7	25-May-21	7	8	0.81	0.37		0.04	8.29	2.9	106
Closing	28-May-21	0	12	0.47	0.43		0.04	8.19	3.6	54

Discharge average		5.4	14.0	0.71	5.76	0.0	0.38	8.06	9.85	1983.0
--------------------------	--	------------	-------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------	-------------	---------------

Loading

Volume (m3)	159384	159384	159384	159384	159384
Load (Kg)	861	2231	113	918	0

Limits

Average (mg/l)	25	25	1
March load (Kg/Month)	3942	3942	131
April load (Kg/Month)	3942	3942	131

UP STREAM						
Samples	Date	CDBO5	TSS	TP	T Ammonia	pH
		mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	
1	04/28/2021	0	8	0.05	0.05	8.33
2	05/28/2021	0	21	0.1	0.09	8.37
Average		0	14.5	0.075	0.07	8.35

DOWN STREAM						
Samples	Date	CDBO5	TSS	TP	T Ammonia	pH
		mg/l	mg/l	mg/l	mg/l	
1	04/28/2021	0	11	0.04	0.03	8.33
2	05/28/2021	0	19	0.09	0.10	8.37
Average		0	15	0.065	0.065	8.35

February 9th, 2022

Mr. Jean-François Durocher

Water Inspector

Drinking Water and Environmental Compliance Division

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Annual Report for the Limoges Drinking Water System

Dear Mr Durocher:

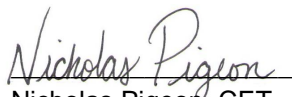
Please see attached, the summary report for the Limoges Drinking Water System that covers the period from January 1st, 2021 to December 31, 2021.

This summary report has been completed in accordance with O. Reg. 170/03 Schedule 22 under the Safe Drinking Water Act. The target due date for this report is March 31st, 2022.

This summary report includes quantities and flow rates of the water supplied to consumers serviced by the Limoges Drinking Water System, including monthly averages; and a comparison to the rated water supply capacity of the system.

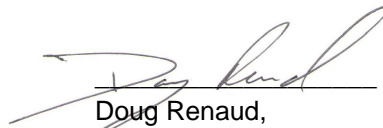
This report is also distributed to the Members of the Municipal Council and the Executive committee from the Nation Municipality.

Sincerely,



Nicholas Pigeon, CET

O.I.C. Water and Wastewater



Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater



Desmond Verasammy, CET

Overall Responsible Operator

In the preparation of this summary Report, we have complied with the following requirements:

- List the requirements of the Act, the Regulations, the Systems Approval, Drinking Water Works Permit, Municipal Drinking Water License, and any orders applicable to the system that were not met at any time during the period covered by the report;
- For each requirement referred to in clause (a) that was not met, specify the duration of the failure and the measurements that were taken to correct the failure;
- A summary of the quantities and flow rates of the water supplied during the period covered by the report, including monthly average and maximum daily flows;
- A comparison of the summary referred to in paragraph 1 to the rated capacity and flow rates approved in the system approval, drinking water works permit, or municipal drinking water license, or if the system is receiving all of its water from another system under an agreement pursuant to subsection 5 (4), to the flow rates specified in the written agreement.

Comparison:

During the period of January 1, 2021 to December 31, 2021:

- The maximum daily flow to the distribution system was 1583 m³/day. This occurred in May, and it represented 76% of the rated capacity of 2080 m³/day.
- The maximum daily flow from the wells was 1906 m³/day. This occurred in August, and it represented 92% of the rated capacity. In accordance with our PTTW # 1106-968LAR, the maximum rated flow from the wells is 24.1 L/sec or 2080 m³/day.
- The average daily distribution flow was 1008 m³/day.



Drinking - Water Systems Regulation O. Reg.170/03

System Information

Drinking Water System Name:	Limoges Water Treatment Plant
Drinking Water System Number:	260006841
Drinking Water System Owner:	The Corporation of the Nation Municipality
Operating Authority:	The Nation Municipality
Drinking Water System Category:	Large Municipal Residential
Period being reported:	Jan. 1 to Dec. 31, 2021

Does your Drinking-Water System serve more than 10 000 people?

Yes () No (X)

Is your annual report available to the public at no charge on a web site on the internet?

Yes (X) No ()

Summary Report (170/03 Schedule 22) will be available for inspection at:

<p>Municipal Office The Corporation of the Nation municipality 958 Route 500 West Casselman, ON K0A1M0</p>

List all Drinking-Water System, which receive all of their drinking water from your system:

Drinking Water System Name	Drinking Water System Number
Le Baron Estate	N/A

Did you provide a copy of your annual report to all Drinking Water System owners that are connected to you and to whom you provide all of its drinking water?

Yes (X) No ()

Indicate how you notified system users that your annual report is available, and is free of charge.

(X) Public access / Notice via the web

- Public access / notice via government Office
- Public access / notice via a newspaper
- Public access / notice via Public Request
- Public access / notice via a Public Library
- Public access / notice via another method_____

Describe your Drinking Water System

The Limoges water treatment plant was designed as a GUDI Treatment System. It is operated as a GUDI System; treating groundwater that has the potential of being influenced by surface water. The treatment uses a conventional process; chemically assisted filtration followed by disinfection. The plant has a rated capacity of 2080 m3/day; services the Village of Limoges, the Community of Forest Park, Le Baron Estate, and the Ben Tardif Trailer Park. Raw water is supplied from two production wells; delivered via a five km watermain into an aeration basin at the water treatment plant. Further treatment is achieved in sequence by chemical oxidation and a dual train chemically assisted filtration process. Primary disinfection is achieved by chlorination followed by chloramination for secondary disinfection. Treated water is stored in two onsite water storage towers and then pumped into the distribution system. All processes are fully automated and monitored using a SCADA System. Operators perform routine monitoring, and maintain operation and production records of the groundwater supply wells, the plant and treatment processes, and the distribution systems.

The Operators also conduct water quality sampling and testing, and system maintenance.

The Chemical feed systems consist of chemical pumps, storage tanks, piping and associated appurtances to deliver treatment chemicals including potassium permanganate, Alum, Polyelectrolyte, Sodium Hypochlorite and Ammonium Sulphate.

List all water treatment chemicals used over this reporting period

Chemical Name	Supplier
Potassium Permanganate	Brenntag
PAX-XL6	Kemira
Polyelectrolyte	Northland Chemicals Inc.
Sodium Hypochlorite	Brenntag
Ammonium Sulfate	Brenntag

Were any significant expenses incurred to?

- Install required equipment
- (X) Repair required equipment**
- Replace required equipment

Please provide a brief description and a breakdown of monetary expenses incurred

Calibration of Flow meter	\$	2,000.00
Hydrant inspection & Flushing	\$	5,000.00
Replaced polymer pump #1	\$	5,500.00
Calibration of analysers and instruments	\$	1,200.00
Replaced both chlorine dosage pumps	\$	11,000.00

Provide details on the notices submitted in accordance with subsection 18(1) of the Safe Drinking Water Act or section 16-4 of schedule 16 of O.Reg.170/03 and reported to Spill Action Centre.

Incident Date	Parameter	Result	Unit of Measure	Corrective Action	Corrective Action Date
2021-07-13	other observations : low pressure in distribution system caused by Generator/SCADA programming.	<20	psi	prev. Boil water advisory & flushed all dead ends of distribution system, took DPD test, took turbidity test, took 5 samples to lab, all negative.	2021-07-15

Microbiological testing done under the Schedule 10, 11 or 12 of Regulation 170/03, during this reporting period.

	Number of samples	Range of E.Coli Or Fecal Results	Range of Total Coliform Results	Number of HPC samples	Range of HPC Results
		(min#)-(max#)	(min#)-(max#)		(min#)-(max#)
Raw Well # 1	52	0 - 0	0 - 0	N/A	N/A
Raw Well # 2	52	0 - 0	0 - 3	N/A	N/A
Treated	52	0 - 0	0 - 0	52	0 - 2
Distribution	208	0 - 0	0 - 0	52	0 - 10

Operational testing done under Schedule 7, 8 or 9 of Regulation 170/03 during the period covered by this Annual Report.

	Number of Grab samples	Range of Results (min#)-(max#)	<i>For continuous monitors use 8760 as the number of samples.</i>
Turbidity (Raw W1)	25	(5.50) - (19.10)	
Turbidity (Raw W2)	25	(0,30) - (2.24)	
Chlorine Combined Dist. Syst,	8760	(1.27) - (2,68)	
Turbidity (Treated water)	8760	(0,04) - (0.55)	

Note: Record the unit of measure if it is not milligrams per liter. *Average per day of combine chlorine in distribution system

Summary of additional testing and sampling carried out in accordance with the requirement of an approval, order or other legal instrument.

Date of Legal instrument issued	Parameter	Date Sampled	Result	Unit of Measure
N/A				

Summary of Inorganic parameters tested during this reporting period or the most recent sample results

Parameter	Sample date	Result value (mg/L)	Limit (mg/L)	Exceedance
Antimony	21-Apr-21	<0.0001	0.006	No
Arsenic	21-Apr-21	<0.0001	0.01	No
Barium	2021 RAA	0.620	1	HalfMac
Boron	21-Apr-21	0.059	5	No
Cadmium	21-Apr-21	< 0.000015	0.005	No
Chromium	21-Apr-21	< 0.002	0.05	No
Fluoride	to be sampled in 2024		1.5	
Mercury	21-Apr-21	<0.00002	0.001	No
Selenium	21-Apr-21	< 0.001	0.05	No
Sodium	to be sampled in 2024		Health >20 reportable (Limit: 200)	
Uranium	28-Apr-20	< 0.00005	0.02	No
Nitrite	2021 RAA	<0.1	1	No
Nitrate	2021 RAA	0.3	10	No

Summary of Lead testing under Schedule 15.1 during this reporting period

Location Type	Number of samples	Limit	Range of Lead Results (mg/L)		Number of Exceedance
			(min #)	(max #)	
Plumbing	N/A				N/A
Distribution	6	0.1 mg/L	< 0.00003	0.0001	No
Alkalinity	6		216	253	N/A
pH	6		(8.04 - 8.21)		No

Summary of Organic parameters sampled during this reporting period or the most recent sample results

Parameter	Sample date	Result value (µg/L)	Conversion in mg/L	Limit (mg/L)	Exceedance
Alachlor	2021-04-21	0.3	0.0003	0.005 mg/L	no
Atrazine + N-dealkylated metabolites	2021-04-21	0.5	0.0005	0.005 mg/L	no
Azinphos-methyl	2021-04-21	1	0.0010	0.02 mg/L	no
Benzene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.001 mg/L	no
Benzo(a)pyrene	2021-04-21	0.006	0.0000	0.00001 mg/L	no
Bromoxynil	2021-04-21	0.5	0.0005	0.005 mg/L	no
Carbaryl	2021-04-21	3	0.0030	0.09 mg/L	no
Carbofuran	2021-04-21	1	0.0010	0.09 mg/L	no
Carbon Tetrachloride	2021-04-21	0.2	0.0002	0.002 mg/L	no
Chlorpyrifos	2021-04-21	0.5	0.0005	0.09 mg/L	no
Diazinon	2021-04-21	1	0.0010	0.02 mg/L	no
Dicamba	2021-04-21	10	0.0100	0.12 mg/L	no
1,2-Dichlorobenzene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.2 mg/L	no
1,4-Dichlorobenzene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.005 mg/L	no
1,2-Dichloroethane	2021-04-21	0.5	0.0005	0.005 mg/L	no
1,1-Dichloroethylene (vinylidene chloride)	2021-04-21	0.5	0.0005	0.014 mg/L	no
Dichloromethane	2021-04-21	5	0.0050	0.05 mg/L	no
2-4 Dichlorophenol	2021-04-21	0.2	0.0002	0.9 mg/L	no
2,4-Dichlorophenoxy acetic acid (2,4-D)	2021-04-21	10	0.0100	0.1 mg/L	no
Diclofop-methyl	2021-04-21	0.9	0.0009	0.009 mg/L	no
Dimethoate	2021-04-21	1	0.0010	0.02 mg/L	no
Diquat	2021-04-21	5	0.0050	0.07 mg/L	no
Diuron	2021-04-21	5	0.0050	0.15 mg/L	no
Glyphosate	2021-04-21	25	0.0250	0.28 mg/L	no
Malathion	2021-04-21	5	0.0050	0.19 mg/L	no
2-Methyl-4-chlorophenoxyacetic acid (MCP)	2021-04-21	10	0.0100	0.1 mg/L	no
Metholachlor	2021-04-21	3	0.0030	0.05 mg/L	no
Metribuzin	2021-04-21	3	0.0030	0.08 mg/L	no
Monochlorobenzene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.08 mg/L	no
Paraquat	2021-04-21	1	0.0010	0.01 mg/L	no
Pentachlorophenol	2021-04-21	0.2	0.0002	0.06 mg/L	no
Phorate	2021-04-21	0.3	0.0003	0.002 mg/L	no
Picloram	2021-04-21	15	0.0150	0.19 mg/L	no

Limoges Drinking Water System

Ontario Regulation 170/03, Section 11 Annual Report 2021

Parameter	Sample date	Result value (µg/L)	Conversion in (mg/L)	Limit (mg/L)	Exceedance
Polychlorinated Biphenyls (PCB)	2021-04-21	0.05	0.0001	0.003 mg/L	no
Prometryne	2021-04-21	0.1	0.0001	0.001 mg/L	no
Simazine	2021-04-21	0.5	0.0005	0.01 mg/L	no
Terbufos	2021-04-21	0.5	0.0005	0.001 mg/L	no
Tetrachloroethylene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.01 mg/L	no
2,3,4,6- Tetrachlorophenol	2021-04-21	0.2	0.0002	0.1 mg/L	no
Triallate	2021-04-21	10	0.0100	0.23 mg/L	no
Trichloroethylene	2021-04-21	0.5	0.0005	0.005 mg/L	no
2,4,6- Trichlorophenol	2021-04-21	0.2	0.0002	0.005 mg/L	no
Trifluralin	2021-04-21	0.5	0.0005	0.045 mg/L	no
Vinyl Chloride	2021-04-21	0.2	0.0002	0.001 mg/L	no
Trihalomethanes (THM)	2021 RAA	32	0.032	0.1 mg/L	no
Haloacetic acids (HAA)	2021 RAA	22	0.022	0.08 mg/L	no

List any Inorganic or Organic parameter(s) that exceeded half the standard prescribed in Schedule 2 of Ontario Drinking Water Quality Standards.

Parameter	Result Value	Unit of measure	Date of sample
Barium	0.609	mg/L	2021-01-12
Barium	0.633	mg/L	2021-04-21
Barium	0.564	mg/L	2021-07-07
Barium	0.673	mg/L	2021-10-13

Limoges Drinking Water System

Ontario Regulation 170/03, Section 11 Annual Report 2021

February 9th, 2022

Mr. Jean-François Durocher

Water Inspector

Drinking Water and Environmental Compliance Division

Ministry of the Environment, Conservation and Parks

Subject:

2021 - Annual Report for the St-Isidore Drinking Water System

Dear Mr. Durocher,

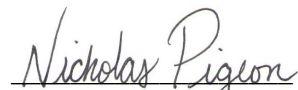
Please see attached, the summary report for the St-Isidore Drinking Water System that covers the period from January 1 to December 31, 2021.

This summary report has been completed in accordance with O. Reg. 170/03 Schedule 22 under the Safe Drinking Water Act. The target due date for this report is March 31st, 2022.

This summary report includes the quantities and flow rates of the water supplied by the Township of Alfred-Plantagenet to The Nation Municipality.

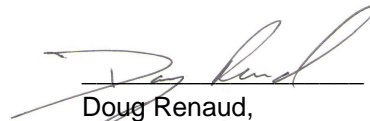
This report is also distributed to the Members of the Municipal Council and the Executive committee of the Nation Municipality.

Sincerely,



Nicholas Pigeon, CET

O.I.C. Water and Wastewater



Doug Renaud,

Director of Water & Wastewater, O.R.O

In the preparation of this summary report, we have complied with the following requirements:

- List the requirements of the Act, the regulations, the systems approval, drinking water works permit, municipal drinking water license and any orders applicable to the system that were not met at any time during the period covered by the report;
- For each requirement referred to in clause (a) that was not met, specify the duration of the failure and the measurements that were taken to correct the failure;
- A summary of the quantities and flow rates of the water supplied during the period covered by the report, including monthly average and maximum daily flows;
- A comparison of the summary referred to in paragraph 1 to the rated capacity and flow rates approved in the system approval, drinking water works permit or municipal drinking water license, or if the system is receiving all of its water from another system under an agreement pursuant to subsection 5 (4), to the flow rates specified in the written agreement.

Comparison:

During the period of January 1 to December 31, 2021:

- The maximum daily flow to the St-Isidore distribution system was 908 m³/day. This occurred in June, and it represented 71% of the rated available capacity of 1277 m³/day. The rated capacity is the amount of water that has been agreed upon to be supplied from the Alfred-Plantagenet Township to the Nation Municipality.
- The average daily distribution flow in the St. Isidore Drinking Water System was 228 m³/day.



Drinking - Water Systems Regulation O. Reg.170/03

System Information

Drinking Water System Name:	St-Isidore Water Distribution System
Drinking Water System Number:	260091026
Drinking Water System Owner:	The Corporation of the Nation Municipality
Operating Authority:	The Nation municipality
Drinking Water System Category:	Large municipal Residential
Period being reported:	Jan. 1, 2021 to Dec. 31, 2021

Does your Drinking-Water System serve more than 10 000 people?

Yes () No (X)

Is your annual report available to the public at no charge on a web site on the internet?

Yes (X) No ()

Summary Report (170/03 Schedule 22) will be available for inspection at:

<p>Municipal Office The Corporation of the Nation municipality 958 Route 500 West Casselman, ON K0A1M0</p>

List all Drinking-Water System, which receive all of their drinking water from your system:

Drinking Water System Name	Drinking Water System Number
N/A	N/A

Did you provide a copy of your annual report to all Drinking Water System owners that are connected to you and to whom you provide all of its drinking water?

Yes () No () N/A

Indicate how you notified system users that your annual report is available, and is free of charge.

<p>(X) Public access / Notice via the web</p> <p>() Public access / notice via government Office</p> <p>() Public access / notice via a newspaper</p> <p>() Public access / notice via Public Request</p> <p>() Public access / notice via a Public Library</p> <p>() Public access / notice via another method_____</p>
--

Describe your Drinking Water System

The St-Isidore drinking water system is supplied with chloraminated water from the Lefaiivre WTP in Alfred-Plantagenet Township. The water first reaches the Plantagenet booster station which consists of: one 84.4 m3 clearwell ; two high lift pumps each rated at 20 L/sec.; a chemical feed system designed to boost the chloramine level when needed; one flow meter; two Cl2 analyzers (free and total); and one 125 KW standby power generator. The high lift pumps deliver water from the clearwell to the water tower in the village of St-Isidore, from where the water is gravity fed to the community. The water tower is equipped with one flow meter; and two Cl2 analyzer (Free and Total) for ongoing residual monitoring. This operation is fully automated and remotely monitored by the SCADA System. Water Operators perform manual checks, log data, take water samples for water quality monitoring, and perform maintenance of the system. This facility operates under C of A # 7256-6NEMJ7.

List all water treatment chemicals used over this reporting period

Chemical Name	Supplier
Sodium Hypochlorite	Brenntag
Ammonium Sulfate	Brenntag
(Primary and secondary disinfection is achieved at Lefaiivre WTP)	

Were any significant expenses incurred to?

- () Install required equipment
- (X) Repair required equipment**
- () Replace required equipment

Please provide a brief description and a breakdown of monetary expenses incurred

Calibration of Flow meter	\$	500.00
Fire Hydrant inspection and flushing	\$	2,000.00
Replacement of online analyser in Plantagenet	\$	6,400.00

Provide details on the notices submitted in accordance with subsection 18(1) of the Safe Drinking Water Act or section 16-4 of schedule 16 of O.Reg.170/03 and reported to Spill Action Centre.

Incident Date	Parameter	Result	Unit of Measure	Corrective Action	Corrective Action Date
N/A					

Microbiological testing done under the Schedule 10, 11 or 12 of Regulation 170/03, during this reporting period.

	Number of samples	Range of E.Coli Or Fecal Results (min#)-(max#)	Range of Total Coliform Results (min#)-(max#)	Number of HPC samples	Range of HPC Results (min#)-(max#)
Distribution	156	0 - 0	0 - 0	52	0 - 0

Operational testing done under Schedule 7, 8 or 9 of Regulation 170/03 during the period covered by this Annual Report.

	Number of Grab samples	Range of Results (min#)-(max#)	<i>For continuous monitors use 8760 as the number of samples.</i>
Chlorine Combined Dist. Syst,	8760	1.01 - 2.94	

Note: Record the unit of measure if it is not milligrams per liter. *Average per day of combine chlorine in distribution system

Summary of additional testing and sampling carried out in accordance with the requirement of an approval, order or other legal instrument.

Date of Legal instrument issued	Parameter	Date Sampled	Result	Unit of Measure
N/A				

St-Isidore Drinking Water System

Ontario Regulation 170/03, Section 11 Annual Report 2021

Summary of Inorganic parameters tested during this reporting period or the most recent sample results

Parameter	Sample date	Result value (mg/L)	Limit (mg/L)	Exceedance
Alkalinity	21-Apr-21	28		
Hardness	21-Apr-21	42		
Conductivity	21-Apr-21	184		
Iron	21-Apr-21	<0.005		
Magnesium	21-Apr-21	2.98		
Manganese	21-Apr-21	0.006		
PH	21-Apr-21	7.37		

Summary of Lead testing under Schedule 15.1 during this reporting period

Location Type	Number of samples	Limit of Lead Results	Range of Lead Results (min #) - (max #)		Number of Exceedance
Plumbing	N/A				N/A
Distribution	4	0.01	0.00014	0.00160	No

Summary of Organic parameters sampled during this reporting period or the most recent sample results

Parameter	Sample date	Result value (mg/L)	Limit	Exceedance
Trihalomethanes (THM)	2021 RAA	0.044	0.100 mg/L	No
Haloacetic acids (HAA)	2021 RAA	0.036	0.80 mg/L	No

List any Inorganic or Organic parameter(s) that exceeded half the standard prescribed in Schedule 2 of Ontario Drinking Water Quality Standards.

Parameter	Result Value	Unit of measure	Date of sample

Ministry of the Environment,
Conservation and Parks

Drinking Water and Environmental
Compliance Division, Eastern Region
Cornwall Area Office

113 Amelia Street
Cornwall ON K6H 3P1
Tel.: 613-933-7402
Fax: 613-933-6402

Ministère de l'Environnement, de la Protection de
la nature et des Parcs

Division de la conformité en matière d'eau potable
et d'environnement, Direction régionale de l'Est
Bureau de Cornwall

113, rue Amelia
Cornwall ON K6H 3P1
Tél.: 613-933-7402
Télééc.: 613-933-6402



Ms. Josée Brizard
Chief Administrator Officer/Clerk
The Corporation of the Nation Municipality
958 Route 500 West
Casselman, ON K0A 1M0

Dear: Ms. J. Brizard,

Re: **2021-22 Inspection Report for the Limoges Drinking Water System**

Please find enclosed a copy of the final inspection report for the Limoges Drinking Water System.

Section 19 of the Safe Drinking Water Act (Standard of Care) creates a number of obligations for individuals who exercise decision-making authority over municipal drinking water systems. Please be aware that the Ministry has encouraged such individuals, particularly municipal councillors, to take steps to be better informed about the drinking water systems over which they have decision-making authority. These steps could include asking for a copy of this inspection report and a review of its findings. Further information about Section 19 can be found in "Taking Care of Your Drinking Water: A guide for members of Municipal Council" found under on the Ontario website at <https://www.ontario.ca/page/taking-care-your-drinking-water-guide-members-municipal-councils>

The format of the enclosed report has been updated, and you will note that the non-compliance and/or non-conformance items are now detailed at the beginning of the report and if found, will cite due dates for the submission of information, procedures or plans to my attention. All questions that were assessed are included in the Inspection Details Section.

In order to measure individual inspection results, the Ministry has established an inspection compliance risk framework based on the principles of the Inspection, Investigation & Enforcement (II&E) Secretariat and advice of internal/external risk experts. The Inspection Rating Record (IRR), provides the Ministry, the system owner

and the local Public Health Units with a summarized quantitative measure of the drinking water system's annual inspection and regulated water quality testing performance. IRR ratings are published (for the previous year) in the ministry's Chief Drinking Water Inspector's Annual Report.

Please note that due to a change in IT systems, the IRR cannot be generated at the same time as the inspection report. The IRR will be sent separately and prior to any public release (typically within one to two months of the completion of the inspection).

If you have any questions or concerns regarding the rating, please contact Charlie Primeau, Water Compliance Supervisor, at (613) 277-3727.

Thank you for the assistance during the inspection. Please do not hesitate to contact me if you have any questions or concerns about the attached report.

Sincerely,



Jean-François Durocher
Bilingual Water Inspector
Drinking Water and Environmental Compliance Division
Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP)
Cornwall Area Office
Phone: 613-363-5149
E-mail: jean-francois.durocher@ontario.ca

cc: Doug Renaud, Nation Municipality – Director of Water and Wastewater, Overall Responsible Operator(ORO)
Nicholas Pigeon, Nation Municipality – Supervisor of Water and Wastewater, Operator
Rami Basha, Eastern Ontario Health Unit (EOHU) – Program Manager (Prescott Russell Cluster)
Sandra Mancini, South Nation Conservation Authority – Team Lead Engineer
Charlie Primeau, Ministry of Environment, Conservation and Parks (MECP) –Water Inspections Programs Supervisor, Cornwall/Ottawa SDWB

TABLE OF CONTENTS

DRINKING WATER INSPECTION REPORT 01- 36

APPENDICES

APPENDIX A REFERENCE MATERIAL
APPENDIX B COMPONENTS REPORTS



LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
269 LIMOGES RD, THE NATION, ON, K0A 2M0

Inspection Report

System Number: 260006841
Inspection Start Date: 01/18/2022
Inspection End Date: 03/01/2022
Inspected By: Jean-Francois Durocher
Badge #: 1440

A rectangular box containing a handwritten signature in black ink, which appears to be "J. F. Durocher".

(signature)

NON-COMPLIANCE/NON-CONFORMANCE ITEMS

The following item(s) have been identified as non-compliance/non-conformance, based on a "No" response captured for a legislative or best management practice (BMP) question (s), respectively.

Question Group: Distribution System

Question ID	MRDW1046000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there a backflow prevention program, policy and/or bylaw in place that addresses cross connections and connections to high hazard facilities?	BMP	Not Applicable
Observation/Corrective Action(s)		
<p>There is no backflow prevention program, policy and/or bylaw in place.</p> <p>Nation Municipality require that all service connection need to comply with the Building Code of Ontario and addressing that no cross connections to other water sources are allowed.</p> <p>It is recommended that the system owner examine the drinking water system or retain the services of a trained professional to identify potential sources of backflow, back-siphonage, or potential cross-connections in the DWS.</p> <p>It is further recommended that the owner develop a program/policy/by-law to address any backflow issues identified in the system, as well as to address future development.</p> <p>For reference in developing the program, the owner may wish to refer to following sources for additional information:</p> <p>Backflow Prevention Guide - https://www.ontario.ca/page/guide-drinking-water-system-owners-seeking-undertake-backflow-prevention-program</p>		

INSPECTION DETAILS

This section includes all questions that were assessed during the inspection.

Ministry Program: Regulated Activity: DRINKING WATER : DW Municipal Residential

Question ID	MRDW1001000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
What was the scope of this inspection?	Information	Not Applicable
Observation		
<p>The primary focus of this inspection is to confirm compliance with Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP) legislation as well as evaluating conformance with ministry drinking water policies and guidelines during the inspection period. The ministry utilizes a comprehensive, multi-barrier approach in the inspection of water systems that focuses on the source, treatment, and distribution components as well as management practices.</p> <p>This drinking water system is subject to the legislative requirements of the Safe Drinking Water Act, 2002 (SDWA) and regulations made therein, including Ontario Regulation 170/03, "Drinking Water Systems" (O.Reg. 170/03). This inspection has been conducted pursuant to Section 81 of the SDWA.</p> <p>This inspection report does not suggest that all applicable legislation and regulations were evaluated. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.</p> <p>A physical inspection was conducted at the Limoges Water Treatment Plant (WTP) on Friday, January 21, 2022 by Water Inspector Jean-François (J-F) Durocher. J-F Durocher was accompanied by, Supervisor of Water & Wastewater Operations – Nicholas Pigeon and by Operator – Sebastien Mainville.</p> <p>Paperwork and logbooks associated to WTP operations was reviewed for the period between January 1, 2021 to December 31, 2021. The inspector observed, analyzed and photographed each part of the treatment/disinfection process from the raw water source (ground-water wells) to the fully disinfected treated water.</p> <p>The Limoges WTP is composed of multiple buildings; these buildings house the treatment and disinfection process equipment located at 269 Limoges Road. A small building located at 2460 Russland Road, house's Well No. 1 with vertical turbine pump and online sensor (flow meter). Well No. 2 is located approximately 75 m east from well No.1 on Russland Road.</p>		

Question ID	MRDW1000000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Does this drinking water system provide primary	Information	Not Applicable

disinfection?		
Observation		
<p>This Drinking Water System provides for both primary and secondary disinfection and distribution of water.</p> <p>The Limoges DWS provides treated water to residents from two raw water wells, by means of disinfection using conventional treatment and chlorine disinfection.</p>		

Question ID	MRDW1007000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the owner maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (1)
Observation		
<p>The owner was maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials.</p> <p>Well No.1 is located inside its own well supply building and the well casing extends more than 15 cm above the floor. The No. 2 well is maintained in a manner sufficient to prevent the entry of surface water and other foreign materials (located within a shelter).</p> <ul style="list-style-type: none"> - The well casing is sealed with a proper vermin-proof cap. - The annular space is sealed to prevent entry of surface water or foreign material. - Surface drainage does not collect or pond in the vicinity of the well. - The well casing is 40 cm above surface. - Air vents are screened and extend above the surface at a sufficient distance. - Both wells [No. 1(which is also in a building), and 2] are all located within a fenced compound that is locked. 		

Question ID	MRDW1009000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are measures in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with any MDWL and DWWP issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
<p>Measures were in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with any the Municipal Drinking Water Licence and Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.</p> <p>Condition 16.2.7, 16.2.8 and 16.2.9 of Schedule B of the Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 requires the owner to include procedures for well inspection and maintenance as a component of the facility's operations manual.</p>		

The owners have incorporated an extensive and detailed monthly and six-month (bi-annual) maintenance program for both production wells (Well No.1 and No.2). The owner has also updated their Standard Operating Procedure (SOP) for the wells if the water quality were to deteriorate. No concerns identified.

Question ID	MRDW1010000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are trends in source water quality being monitored?	BMP	Not Applicable
Observation		
Trends in source water quality were being monitored.		
Source water quality parameters such as pH, temperature, colour, turbidity and alkalinity are monitored and trended to assist in the treatment process.		

Question ID	MRDW1014000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there sufficient monitoring of flow as required by the MDWL or DWWP issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
There was sufficient monitoring of flow as required by the Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.		
Condition 2.1 of Schedule C of Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 Issue No. 5 issued June 18, 2021 requires that continuous flow measurement and recording shall be undertaken for:		
2.1.1 The flow rate and daily volume of treated water that flows from the treatment subsystem to the distribution system.		
2.1.2 The flow rate and daily volume of water that flows into the treatment subsystem.		
The conditions were met through the use of following flow meters:		
<ul style="list-style-type: none"> - Two raw water flow meters (one flow meter at each well) monitoring the water being taken from the production wells. - A flow meter at the low lift pump for monitoring process water - A backwash pump flow meter - A treated water flow meter monitoring the treated water leaving the WTP (high lift discharge). 		
Trends in water quantity/taking are monitored through raw water and treated water flows. The demands for water are consistent year-round. If there is a drastic increase in demand in any given time, the municipality is advised and investigates. No concerns identified.		

Question ID	MRDW1015000	
--------------------	-------------	--

Question	Question Type	Legislative Requirement
Are the flow measuring devices calibrated or verified in accordance with the requirements of the MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
<p>The flow measuring devices were calibrated or verified in accordance with the requirements of the MDWL issued under Part V of the SWDA.</p> <p>It was indicated at the time of the inspection that all continuous analyzers are calibrated, maintained, and operated in accordance with the manufacturer's instructions and in accordance to Schedule 6-5 of Ontario Regulation 170/03.</p> <p>Limoges DWS staff utilize a management/maintenance schedule (Preventive Maintenance 2020) to assist and track maintenance/calibration activities. Calibration records and work order summaries were provided by Limoges staff and summarized below:</p> <ul style="list-style-type: none"> - All flow meters were calibrated on monthly basis and a third-party contractor providing a Certificate of Instrument Performance on October 13, 2021. - The continuous monitoring equipment that monitors chlorine was calibrated on a monthly basis and an annual factory specifications and standards calibrations which was done on February 11, 2021. 		

Question ID	MRDW1016000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the owner in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
<p>The owner was in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.</p> <p>Condition 1.1 of Schedule C of MDWL No. 179-102 requires the owner to ensure the system is not operated such that the maximum daily volume of water that flows from the treatment subsystem to the distribution system does not exceed the rated capacity of 2,080 m³/day.</p> <p>The Limoges WTP is averaging 49% of its total maximum production. The maximum treated water flow was recorded on May 24, 2021 with a flow of 1,582 m³/day. (The maximum treated water flow recorded for last inspection was also on May 24, but in 2020 with a flow of 1,591 m³/day)</p>		

Question ID	MRDW1017000	
Question	Question	Legislative

	Type	Requirement
Were appropriate records of flows and any capacity exceedances made in accordance with the MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
Appropriate records of flows and any capacity exceedances were made in accordance with the Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.		

Question ID	MRDW1013000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the owner in compliance with all conditions of the PTTW?	Legislative	OWRA 34 (3)
Observation		
The owner was in compliance with all conditions of the PTTW.		
Raw water flow data was reviewed for the period between January 1, 2021 to December 31, 2021 and found to be in order.		
The Limoges DWS is taking on average ~ 1,183 m ³ /day, from Well 1 and Well 2 which is within the allowed maximum taking of 2,080 m ³ /day allowed under the Permit To Take Water Number (PTTW) No. 1106-968LAR issued April 12, 2013.		
The highest taking of water was recorded on August 23, 2019 with raw water taking of 1,906.21 m ³ /day (91.6% of limit).		

Question ID	MRDW1030000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is primary disinfection chlorine monitoring being conducted at a location approved by MDWL and/or DWWP issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (1), SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (2)
Observation		
Primary disinfection chlorine monitoring was conducted at a location approved by Municipal Drinking Water Licence and/or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved.		
Ontario Regulation 170/03 Schedule 7-2(1) requires the owner to sample and test for free chlorine residual using continuous monitoring equipment in treated water at or near the location where the intended contact time has just been completed in order to achieve primary disinfection.		
The location of the primary disinfection sampling point is in the clearwell. This point represents the location where water is taken from the clearwell (where primary disinfection is achieved) and directed to the high lift pumps. Before the disinfected water reaches the high lift pumps it is		

injected with ammonium sulphate where the free chlorine is converted to chloramination.

The continuous monitoring system ensures the maintenance of an adequate disinfectant residual in the treated water supply. A second chlorine analyzer is also installed at the booster building which acts as the compliance Hach CL17 Free and Total Chlorine analyzer for monitoring combine chlorine residuals. No concerns identified.

Question ID	MRDW1038000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is continuous monitoring equipment that is being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1) 1-4
Observation		
<p>Continuous monitoring equipment that was being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements was performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format.</p> <p>The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual required to achieve primary disinfection be recorded at a minimum every five minutes and that a minimum alarm set point be 0.1 milligrams per litre less than the concentration of free chlorine residual that is required to achieve primary disinfection.</p> <ul style="list-style-type: none"> - The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual to achieve primary disinfection. - The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 1.0 mg/L. <p>The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual in a distribution sample can be recorded at a minimum every one (1) hour and that a minimum alarm set point be 0.25 milligrams per litre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual in the distribution - The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 0.95 mg/L. 		

Question ID	MRDW1036000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Where continuous monitoring equipment is not used for	Legislative	SDWA O. Reg.

chlorine residual analysis, are samples tested using an acceptable portable device?		170/03 6-7 (1)
Observation		
Samples for chlorine residual analysis were tested using an acceptable portable device.		

Question ID	MRDW1037000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg.170/03, or MDWL or DWWP or order, equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1) 1-4,SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10,SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1)
Observation		
<p>All continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg.170/03, or Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit or order, were equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6.</p> <p>The continuous monitoring equipment required by Ontario Regulation 170/03 was equipped with the following alarm set points:</p> <ul style="list-style-type: none"> -the combined chlorine residual analyzer monitoring water leaving the WTP has a low-level alarm of 1.5 mg/L (low-level warning of 1.7 mg/L), and a high-level alarm of 3.25 mg/L (high-level warning of 2.9 mg/L). - All of the filters are outfitted with effluent turbidimeters which have a high-level alarm set at 0.3 Nephelometric Turbidity Units (NTU) which will dial-out an operator and the plant will immediately shut-down. Before the high-level alarm is reached the operating authority have set a high-level warning at 0.11 NTU. <p>A low alarm is also installed to help with any loss of power or connectivity with SCADA. The turbidimeters will not be able to read zero without an alarm being triggered; the low alarms will act as a fault alarm.</p> <p>There is an operator on site five-days a week (Mon-Fri), and the OIC (Operator In Charge) is notified immediately in the event of a high or low level alarm.</p>		

Question ID	MRDW1035000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are operators examining continuous monitoring test results and are they examining the results within 72 hours of the test?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1) 1-4,SDWA O.

		Reg. 170/03 6-5 (1)5-10
Observation		
<p>Operators were examining continuous monitoring test results and they were examining the results within 72 hours of the test.</p> <p>Facility Logbooks are maintained by Nation Municipality staff for the Limoges WTP. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24 hours of the test.</p> <p>The Limoges WTP has an operator on site five-days a week (Mon-Fri). Nation Municipality also reports that only certified operators perform operational testing that is not performed by continuous monitoring equipment.</p> <p>The logs containing information generated by operational checks and tests did contain the names, dates, locations of the persons performing the work. No issues identified.</p>		

Question ID	MRDW1040000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all continuous analysers calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1) 1-4,SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10
Observation		
<p>All continuous analysers were calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation.</p> <p>It was indicated at the time of the inspection that all continuous analyzers are calibrated, maintained, and operated in accordance with the manufacturer's instructions and in accordance to Schedule 6-5 of Ontario Regulation 170/03.</p> <p>Limoges DWS staff utilize a management/maintenance schedule (Preventive Maintenance 2020) to assist and track maintenance/calibration activities. Calibration records and work order summaries were provided by Limoges staff and summarized below:</p> <ul style="list-style-type: none"> - All flow meters were calibrated on monthly basis and a third-party contractor providing a Certificate of Instrument Performance on October 13, 2021. - The continuous monitoring equipment that monitors chlorine was calibrated on a monthly basis and an annual factory specifications and standards calibrations which was done on February 11, 2021. 		

Question ID	MRDW1108000
--------------------	-------------

Question	Question Type	Legislative Requirement
Where continuous monitoring equipment used for the monitoring of free chlorine residual, total chlorine residual, combined chlorine residual or turbidity, required by Regulation 170, an Order, MDWL, or DWWP issued under Part V, SDWA, has triggered an alarm or an automatic shut-off, did a qualified person respond in a timely manner and take appropriate actions?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1) 1-4,SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10,SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1)
Observation		
<p>Where required continuous monitoring equipment used for the monitoring of chlorine residual and/or turbidity triggered an alarm or an automatic shut-off, a qualified person responded in a timely manner and took appropriate actions.</p> <p>Section 6-5 of Schedule 6, Ontario Regulation 170/03 requires that continuous monitoring equipment be designed and operated in accordance with the standards described in subsection (1.1).</p> <p>If the continuous monitoring equipment does not have a feature that ensures that no water is directed to users in the event of a prescribed alarm, then in the event of an alarm a qualified person must be promptly dispatched to the plant and must arrive as soon as possible.</p> <p>The demonstrated response time for triggered alarms is acceptable. No concerns were identified.</p>		

Question ID	MRDW1033000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the secondary disinfectant residual measured as required for the large municipal residential distribution system?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (3), SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (4)
Observation		
<p>The secondary disinfectant residual was measured as required for the distribution system.</p> <p>Ontario Regulation 170/03 Schedule 7-2(3) requires the owner and the operating authority for the system to ensure at least seven water samples are collected weekly from locations in the distribution system and tested for free chlorine residual.</p> <p>Information provided by the operating authority indicated that distribution samples were collected as per the Regulation and tested for chlorine residual. No concerns identified.</p>		

Question ID	MRDW1031000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are operators aware of the operational criteria necessary to	BMP	Not Applicable

achieve primary disinfection within the drinking water system?		
Observation		
Operators were aware of the operational criteria necessary to achieve primary disinfection within the drinking water system.		

Question ID	MRDW1018000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner ensured that all equipment is installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The owner had ensured that all equipment was installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit.		
At the time of the inspection, The Corporation of the Nation Municipality was operating the Drinking Water System (DWS) under Drinking Water Works Permit (DWWP) No. 179-202 Issue No. 3 that was issued on June 18, 2021.		
The equipment as identified on the above noted certificates was reviewed at the time of the inspection and found to be in order, no concerns identified.		

Question ID	MRDW1019000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Does the owner have evidence that, when required during the inspection period, all Director Notifications under Condition 2.4 of Schedule B of the DWWP were made to the Ministry?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The owner had evidence that all required Director Notifications under Condition 2.4 of Schedule B of the Drinking Water Works Permit were made during the inspection period.		

Question ID	MRDW1020000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 1 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 1 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.		

A Form 1 was prepared for a new watermain to service a new subdivision. The Form 1 was for a 200 mm polyvinyl-chloride (PVC) watermain along Livya Street from tee at Des Pins to tee at Des Bénévoles (approximately 300 m).

Question ID	MRDW1021000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 2 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
<p>The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 2 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.</p> <p>A Form 2 form was prepared for the following modifications:</p> <p>Chemical addition:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Replacing two (2) chlorine dosage pumps with two (2) new Watson Marlow Q-Dos30 Peristaltic pumps. The pumps are located in the Chlorine and Ammonia room. The pumps shall be calibrated to the same dosage as the pumps which are currently installed. <p>NOTE: DWWP No. 179-202 Issue No. 3 does not prescribe specifics in terms of metering pumps, therefore a Director Notification is not required for this modification.</p>		

Question ID	MRDW1023000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records indicate that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under Ontario Regulation 170/03 or a DWWP and/or MDWL issued under Part V of the SDWA at all times that water was being supplied to consumers?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2)
Observation		
<p>Records indicated that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under Ontario Regulation 170/03 or a Drinking Water Works Permit and/or Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA at all times that water was being supplied to consumers.</p> <p>Subsection 1-2(2) of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner of a drinking water system and the operating authority for the system ensure the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The water treatment equipment is in operation whenever water is being supplied; 2. The water treatment equipment is operated in accordance with the Ministry's Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario; and that 3. The water treatment equipment required by section 1-3 or 1-4 is operated in a manner that 		

achieves the design capabilities it is required to have under that section.

In accordance with the "Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario", a drinking water system that obtains water from a Ground water supply must have a treatment system in place that is capable of producing water of equal or better quality than a combination of chemically assisted filtration and disinfection process would provide. The treatment must provide a minimum 2-log (99%) removal/inactivation of viruses.

The Limoges WTP is designed so that credits for 2-log (99%) removal of viruses.

According to the Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario, this treatment technology is classified as true ground water treated by chlorination and filtration (confirmed by Engineer). Therefore, the Limoges WTP receives 2.0-log removal credits for Viruses.

The available information indicates that the Limoges WTP is operating in accordance with these requirements.

In order to ensure effective pathogen inactivation to the required level through disinfection, the CT disinfection concept must be applied. The Procedure defines the CT concept as using the combination of disinfectant residual concentration and the effective disinfection contact time to quantify the capability of a chemical disinfection system in providing pathogen removal. Using this concept involves the determination of CT values required at the actual variable operating conditions (flow, temperature, pH), and ensuring that the disinfection process always achieves these values.

To ensure CT is achieved the plant is operated to try to achieve a minimum combined chlorine residual of >1.5 mg/L but < 2.5 mg/L in the water leaving the clearwell at a maximum flow rate of 2,080 m³/day. During the inspection review period the chlorine residual of the water at the process booster ranged from 1.27 mg/L (January 25, 2021) to 2.68 mg/L (January 13, 2021).

To further confirm that the CT was consistently achieved, a CT calculation was completed based on worst case conditions (i.e. min. chlorine residual, max. flow, low temperature, max. pH) reported since the previous inspection. The calculation confirmed that the plant was capable of achieving the required CT in all operating conditions reported since the last inspection. No issues identified.

Question ID	MRDW1024000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records confirm that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated so that at all times and all locations in the distribution system the chlorine residual was never less than 0.05 mg/l free or 0.25 mg/l combined?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2)
Observation	Records confirmed that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated so that at all times and all	

locations in the distribution system the chlorine residual was never less than 0.05 mg/l free or 0.25 mg/l combined.

Section 1-2(2)4 of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 states that if the drinking water system's water treatment equipment provides chlorination or chloramination for secondary disinfection, the equipment is operated so that, at all times and at all locations within the distribution system,

- i. The free chlorine residual is never less than 0.05 mg/L, if the drinking water system provides chlorination and does not provide chloramination, or
- ii. The combined chlorine residual is never less than 0.25 mg/L, if the drinking water system provides chloramination.

The maintenance of a disinfectant residual in the distribution system (secondary disinfection) is intended to maintain (or introduce and maintain) a persistent disinfectant residual to protect the water from microbiological re-contamination, reduce bacterial re-growth, control biofilm formation, and serve as an indicator of distribution system integrity (loss of disinfectant residual indicating that the system integrity has been compromised). Only chlorine, chlorine dioxide and monochloramine provide a persistent disinfectant residual and can be used for the maintenance of a residual in the distribution system.

The recommended optimum target for combined chlorine residual for systems designed to operate with chloramination is 1.0 mg/L at all location within the distribution system to suppress bacterial activity that converts ammonia to nitrite and nitrate.

Rapid decay of a disinfectant residual may occur because of a number of other causes such as heavy encrustation or sediment accumulation and biofilm activity and may require investigation and specific corrective action such as engineered flow velocity increases and swabbing or pigging/lining and/or main replacement.

Records provided by Nation Municipality were reviewed for the inspection period and found to be in order. The lowest combined chlorine residual was measured on January 1, 2021 with a result of 0.9 mg/L.

Question ID	MRDW1025000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Were all parts of the drinking water system that came in contact with drinking water (added, modified, replaced or extended) disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
All parts of the drinking water system were disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit.		
Condition 2.3 of Schedule B of DWWP No. 179-202 Issue No. 2 which was issued on July 15, 2016 states that all parts of the drinking water system in contact with drinking water which are: 2.3.1 Added, modified, replaced, extended; or		

2.3.2 Taken out of service for inspection, repair or other activities that may lead to contamination, shall be disinfected before being put into service in accordance with a procedure approved by the Director or in accordance with the applicable provisions of the following documents:

- a) The ministry's Watermain Disinfection Procedure, effective August 1, 2020;
- b) Subject to condition 2.3.2, any updated version of the ministry's Watermain Disinfection Procedure;
- c) AWWA C652 – Standard for Disinfection of Water-Storage Facilities;
- d) AWWA C653 – Standard for Disinfection of Water Treatment Plants; and
- e) AWWA C654 – Standard for Disinfection of Wells.

It was indicated by Limoges WTP staff at the time of the inspection, that a recently updated Standard Operating Procedure (SOP) was created specifically to ensure the Watermain Disinfection Procedure is properly and adequately followed and adhered to by Limoges DWS staff. No concerns identified.

Question ID	MRDW1027000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Does the owner have evidence indicating that all chemicals and materials which come in contact with water within the drinking water system have met all applicable AWWA and ANSI standards in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The owner had evidence indicating that all chemicals and materials that come in contact with water within the drinking water system met the AWWA and ANSI standards in accordance with the Municipal Drinking Water Licence and Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.		

Question ID	MRDW1028000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are up-to-date plans for the drinking water system kept in place, or made available in such a manner, that they may be readily viewed by all persons responsible for all or part of the operation of the drinking water system in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
Up-to-date plans for the drinking water system were kept in a place, or made available in such a manner, that they could be readily viewed by all persons responsible for all or part of the operation of the drinking water system in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA.		

Schedule B of the MDWL requires that any alteration to any treatment subsystem be incorporated into process flow diagrams, process and instrumentation diagrams, record drawings and any other relevant diagrams within one year of the substantial completion of the alteration being completed or placed into service. In other words, modifications covered under Schedule C approvals or as pre-authorized alterations (documented on a Form 2 or 3) which were substantially completed more than (1) one year prior to the inspection date are required to be incorporated into:

- process flow diagrams,
- process and instrumentation diagrams
- record drawings and diagrams.

The owners of the Limoges DWS have kept the diagrams in a place, or made available in such a manner, that they may be readily viewed by all persons responsible for all or part of the operation of the drinking water system. No concerns identified.

Question ID	MRDW1045000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner updated the document describing the distribution components within 12 months of completion of alterations to the system?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The owner had up-to-date documents describing the distribution components as required.		
Table 1 of Schedule A of condition 1.2 of DWWP No. 179-202 Issue No. 3 states that the owner has plans for the distribution system and that maps/plans, documents and/or files are updated to reflect recent additions, modifications, replacements or extensions within 12 months in accordance with DWWP Schedule B condition 3.5.		
The documents referenced in DWWP Table 1: Watermains of Schedule A are required to be updated within 12 months of the addition, modification, replacement or extension of watermains. This file was last updated in March 2021, no concerns identified.		

Question ID	MRDW1046000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there a backflow prevention program, policy and/or bylaw in place that addresses cross connections and connections to high hazard facilities?	BMP	Not Applicable
Observation		
There is no backflow prevention program, policy and/or bylaw in place.		
Nation Municipality require that all service connection need to comply with the Building Code of Ontario and addressing that no cross connections to other water sources are allowed.		
It is recommended that the system owner examine the dinking water system or retain the services		

of a trained professional to identify potential sources of backflow, back-siphonage, or potential cross-connections in the DWS.

It is further recommended that the owner develop a program/policy/by-law to address any backflow issues identified in the system, as well as to address future development.

For reference in developing the program, the owner may wish to refer to following sources for additional information:

Backflow Prevention Guide - <https://www.ontario.ca/page/guide-drinking-water-system-owners-seeking-undertake-backflow-prevention-program>

Question ID	MRDW1047000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Does the owner have a program or maintain a schedule for routine cleanout, inspection and maintenance of reservoirs and elevated storage tanks within the distribution system?	BMP	Not Applicable
Observation		
The owner had a program or maintained a schedule for routine cleanout, inspection and maintenance of reservoirs and elevated storage tanks within the distribution system.		
The owners stated that the water reservoirs are cleaned out and thoroughly inspected every three (3) years, but there is always routine maintenance which is undertaken if required.		

Question ID	MRDW1048000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner implemented a program for the flushing of watermains as per industry standards?	BMP	Not Applicable
Observation		
The owner had implemented a program for the flushing of watermains as per industry standards.		
The owner has implemented a program to flush the watermains on a bi-annual schedule. Each spring and fall season, the town will flush all watermains, exercise valves, inspect/operate hydrants and winterize the hydrants (fall).		

Question ID	MRDW1049000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records confirm that disinfectant residuals are routinely checked at the extremities and dead ends of the distribution system?	BMP	Not Applicable
Observation		

Records confirmed that disinfectant residuals were routinely checked at the extremities and "dead ends" of the distribution system.

Records confirm that during this inspection period chlorine residuals are routinely checked at the extremities of the distribution. The owners have installed a continuous chlorine analyzer located at the end of the distribution system.

Question ID	MRDW1050000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there a program in place for inspecting and exercising valves?	BMP	Not Applicable
Observation		
A program was in place for inspecting and exercising valves.		
The owners have implemented a formal program for valves exercising. Within a two (2) year window all valves within the distribution are inspected and exercised. No concerns identified.		

Question ID	MRDW1051000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there a program in place for inspecting and operating hydrants?	BMP	Not Applicable
Observation		
There was a program in place for inspecting and operating hydrants.		
All hydrants within the distribution system are checked on an annual basis, the owners hire a professional hydrant contractor to perform the checks and maintenance		

Question ID	MRDW1052000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is there a by-law or policy in place limiting access to hydrants?	BMP	Not Applicable
Observation		
There was a by-law or policy in place limiting access to hydrants.		
Nation Municipality have a "Fire Hydrant Use Policy" which states that no person shall in any way interfere with any hydrant, valve or other waterworks appliances. Other than firefighters and waterworks staff, a user of hydrants must be trained and must hold a valid Hydrant Use Permit.		

Question ID	MRDW1053000	
Question	Question	Legislative

	Type	Requirement
Is the Owner able to maintain proper pressures in the distribution system and is pressure monitored to alert the operator of conditions which may lead to loss of pressure below the value under which the system is designed to operate?	BMP	Not Applicable
Observation		
<p>The owner was able to maintain proper pressures in the distribution system and pressure was monitored to alert the operator of conditions which may lead to loss of pressure below the value under which the system is designed to operate.</p> <p>The Limoges WTP is outfitted with pressure reading equipment at the point where the water leaves the plant and enters the distribution system which is tracked on the Supervisory Control And Data Acquisition (SCADA) system. A second pressure reading sensor is located at end of distribution system (Forest Park) and is also connected to the SCADA system.</p> <p>If the pressure drops below the value under which the system is designed to operate an alarm will be engaged and the operator will be made aware. No concerns identified.</p>		

Question ID	MRDW1058000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
Do operators and maintenance personnel have ready access to operations and maintenance manuals?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 28	
Observation			
Operators and maintenance personnel had ready access to operations and maintenance manuals.			

Question ID	MRDW1063000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
For every required operational test and for every required sample, is a record made of the date, time, location, name of the person conducting the test and result of the test?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-10 (1)	
Observation			
<p>For every required operational test and every required sample, a record was made of the date, time, location, name of the person conducting the test and result of the test.</p> <p>Facility Logbooks are maintained by Nation Municipality staff for the Limoges WTP. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24 hours of the test.</p> <p>The Limoges WTP has an operator on site five-days a week (Mon-Fri). Nation Municipality also reports that only certified operators perform operational testing that is not performed by continuous monitoring equipment.</p>			

The logs containing information generated by operational checks and tests did contain the names, dates, locations of the persons performing the work. No issues identified.

Question ID	MRDW1064000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Did the operator-in-charge ensure that records were maintained of all adjustments made to the processes within his or her responsibility?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 26 (2)
Observation		
The operator-in-charge ensured that records were maintained of all adjustments made to the processes within his or her responsibility.		

Question ID	MRDW1065000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are logs and other record keeping mechanisms available for at least five (5) years?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 27 (6)
Observation		
Logs or other record keeping mechanisms were available for at least five (5) years.		

Question ID	MRDW1059000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do the operations and maintenance manuals contain plans, drawings and process descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 28
Observation		
<p>The operations and maintenance manuals contained plans, drawings and process descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system.</p> <p>Operations and maintenance manual(s) for the WTP were reviewed at the time of the inspection and found to be in order, containing plans, drawings, and very detailed process descriptions. The manuals are kept at the WTP; and are readily available to all WTP staff.</p> <p>At the WTP there is also a binder which contains abbreviated (condensed) operations and maintenance manuals. The binder was recently (2021) re-organized with new headings and dividers, very organized and neat. There is also the full technical series of operations and maintenance manuals and binders on site.</p>		

Question ID	MRDW1060000	
Question	Question Type	Legislative Requirement

Do the operations and maintenance manuals meet the requirements of the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?	Legislative	SDWA 31 (1)
Observation		
The operations and maintenance manuals met the requirements of the Drinking Water Works Permit and Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.		
The operations and maintenance manuals are in order and consistent with conditions 16.0 of Schedule B of MDWL No. 179-102 Issue No. 5. The manuals are kept at the WTP, readily available to all WTP staff.		

Question ID	MRDW1061000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are logbooks properly maintained and contain the required information?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 27 (1), SDWA O. Reg. 128/04 27 (2), SDWA O. Reg. 128/04 27 (3), SDWA O. Reg. 128/04 27 (4), SDWA O. Reg. 128/04 27 (5), SDWA O. Reg. 128/04 27 (6), SDWA O. Reg. 128/04 27 (7)
Observation		
Logbooks were properly maintained and contained the required information.		

Question ID	MRDW1062000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records or other record keeping mechanisms confirm that operational testing not performed by continuous monitoring equipment is being done by a certified operator, water quality analyst, or person who meets the requirements of O. Reg. 170/03 7-5?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 7-5
Observation		
Records or other record keeping mechanisms confirmed that operational testing not performed by continuous monitoring equipment was being done by a certified operator, water quality analyst, or person who suffices the requirements of O. Reg. 170/03 7-5.		

Question ID	MRDW1066000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Is spill containment provided for process chemicals and standby power generator fuel?	BMP	Not Applicable
Observation		
Spill containment was provided for process chemicals and/or standby power generator fuel.		

Question ID	MRDW1067000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are clean-up equipment and materials in place for the clean up of spills?	BMP	Not Applicable
Observation		
Clean-up equipment and materials were in place for the clean up of spills.		

Question ID	MRDW1068000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
If available, are standby power generators tested under normal load conditions?	BMP	Not Applicable
Observation		
Standby power generators were tested under normal load conditions.		

Question ID	MRDW1069000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all storage facilities completely covered and secure?	BMP	Not Applicable
Observation		
All storage facilities were completely covered and secure.		

Question ID	MRDW1070000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are air vents and overflows associated with reservoirs and elevated storage structures equipped with screens?	BMP	Not Applicable
Observation		
Air vents and overflows associated with reservoirs and elevated storage structures were equipped with screens.		

Question ID	MRDW1071000	
--------------------	-------------	--

Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner provided security measures to protect components of the drinking water system?	BMP	Not Applicable
<p>Observation</p> <p>The owner had provided security measures to protect components of the drinking water system.</p> <p>All components of the WTP were found to be completely fenced, covered, secure, and under lock and key at all times.</p> <p>Intrusion alarms are installed at the following locations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - WTP - Well building - Forest Park Boost Station <p>All booster/pump stations have security lighting, signs and locked door/gates. The owners have also installed a closed-circuit video surveillance system as an additional security measure. No vandalism was observed no issues identified.</p>		

Question ID	MRDW1072000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner and/or operating authority undertaken efforts to promote water conservation and reduce water losses in their system?	BMP	Not Applicable
<p>Observation</p> <p>The owner and/or operating authority undertook efforts to promote water conservation and reduce water losses in their system.</p> <p>The Corporation of the Nation Municipality By-Law #63-2002 "Water Usage By-Law", includes restriction for municipal water use during the period from June 1 – September 30. Restrictions are based on an even/odd system, and residents are permitted to water between 1900 and 2200 on their allotted days.</p> <p>The by-law also provides for the declaration of a total ban on watering, for use if deemed necessary. No concerns identified.</p>		

Question ID	MRDW1073000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the overall responsible operator been designated for all subsystems which comprise the drinking water system?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 23 (1)
<p>Observation</p> <p>The overall responsible operator has been designated for each subsystem.</p>		

Mr. Desmond Verasammy (Water Treatment Class IV Certificate #6893 which expires March 31,2024 is the ORO for the Limoges WTP and possesses the required qualifications. No issues identified.

Question ID	MRDW1074000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
Have operators in charge been designated for all subsystems for which comprise the drinking water system?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 25 (1)	
Observation			
Operators-in-charge had been designated for all subsystems which comprised the drinking water system.			
The operator designated as the Operator-In-Charge (OIC) for any given week is different from the OIC at night or on-call for that week. All of the information was recorded and maintained in WTP and in the logbook. The duty operators and the on-call operators for each subsystem are designated to be the OIC.			

Question ID	MRDW1075000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
Do all operators possess the required certification?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 22	
Observation			
All operators possessed the required certification.			

Question ID	MRDW1076000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
Do only certified operators make adjustments to the treatment equipment?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2)	
Observation			
Only certified operators made adjustments to the treatment equipment.			

Question ID	MRDW1078000		
Question	Question Type	Legislative Requirement	
In instances where the overall responsible operator was unable to act, was an adequately certified operator designated to act in place of the overall responsible operator?	Legislative	SDWA O. Reg. 128/04 23 (1), SDWA O. Reg. 128/04 23 (2), SDWA O. Reg. 128/04 23 (3),	

		SDWA O. Reg. 128/04 23 (4), SDWA O. Reg. 128/04 23 (5), SDWA O. Reg. 128/04 23 (6), SDWA O. Reg. 128/04 23 (7)
Observation		
An adequately licenced operator was designated to act in place of the overall responsible operator when the overall responsible operator was unable to act.		

Question ID	MRDW1099000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records show that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg.. 169/03)?	Information	Not Applicable
Observation		
Records showed that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O.Reg. 169/03).		

Question ID	MRDW1079000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all microbiological water quality monitoring requirements for raw water samples prescribed by legislation being met?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (1),SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (2),SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (3)
Observation		
All microbiological water quality monitoring requirements for raw water samples were being met.		
Section 10-4 of Schedule 10, Ontario Regulation 170/03, requires that a raw water sample is taken at least once a week.		
A review of raw water quality monitoring data for the period in question, confirmed that a raw water sample was collected from each individual well before any treatment was applied to the water at least once a week. No concerns identified.		

Question ID	MRDW1081000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all microbiological water quality monitoring requirements for distribution samples being met?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (1),SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (2),SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (3)
Observation		
<p>All microbiological water quality monitoring requirements for distribution samples were being met.</p> <p>Section 10-2(1)(a) of Schedule 10 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owners of a drinking water system and the operating authority for the system shall ensure that, if the system serves 100,000 people or less, at least eight distribution samples, plus one additional distribution sample for every 1,000 people served by the system, are taken every month, with at least one of the samples being taken in each week.</p> <p>According to information provided at the time of the inspection, the total permanent residential population served by the Limoges DWS is approximately 2,000. Based on the population of 2,000, the total number of distribution samples required per month is at least ten (10).</p> <p>A review of the water quality data for the period in question, confirmed that the microbiological monitoring requirements for the distribution system were consistently being met. The distribution samples ranged from 12 to 15 samples per month with at least 25% of the sample being tested for Heterotrophic Plate Count (HPC).</p>		

Question ID	MRDW1083000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all microbiological water quality monitoring requirements for treated samples being met?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 10-3
Observation		
<p>All microbiological water quality monitoring requirements for treated samples were being met.</p> <p>Section 10-3 of Schedule 10, Ontario Regulation 170/03, requires that a treated water sample be taken at least once a week and tested for the required microbiological parameters.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that all microbiological monitoring requirement for treated water were consistently being met.</p>		

Question ID	MRDW1084000	
Question	Question	Legislative

	Type	Requirement
Are all inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-2
Observation		
<p>All inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-2 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23.</p> <p>A review of the inorganic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 21, 2021, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of inorganic parameter samples was collected on April 28, 2020.</p> <p>The next sample to be tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 21, 2024 (+/- 60 days).</p>		

Question ID	MRDW1085000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (1),SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (2),SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (3)
Observation		
<p>All organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-4 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required organic parameters identified under Schedule 24.</p> <p>A review of the organic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 21, 2021, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of inorganic parameter samples was collected on April 28, 2020.</p> <p>The next sample to be tested for the required organic parameters identified under Schedule 24 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 21, 2024 (+/- 60 days).</p>		

Question ID	MRDW1086000
-------------	-------------

Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency and at the required location?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (1),SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (2),SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (3), SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (4),SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (5),SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (6)
Observation		
<p>All haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation are being conducted within the required frequency and at the required location.</p> <p>Section 13-6.1 (1) of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for haloacetic acids (HAA).</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that haloacetic acids samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Since the previous inspection HAA samples were collected on January 12, April 21, July 7, and October 13, all in 2021.</p> <p>The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 22.45 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 80 µg/L (running annual average).</p>		

Question ID	MRDW1087000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Have all trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation been conducted within the required frequency and at the required location?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (1)
Observation		
<p>All trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location.</p> <p>Section 13-6 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for trihalomethanes (THM).</p>		

A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that THM samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation.

Since the previous inspection THM samples were collected on January 12, April 21, July 7, and October 13, all in 2021.

The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 31.75 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 100 µg/L (running annual average).

Question ID	MRDW1088000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency for the DWS?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-7
Observation		
All nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency for the DWS.		
Section 13-7 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for nitrates/nitrites.		
A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the nitrate/nitrite samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.		
Since the previous inspection nitrate/nitrite samples were collected on January 12, April 21, July 7, and October 13, all in 2021.		

Question ID	MRDW1089000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Are all sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-8
Observation		
All sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.		
Section 13-8 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for sodium.		
A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the		

sodium samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.

Sodium was last sampled on April 2, 2019 and the result 35.7 mg/L, which is above the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) guideline of 20 mg/L. Proper notification and corrective actions completed by owners; no concerns identified.

Limoges DWS will not be required to collect samples for sodium before April 2, 2024 (+/- 90 days).

Question ID	MRDW1090000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Where fluoridation is not practiced, are all fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13-9
Observation		
All fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.		
Section 13-9 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for fluoride.		
A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the fluoride samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.		
The last set of fluoride samples were collected on April 2, 2019 with a result of 0.1 mg/L, which is below the ODWQS limit of 1.5 mg/L.		
Limoges DWS will not be required to collect samples for fluoride before April 2, 2024 (+/- 90 days).		

Question ID	MRDW1092000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner ensured that water samples are taken at the prescribed location?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-2
Observation		
The owner ensured that water samples were taken at the prescribed location.		

Question ID	MRDW1093000	
Question	Question Type	Legislative Requirement

<p>If the owner is required to conduct sampling under Schedule 13 of O. Reg. 170/03, have they increased the frequency of monitoring for any Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS?</p>	<p>Legislative</p>	<p>SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (1),SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (2)</p>
<p>Observation</p>		
<p>The owner was required to increase frequency of monitoring as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS of a Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) and that increased monitoring was conducted.</p> <p>In treated water the owner is required to perform additional sampling for barium because that parameter exceeded half its standard which is prescribed by the Ontario Drinking Water Quality Standards (ODWQS). Additional sampling must be performed in accordance with Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the barium samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation (Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03).</p> <p>Since the previous inspection barium samples were collected on January 12, April 21, July 7, and October 13, all in 2021.</p>		

<p>Question ID</p>	<p>MRDW1095000</p>	
<p>Question</p>	<p>Question Type</p>	<p>Legislative Requirement</p>
<p>Have all lead sampling requirements prescribed by Schedule 15.1 of O.R. 170/03 been met?</p>	<p>Legislative</p>	<p>SDWA O. Reg. 170/03 15.1-10, SDWA O. Reg. 170/03 15.1-4 (1),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (1), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (10),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (11), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (12),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (2), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (3),SDWA O. Reg. 170/03 </p>

		<p>15.1-5 (4), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (5),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (6), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (7),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (8), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (9),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (1), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (2),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (3), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (4),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (1), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (2),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (3), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (4),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (5), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (6),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (7), SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (8),SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (9)</p>
<p>Observation</p>		
<p>All sampling requirements for lead prescribed by schedule 15.1 of O. Reg. 170/03 were being</p>		

met.

Schedule 15.1-5 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner is to collected pH and alkalinity in each period (winter/spring), (summer/fall), as well as take lead samples within the distribution system every third 12-month period.

Limoges DWS collected pH and alkalinity samples from three different points in the distribution on January 12, 2021 and on June 16, 2021. Limoges DWS also collected three lead samples from the distribution on January 12, 2021 and on three lead samples from the distribution on June 16, 2021. Lead results from the six samples collected throughout 2021 ranged from 0.03 µg/L to 0.10 µg/L. No concerns identified.

NOTE: Limoges DWS qualify for reduced lead sampling and only need to collect lead samples within the distribution system every third 12-month period. It was noted that Limoges DWS are currently collecting lead samples annually during the winter/spring and summer/fall periods.

Question ID	MRDW1096000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Do records confirm that chlorine residual tests are being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples are obtained?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 6-3 (1)
Observation		
Records confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained.		
A review of the microbiological water quality monitoring data for the period in question, confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained. No concerns were identified.		

Question ID	MRDW1097000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
If the drinking water system obtains water from a ground water source, is turbidity being tested at least once every month from each well that is supplying water to the system?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 7-3 (1.1)
Observation		
Turbidity was being tested at least once every month from each well that is supplying water to the system.		
Section 7-3 (1.1) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03 requires that the system which obtains water from raw water supply of ground water, the owner of the system and the operating authority for the system shall ensure that a sample is taken at least once every month, from a location that is before raw water enters the treatment system, and is tested for turbidity.		

A review of the turbidity records revealed that Well #1, Well #2 and the blended raw water is performed, at minimum, twice monthly. No concerns identified.

Question ID	MRDW1098000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Has the owner indicated that the required records are kept and will be kept for the required time period?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 13 (1), SDWA O. Reg. 170/03 13 (2), SDWA O. Reg. 170/03 13 (3)
Observation		
The owner indicated that the required records are kept and will be kept for the required time period.		

Question ID	MRDW1100000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Did any reportable adverse/exceedance conditions occur during the inspection period?	Information	Not Applicable
Observation		
There were no reportable adverse/exceedances during the inspection period.		

Question ID	MRDW1113000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Have all changes to the system registration information been provided to the Ministry within ten (10) days of the change?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 10.1 (3)
Observation		
All changes to the system registration information were provided within ten (10) days of the change.		

Question ID	MRDW1110000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Was an Annual Report containing the required information prepared by February 28 of the following year?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 11 (6)
Observation		
The Annual Report containing the required information was prepared by February 28th of the following year.		

Question ID	MRDW1111000	
Question	Question Type	Legislative Requirement
Have Summary Reports for municipal council been completed on time, include the required content, and distributed in accordance with the regulatory requirements?	Legislative	SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (1),SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (2),SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (3),SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (4)
Observation		
Summary Reports for municipal council were completed on time, included the required content, and were distributed in accordance with the regulatory requirements.		

APPENDIX A
REFERENCE MATERIAL

Key Reference and Guidance Material for Municipal Residential Drinking Water Systems

Many useful materials are available to help you operate your drinking water system. Below is a list of key materials owners and operators of municipal residential drinking water systems frequently use.

To access these materials online click on their titles in the table below or use your web browser to search for their titles. Contact the Ministry if you need assistance or have questions at 1-866-793-2588 or waterforms@ontario.ca.

For more information on Ontario's drinking water visit www.ontario.ca/drinkingwater



PUBLICATION TITLE	PUBLICATION NUMBER
FORMS: Drinking Water System Profile Information Laboratory Services Notification Adverse Test Result Notification	012-2149E 012-2148E 012-4444E
Taking Care of Your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils	Website
Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario	Website
Strategies for Minimizing the Disinfection Products Trihalomethanes and Haloacetic Acids	Website
Filtration Processes Technical Bulletin	Website
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin	Website
Guide for Applying for Drinking Water Works Permit Amendments, & License Amendments	Website
Certification Guide for Operators and Water Quality Analysts	Website
Guide to Drinking Water Operator Training Requirements	9802E
Community Sampling and Testing for Lead: Standard and Reduced Sampling and Eligibility for Exemption	Website
Drinking Water System Contact List	7128E01
Ontario's Drinking Water Quality Management Standard - Pocket Guide	Website
Watermain Disinfection Procedure	Website
List of Licensed Laboratories	Website

Principaux guides et documents de référence sur les réseaux résidentiels municipaux d'eau potable

De nombreux documents utiles peuvent vous aider à exploiter votre réseau d'eau potable. Vous trouverez ci-après une liste de documents que les propriétaires et exploitants de réseaux résidentiels municipaux d'eau potable utilisent fréquemment. Pour accéder à ces documents en ligne, cliquez sur leur titre dans le tableau ci-dessous ou faites une recherche à l'aide de votre navigateur Web. Communiquez avec le ministère au 1-866-793-2588, ou encore à waterforms@ontario.ca si vous avez des questions ou besoin d'aide.



Pour plus de renseignements sur l'eau potable en Ontario, consultez le site www.ontario.ca/eaupotable

TITRE DE LA PUBLICATION	NUMÉRO DE PUBLICATION
Renseignements sur le profil du réseau d'eau potable	012-2149F
Avis de demande de services de laboratoire	012-2148F
Avis de résultats d'analyse insatisfaisants et de règlement des problèmes	012-4444F
Prendre soin de votre eau potable - Un guide destiné aux membres des conseils municipaux	Site Web
Marche à suivre pour désinfecter l'eau potable en Ontario	Site Web
Stratégies pour minimiser les trihalométhanes et les acides haloacétiques de sous-produits de désinfection	Site Web
Filtration Processes Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin (en anglais seulement)	Site Web
Guide de présentation d'une demande de modification du permis d'aménagement de station de production d'eau potable	Site Web
Guide sur l'accréditation des exploitants de réseaux d'eau potable et des analystes de la qualité de l'eau de réseaux d'eau potable	Site Web
Guide sur les exigences relatives à la formation des exploitants de réseaux d'eau potable	9802F
Échantillonnage et analyse du plomb dans les collectivités : échantillonnage normalisé ou réduit et admissibilité à l'exemption	Site Web
Liste des personnes-ressources du réseau d'eau potable	Site Web
L'eau potable en Ontario - Norme de gestion de la qualité - Guide de poche	Site Web
Procédure de désinfection des conduites principales	Site Web
Laboratoires autorisés	Site Web

APPENDIX B

COMPONENT INFORMATION REPORT

DWS Component Information Report for 260006841

as of 28-FEB-2022

Drinking Water System Profile Information

DWS # 260006841
MOE Assigned Name Limoges Drinking Water System
Category LMRS
Regulation O.REG 170/03
DWS Type Well Supply
Source Type Ground Water
Address 269 Limoges Road, Limoges, Ontario, K0A 2M0, Canada
Region Eastern Region
District Cornwall Area Office
Municipality The Nation
Public Health Unit Eastern Ontario Health Unit

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
Distribution - Forest Park Reservoir	Other		214 Maple Groves,	<p>The Forest Park Reservoir and Pumphouse is located at 214 Maple Groves Street in the community of Forest Park. It consists of two on-line continuous chlorine analyzers (free and total chlorine), a water storage reservoir with approximate volume of 700 m³, and a fill valve with PLC and telemetry system connected to the Limoges water treatment plant. There are also three electric driven turbine pumps (high lift) rated at 8 L/s at 42 m TDH and one diesel engine driven vertical turbine pump rated at 47.3 L/s at 70 m TDH to supply emergency water.</p> <p>The Forest Park reservoir high lift pumps provide water from Limoges to the Forest Park community from 06:00 to 23:00, and from 23:00 to 06:00 the high lift pumps are shut off and water comes directly from the Limoges water treatment plant to replenish the Forest Park reservoir and provide for consumers' night time water demand.</p>
Distribution - General	Other			<p>The distribution system consists of PVC and polyethylene pipes ranging in size from 25 mm service connections to a 300 mm diameter main. Piping in the local distribution network in the Village of Limoges, the community of Forest Park, and the Ben Tardif Mobile Home Park (MHP) consist largely of 150 mm and 200 mm PVC pipes. In addition, the municipal distribution system also contains fire hydrants, standard service connections, gate valves, valve chambers, isolation and interconnection valves, blow-off points, drain valve chambers and air and release chambers. A meter chamber is also located at the Forest Park Reservoir and Pumphouse for purposes of flow monitoring.</p> <p>There are approximately 1538 service connections in the distribution system, serving a self-reported population of about 2,000 persons.</p>
Distribution - Tardif Mhp Pump House	Other		Road 600 West,	<p>Before being served by the Limoges Well Supply, the Ben Tardif Trailer Park was on its own well system. The pump house for the former well system is now used by the Nation Municipality to house a conduit equipped with pressure manometers and a sampling station connecting to the mobile home park distribution pipes. The Ben Tardif pump house is located on Route 600 ouest.</p>
Plant Treated	Treated Water Poe			<p>The water treatment plant consists of one tray aerator rated at 63 L/s, one aeration basin approximately 7 m diameter by 2.4 m high, and two air blowers rated at 75 SCFM at 6 psi to control the levels of methane and hydrogen sulphide. The aeration system is followed by a low lift pumping basin with two centrifugal pumps rated at 24.1 L/s at 13.7 m TDH.</p> <p>Two anthracite and greensand filters and a clarification tank with potassium permanganate and coagulant injection are used for the control of organic carbon, organic nitrogen, hydrogen sulphide, colour, trihalomethane (THM) precursors, iron and manganese.</p>

DWS Component Information Report for 260006841

as of 28-FEB-2022

LWIS Component Name	LWIS Component Type	LWIS Component Sub-Type	Component Address	Comments
				The plant is also equipped with backwash facilities, treated water storage, chlorination equipment, high lift pumping, and standby power generation. The water treatment plant uses polyaluminium silicate sulphate (PASS) as its coagulant. Continuous turbidity and chlorine analyzers are positioned on the treated water main exiting the clear well en route to the reservoir, as well as on the treated water effluent line to the distribution system.
Well 1 Pumphouse Raw	Source		2460 Russland Road, Lot: 21, Conc.: 7,	<p>Located at 2460 Russland Road, production Well #1 is a 250 millimetre (mm) diameter, 24.5 metre (m) deep drilled well. 500 mm steel casing extends 6.0 metres below the ground surface. The annular space between the inner well casing and outer protective casing is filled with cement grout. The well was completed by Envirotecheau Limited of Montreal, Quebec. The well is enclosed inside a pump house with a concrete floor located approximately 250 mm above the surrounding ground level at the site. The well casing is raised above the floor by 200 mm. The pump unit sits securely on the casing and concrete pedestal. The well is located on a parcel of land, 45 m wide by 112 m deep, owned by The Nation Municipality.</p> <p>Well #1 is equipped with a vertical turbine pump with a rated capacity of 24.1 litres per second (L/sec) at a TDH of 19.6 m. It is also equipped with a flow control valve, a flow meter, a sodium hypochlorite metering pump, and a 750 L storage tank (not in use). All of the above equipment including a standby generator for the well supply is housed in a concrete block, aluminum clad service building. Well #1 is the main supply well for the drinking water system.</p>
Well 2 Pumphouse Raw	Source		2476 Russland Road, Lot: 21, Conc.: 7,	<p>Located at 2476 Russland Road, production Well #2 is a 250 mm diameter, 21.5 m deep drilled well. The 500 mm steel casing extends 9.1 m below the ground surface. The annular space between the inner well casing and outer protective casing is filled with cement grout. The well was completed by Forage Metropolitan of St-Timothy, Quebec. The well is enclosed in a precast concrete chamber complete with a steel cover and locked access hatch. A sump pump is located inside the manhole chamber in order to remove water accumulation resulting from any snow melt or surface and ground infiltration. Electrical and telemetry controls are housed in an exterior weather proof locked control panel. The well is located on a parcel of land of 12 m wide by 18 m deep, owned by The Nation Municipality.</p> <p>Well #2 is equipped with a submersible pump with a rated capacity of 24.1 L/sec at a TDH of 19.6 m. It is also equipped with a flow control valve and a flow meter. Well #2 is used principally as the standby well.</p> <p>There is standby power available for both wells.</p>



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: BL-01-2022

Sujet : Permis pour brûlage à ciel ouvert

Préparé par : Mario Hautcoeur, Officier des Règlementations

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

Permis pour brûlage à ciel ouvert

Rapport

Le règlement de brûlage à ciel ouvert (84-2004) est en place pour réglementer l'allumage des feux à ciel ouvert dans la municipalité de La Nation.

Actuellement, aucun permis de feu ne doit être délivré pour toute période de plus de 30 jours, à l'exception des permis d'une année civile accordés aux pépinières commerciales.

Les carrières de notre juridiction demandent au conseil d'être également exemptées des permis de feux à ciel ouvert de type 30 jours.

Liens aux priorités

L'Officier des réglementations et le chef des pompiers n'ont aucune objection à ce que les carrières de la municipalité de la Nation soient exemptées des permis de type 30 jours.

Si appuyé par le conseil, l'article 9 du règlement 84-2004 serait amendé pour se lire comme suit :

9. Aucun permis de feu ne sera délivré pour une période de temps excédant 30 jours à l'exception suivante :

- a) Les pépinières commerciales et les carrières peuvent se voir délivrer un permis d'une année civile pour brûler les arbres et les branches.

Considérations financières

n/a

Recommandation

Le département supporte la demande des carrières pour qu'elles soient exemptées des permis de type 30 jours.



Report to Council

Report Number: TP-03-2022

Subject: Purchase snow plow salt spreader u-body tandem truck

Prepared by: Joanne Bougie-Normand, assistant to the Director

Revised by Marc Legault, Public Works Director

Revised by: Josée Brizard, Chief Administrative Officer/Clerk

Revised by: Nadia Knebel, Treasurer

Date of the meeting: March 14, 2022

Context

The purchase of a snow plow salt spreader u-body diesel tandem truck is in the 2022 budget to replace the 2010 International ID 6009. A second is also budgeted for 2023 to replace the 2014 Mack ID 6004. Under the current situation, it is difficult to order vehicles and have them delivered within 6-12 months, in the year in which it is budgeted. For this reason, a tender for two trucks has been requested subject to Council approval for the second.

Report

The tender has been posted the tender on Bids & Tenders platform and on our municipal website during one month. Two companies submitted a bid. In the winning submission, one truck is payable at the delivery which is scheduled for August 15, 2022 and the second will be delivered at the end of December 2022 and payable at the delivery.

Therefore, I recommend accepting the lowest bid for the purchase of two trucks. The first, already scheduled for 2022, will be paid with the grant from the United Counties, as budgeted. The second will be financed with an open loan over a period of 8-year giving the municipality the chance to repay it more quickly if the opportunity arises.

Dealer	Amount \$ Two trucks	HST tax \$	Total amount \$
Aebi Schmidt Canada Ltd. (Formerly ELP Inc.)	269 634,66 269 634,66	70 105,02	609 374,34

We will claim a total of \$ 60,613.95 of the HST paid. This brings the total net cost to the municipality for the two trucks to \$ 548,761.20, or \$ 274,380.58 each.

Financial Considerations

An amount of \$ 300,000 is budgeted for 2022 to replace the 2010 International. The offered cost represents a saving of \$ 25,619.42.

According to the fleet replacement plan, \$ 306,000 would have been budgeted in 2023 to replace the 2014 Mack truck. So for this budget, the saving is \$ 31,619.77.

Given the fact that the second truck will be financed, the savings presented above for the second truck will be used in part for the first loan payment at the end of 2022. In subsequent years, an annual amount of approximately \$ 38,000 will have to be budgeted to repay the loan. This is an estimated rate of 2.5% based on the average of 5 and 10 year loan rates with Infrastructure Ontario. Given the volatility of the economy and the fact that the Bank of Canada has raised its interest rate and, the doing so, indicated that there will most likely be others during 2022, we can expect that the estimated rate will be higher which will result in a higher payment.

Recommendation

«That Council accepts the recommendation presented by the Public Works Director in his report TP-03-2022 and that the tender to purchase two snow plow salt spreader u-body diesel tandem dump trucks be awarded to Aebi Schmidt Canada Ltd. for the sum of \$ 609,374.34 tax included as per the specifications in Contract Road-04-2021.

That the municipality agrees to pay the 1st one on delivery and to finance the 2nd truck when it is delivered at the end of 2022. »



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-06-2022

Sujet : Trottoirs et bordures

Préparé par : Joanne Bougie, assistante au directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale/greffière

Date de la réunion : Le 14 mars 2022

Contexte

Soumission demandée pour la construction de nouveaux trottoirs et bordures pour les projets énumérés et approuvé dans le budget 2022.

Rapport

L'appel d'offres a été publié sur la plateforme de Bids & Tenders et sur notre site web municipal. Nous avons reçu cinq soumissions :

Soumissionnaire	Somme \$	\$ avec taxe	Somme globale \$
A.M.S. Enterprises - Ottawa	137 694,00	17 900,22	155 594,22

Le département recommande d'accepter la soumission la plus basse.

Considérations financières

Les coûts au mètre linéaire respectent mes estimations.

Recommandation

«Le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-06-2022 et que la soumission pour la construction de nouveaux trottoirs et bordures soit accordée à A.M.S. Enterprises pour la somme globale de 155 594.22 \$ taxe incluse suivant les spécifications au contrat Road-02-2022».



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-07-2022

Sujet : Concassage de roches – carrière municipale

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par: Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par: Josée Brizard, directrice générale/greffière

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

Forage, dynamitage, concassage, stocker roches à la carrière municipale située au 5689, rue Ste-Cathérine à St-Isidore.

Rapport

L'appel d'offres a été publié sur la plateforme numérique «Bids & Tenders» et sur notre site web municipal pendant un mois. La demande est de concasser 65,000 t, catégorie M (5/8") et 20,000 t catégorie B (21/2 "). Nous avons reçu deux soumissions. Les soumissionnaires ont arrivé ex aequo sur les prix à l'unité. La date de commencer les travaux a été le facteur déterminant de recommander Solid Base Construction Ltd.

Entreprise	Somme \$	\$ taxe	Somme globale
Solid Base Construction Ltd.	501 750,00	65 227,50	566 977,50

Donc, je recommande d'accepter la soumission citée en rubrique.

Considérations financières

G/L : Compte N-4000-0802-0800

Recommandation

«Que le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-07-2022 et que la soumission soit accordée à Solid Base Construction Ltd. pour la somme globale de 566 977,50 \$ taxe incluse étant de concasser 85 000 t de pierres (65 000 t - catégorie M et 20 000 t - catégorie B) à la carrière municipale selon les spécifications et conditions au contrat Road-03-2022.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-08-2022

Sujet : Inspection des installations de gestion des eaux pluviales

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur

Révisé par: Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Directrice générale/greffière

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

Demander l'inspection des installations de gestion des eaux pluviales de six 6) étangs dans la municipalité.

Rapport

Suivant la nouvelle exigence provinciale, la municipalité doit faire une inspection et rapport annuelle.

À la suite d'une présentation au Comité de gestion avec l'équipe de la Conservation de la Nation Sud durant la session de budget l'agence a déposé une proposition au coût de 25 454 \$ par année.

Le prix est raisonnable et je recommande l'agence Conservation de la Nation Sud.

Considérations financières

Compte : N-4000-5920-5216

Recommandation

«Le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-08-2022 et que la proposition au coût de 25 454 \$ avant T.V.H. soit accordée à l'agence Conservation de la Nation Sud pour l'inspection des installations de gestion des eaux pluviales et l'évaluation des 6 étangs dans la municipalité.»



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: ENV-03-2022

Sujet : Cueillette de Gros Objets

Préparé par : Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

Révisé par : Guylain Laflèche, MCIP RPP, Urbaniste

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

Ceci est pour informer des procédures pour la semaine de collecte des gros objets.

Rapport

C'est le temps de l'année que nous offrons la chance aux résidents de La Nation de se débarrasser gratuitement des gros objets. La cueillette débutera le lundi 25 avril et devra se terminer par le 29 avril 2022 ou avant. Le même format sera utilisé que les années précédentes, les camions compacteurs de déchets ramasseront dans la région ouest tandis que les équipements de travaux publics couvriront le reste de la municipalité. Nous allons débuter dans les extrémités de la municipalité en rejoignant les deux troupes pour ainsi couvrir tous les territoires. Les résidents qui voudront disposer de leurs gros objets devront placer les articles en bordure de la route avant 7h le 24 avril 2022. Nous n'avons pas de cédule précise pour des secteurs et nous ne retournerons pas dans ce secteur après y avoir déjà passer. Tous objets non accepté mentionner dans notre pamphlet seront laissé sur place et devront être disposé par les résidents eux même dans les jours suivants la collecte. Petit rappel que les objets de métal sont acceptés gratuitement dans nos dépotoirs.

Liens aux priorités

Veillez lire attentivement l'annexe 1 concernant les items accepté et non accepté. Comme vous pouvez le voir dans le dépliant, le Service accorde une grande importance au fait que nous ne ramassons pas d'objets de métal, peu importe leur type ou leur taille.

- 1 Les camions que nous utilisons ne peuvent pas écraser de gros objets de métal et nous n'utilisons plus d'équipements des Travaux publics pour les ramasser. Cette pratique est utilisée depuis plus de trois ans et se passe très bien. Nous voulons simplement ré informé le Conseil de cette situation.
- 2 Aussi, du point de vue lié au « Changement Climatique », il est important pour nous de ne pas enfouir des éléments recyclables comme le métal. De plus, nous n'avons pas la force de trier tous les articles provenant des camions à bennes.

Considérations financières

Cette activité a déjà été approuvée et incluse dans le budget 2022.

Recommandation

Le Service d'Environnement recommande les dates mentionnées dans ce rapport ainsi que l'utilisation de camions externes de collecte des déchets et de travaux publics.

Pièces jointes

Annexe 1 – Pamphlet

CUEILLETTE DE GROS OBJETS

25 avril au 29 avril 2022



IMPORTANT

Veuillez placer vos articles en bordure de la route avant 7 h le 25 avril 2022.

Le volume ne doit pas **dépasser les dimensions d'une boîte de camionnette**.

Le poids maximum par article est de 100 livres. Aucun article en métal accepté

ARTICLES ACCEPTÉS (pas fait de métal)

- Meubles, chaises, tables;
- Matelas et sommier
- Meubles de jardin, balançoire;
- Contenants de peinture vides et ouverts (sans leurs couvercles);
- barils, réservoirs d'eau (vides);
- Cadres, articles de décoration
- Miroirs
- Vitre placé dans des boîtes
- Jouets
- Sofa, coussins, futons;

* Les articles qui contiennent du CFC (gaz fréon) devront être étiquetés par un technicien agréé confirmant que le réfrigérant a été enlevé.

ARTICLES QUI NE SERONT PAS ACCEPTES

- Déchets radioactifs, PCB;
- Déchets biologiques & explosifs (dynamite, munitions);
- Déchets commerciaux/industriels, autres produits chimiques inconnus;
- Déchets de maison et restants de nourriture;
- Matières recyclables ramassées avec le recyclage habituel;
- Déchets de toutes sortes interdits aux sites d'enfouissement;
- Pneus, appareils électroniques et articles électriques, gazon, feuilles ou branches (acceptés gratuitement dans tous nos dépotoirs municipaux);
- Matériaux de construction ou de rénovations (incluant les rouleaux de tapis);
- Déchets pathologiques, carcasses d'animaux, excréments d'animaux/d'humains;
- Les articles placés dans des sacs à ordures verts ou noirs.
- TOUT ARTICLE FAIT DE MÉTAL

AIDEZ-NOUS À VOUS AIDER.

Ne mettre que les articles autorisés; Respectez les quantités: Empilez les articles proprement

Le Département des travaux publics ramassera les articles du 25 avril au 29 avril 2022.

Il ne suivra pas d'horaire fixe et ne retournera pas aux endroits déjà desservis.

* **Uniquement les résidences, entreprises et fermes qui utilisent et sont enregistrées pour la collecte des déchets municipaux seront desservis.**





Note de Service pour le Conseil

Numéro du rapport: ENV-06-2022

Sujet : Note de Service – Recycle Action Plastiques Agricoles

Préparé par : Daniel R. Desforges, Gérant des Infrastructures Environnementales

Révisé par : Guylain Laflèche, MCIP RPP, Urbaniste

Date de la réunion : 14 mars 2022

NOTE DE SERVICE
Département de l'Environnement

ENV-06-2022

DATE: 14 mars 2022

OBJET: Terminaison du service de collecte des plastiques agricoles

Nous avons reçu par la poste le 28 février, une note de Recycle Action nous informant que le service de collecte des plastiques agricoles va prendre fin le 31 mars 2022. Cette note indique également que les Comtés Unis se penchent pour trouver une solution alternative. De notre côté, nous avons communiqué avec les municipalités qui utilisent le service et ensemble nous essayons de trouver une solution. La fermeture de ce service affecte les agriculteurs de la région qui utilisent le plastique pour emballer les balles de foin. Ce service n'était offert qu'au site d'enfouissement Plantagenet-Sud.

Considérations financières

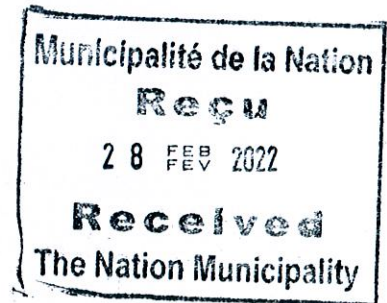
Ce service offert par Recycle Action était gratuit donc aucune considération financière de notre part. Advenant une solution par les Comtés-Unis, cela pourrait éventuellement avoir un impact sur le budget.

Recommandation

Que ce Conseil reçoive la note de service ENV-06-2022 du 14 mars 2022.

Pièces jointes

Note: Recycle Action



Cher client,

C'est avec regret que nous vous informons qu'à partir du 31 mars 2022 nous cessons la collecte des plastiques agricoles. Cette décision n'a pas été prise à la légère, mais plusieurs facteurs hors de notre contrôle nous indiquent que nous prenons une décision bien éclairée.

Par la même, et suite à des rencontres avec les Comtés-Unis de Prescott-Russell, nous avons regardé à des solutions possibles pour la continuité de ce service à travers ceux-ci. Vous serez sûrement contacté, d'ici peu de temps, afin de vous aviser de leur plan d'action. Nous passerons ramasser nos conteneurs à la fin mars.

Nous vous remercions de la confiance que vous avez eue en Recycle Action et au plaisir de vous croiser dans le futur, nous demeurons,

Robert Lessard
Directeur des opérations
Ainsi que L'équipe Recycle Action



Dear customer,

It is with regret that we must inform you that, as of March 31st, 2022 we are ceasing the collection of your agricultural plastic. This decision was not taken lightly but many factors out of our control make it so that we have no choice but to come to this decision.

On a brighter side, and in conclusion to meetings with the United-Counties of Prescott & Russell, possible solutions are in the works to continue the service through them. You will surely be contacted very soon with their plan of action. We will then arrange to pick up our containers at the end of March.

In the meantime, wishing to thank you for the confidence you have shown in Recycle Action and, hoping to cross paths with you in the future, we remain,

Robert Lessard
Director of Operations
As well as the Recycle Action Team





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: FD-04 2022

Sujet : Rapport annuel Service de Sécurité Incendie

Préparé par : Richard J. Groulx, Directeur

Révisé par : Josée Brizard, Directrice Générale

Date de la réunion : 28 mars 2022

Contexte

Grandes lignes sur les activités du Service de Sécurité Incendie 2021

Rapport

L'année 2021 a débutée par le départ du Chef Pompier. Le chef de caserne Daniel R. Desforges a assumé l'intérim, assisté du chef de caserne Daniel Voisine, pendant que l'administration mettait en branle le processus d'embauche pour combler le poste.

En mai 2022, le nouveau Chef Pompier-Directeur est entré en poste.

Durant cette année mouvementée, départ, pandémie, restrictions sanitaires et autres, n'ont pas ralenti l'élan de votre service. Bien que le plan stratégique ait été mis en veilleuse, l'administration voulant que le nouveau directeur y appose son empreinte.

Je dois souligner ici que les intérimaires ont pris les choses en main et ont réglé plusieurs dossiers de front. Une subvention a été obtenue pour améliorer la protection COVID. Des extracteurs (laveuses industrielles spécialisées pour nettoyer les vêtements de protection individuelle) ont été achetés. De plus, 30 parties faciales pour appareils respiratoires autonomes ont également été acquises, ce qui permettra à tous les membres du service d'avoir leurs propres parties faciales. Nous avons également acheté des vêtements légers de protection pour feux de brousse pour chaque membre de la brigade. Tout ceci grâce à la diligence des intérimaires qui ont bien rempli leurs mandats durant les 5 mois de vacance du poste.

Une deuxième subvention a été obtenue pour le département qui devait servir à améliorer les équipements de formation. Ces fonds ont été utilisés pour acheter des amplificateurs de signal cellulaire et ont été installés dans chaque station. Un plan de mobilisation pour installer l'internet dans les casernes est en cours et est rendu nécessaire dû au fait que les formations se donnent majoritairement en ligne pour les parties théoriques, ce qui accroît le besoin de liens internet fiables.

Voici quelques projets qui ont été mis en branle en 2021

- 1- Achat et installation des extracteurs
- 2- Distribution des habits de feux de forêt
- 3- Évaluation des risques pour la communauté
- 4- Internet dans les casernes
- 5- Test d'étanchéité des parties faciales
- 6- Plan stratégique du service
- 7- Amélioration du système radio communication UCPR

Formation :

Encore une fois, en raison de la pandémie et des restrictions sanitaires, les entraînements ont été plutôt lents. Cependant, nous avons réussi à avoir 5 pompiers certifiés au niveau NFPA 1001 I au Centre Régional de Formation, et aussi à faire des formations pour nos

pompiers soit en caserne, soit en ligne. De plus, certains membres ont suivi des cours spécialisés tels que :

- Législation
- NFPA 1033 (2)
- NFPA 1072 Awareness (3)
- NFPA 1072 OPS
- NFPA 1521 (2)
- NFPA 1533 (2)

Communication :

Nous avons eu quelques réunions pour discuter des problèmes rencontrés avec le système de communication radio. Des pourparlers avec la compagnie Bearcom ont été faits et des répéteurs devraient être installés à divers endroits dans les Comtés-Unis pour améliorer la déserte. Le projet est toujours en cours et nous n'avons pas d'information sur l'avancement des travaux. Une communication vous sera soumise en temps et lieu.

Appel :

Pour l'année 2021, votre service a répondu à 200 appels, ce qui représente une diminution par rapport aux années précédentes. La raison de cette baisse peut être attribuée à plusieurs facteurs; pandémie, travail à domicile, moins d'appel médicaux etc. Voici en résumé des appels répondus par votre service.

- 34 Alarmes
- 60 Appels pour fumée, tous genres confondus.
- 7 Appels pour vérification (Chefs)
- 49 Appels accidents de véhicules
- 27 Appels médical
- 21 Appels pour danger pour le public (Fils tombés, détecteur co, gaz)
- 1 Sauvetage.

Les casernes les plus achalandées sont celles de St-Isidore 100 et Limoges 500 avec respectivement 78 et 84 appels, suivies des casernes Fournier 300 avec 35, St-Albert 400 avec 34, et St-Bernardin 200 avec 19. La caserne de Casselman a pour sa part répondu à 4 incidents dans notre territoire selon l'entente.

De nombreux changements sont attendus pour l'année 2022, mais votre équipe est prête et impatiente d'aller de l'avant. Formation, nouvelle éthique de travail, nouvelles lignes directives ne sont que quelques éléments qui seront revus en 2022. L'équipe veut aller de l'avant, se mettre au diapason des meilleurs services d'incendie et mieux servir sa population.

Pièces jointes

Liste d'appels - Graphiques

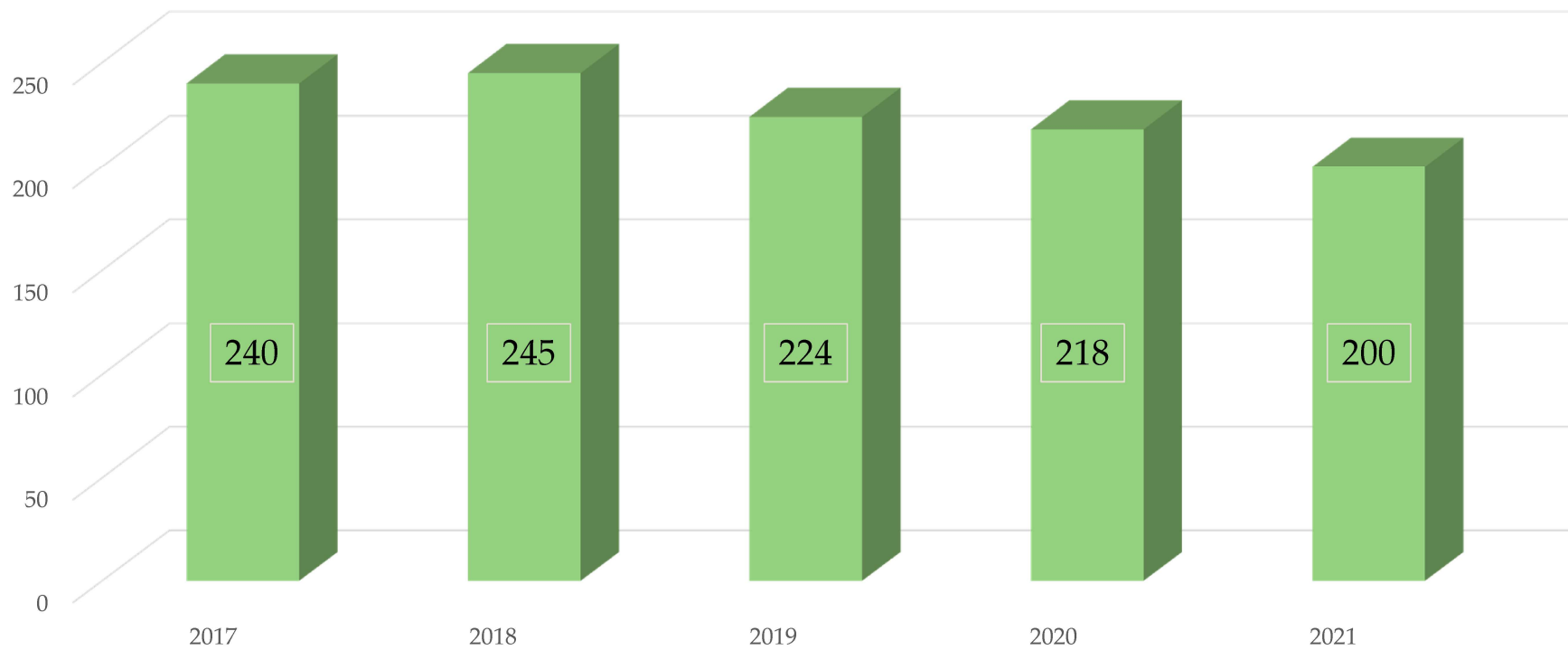


**Service d'incendie Nation Fire Department
Rapport d'incidents 2021 / 2021 Incidents Report**

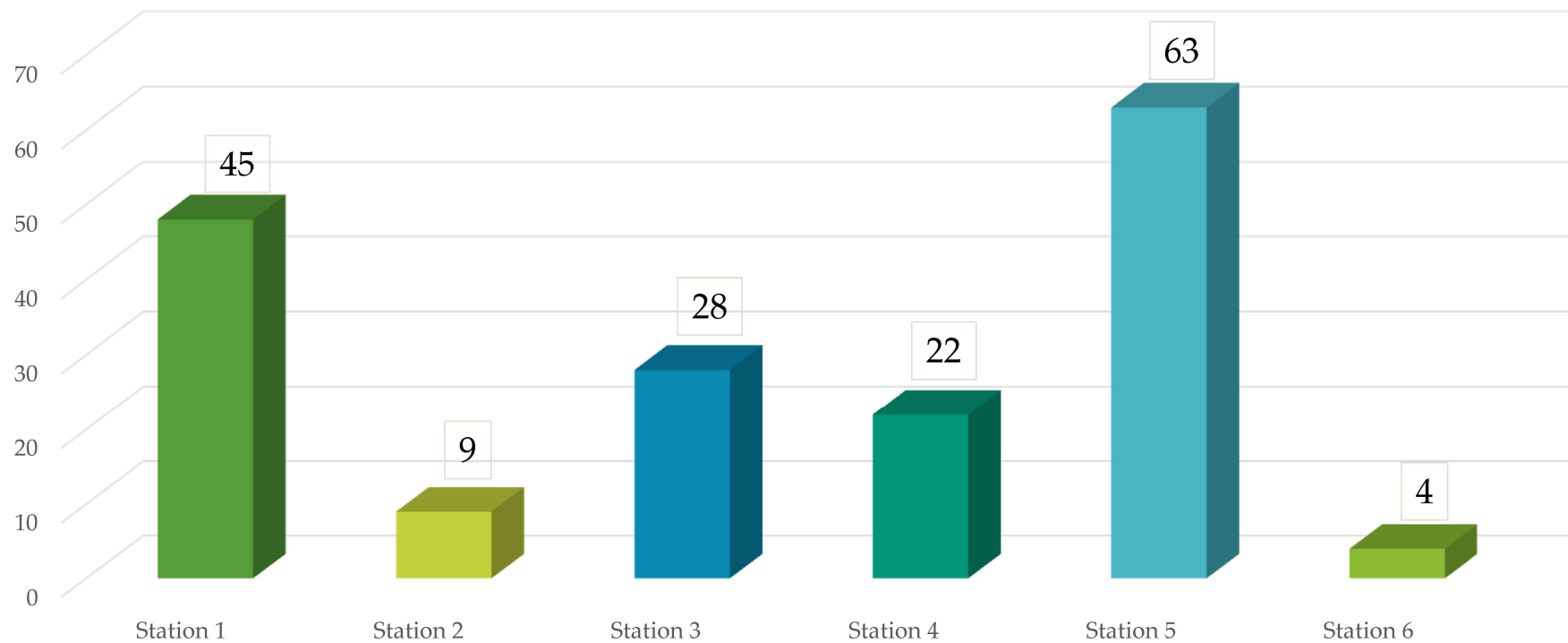
Richard J. Groulx



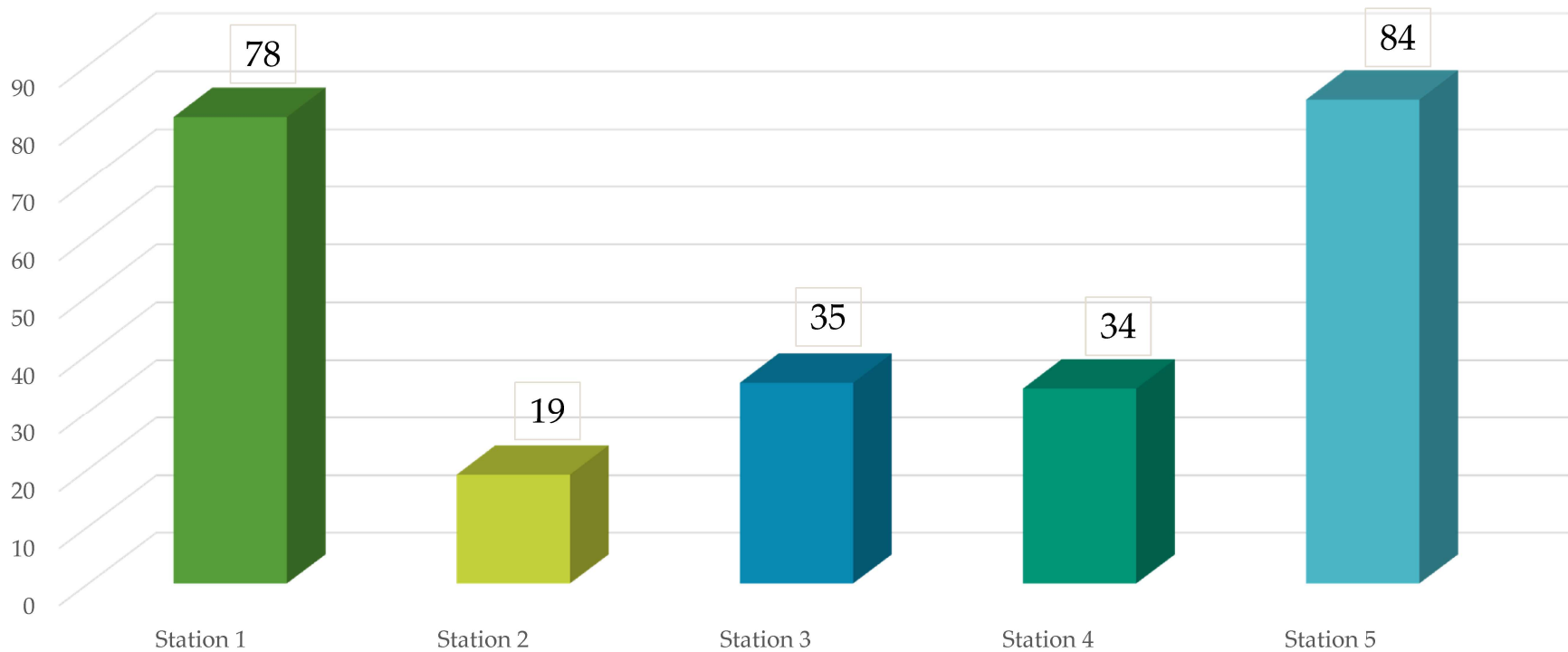
Nombre total d'incidents / Total Incidents (2017 – 2021)



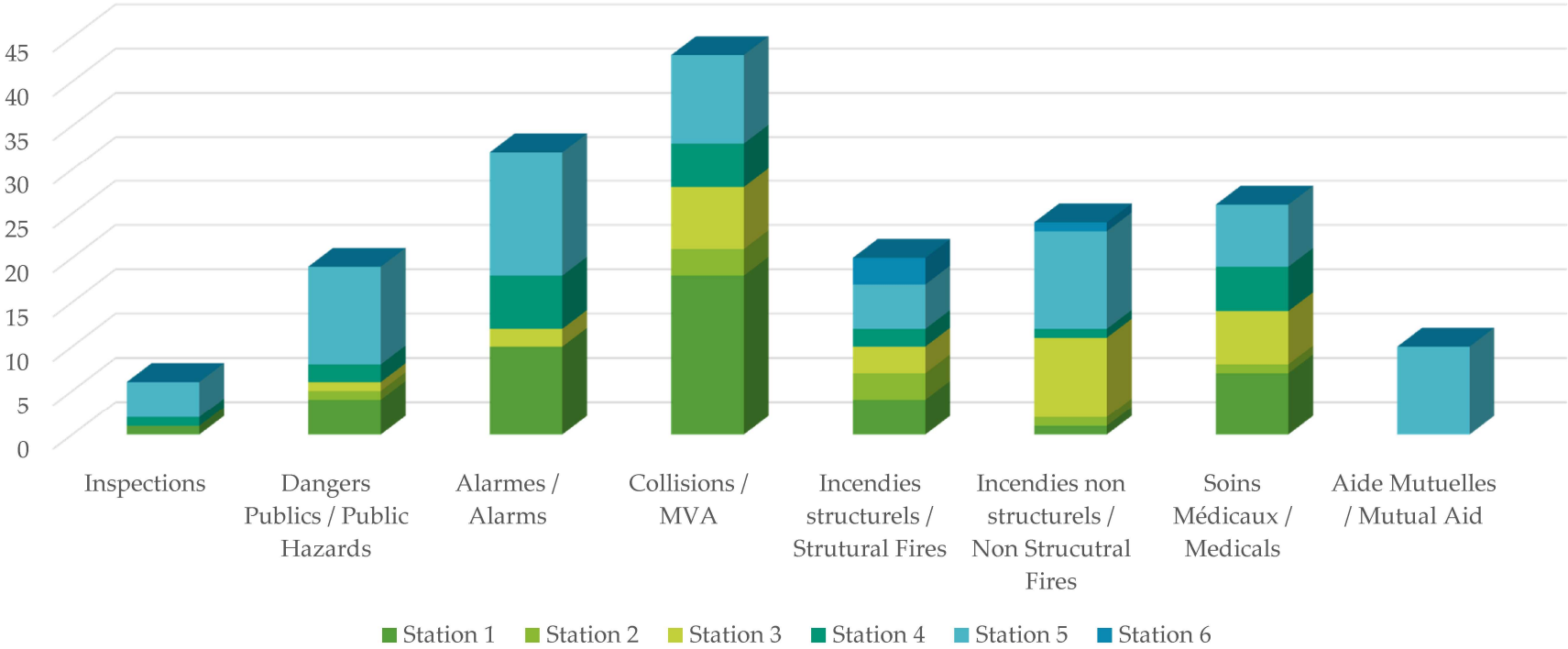
Incidents par stations dans leur secteur respectif / Incidents per stations in their respective sector - 2021



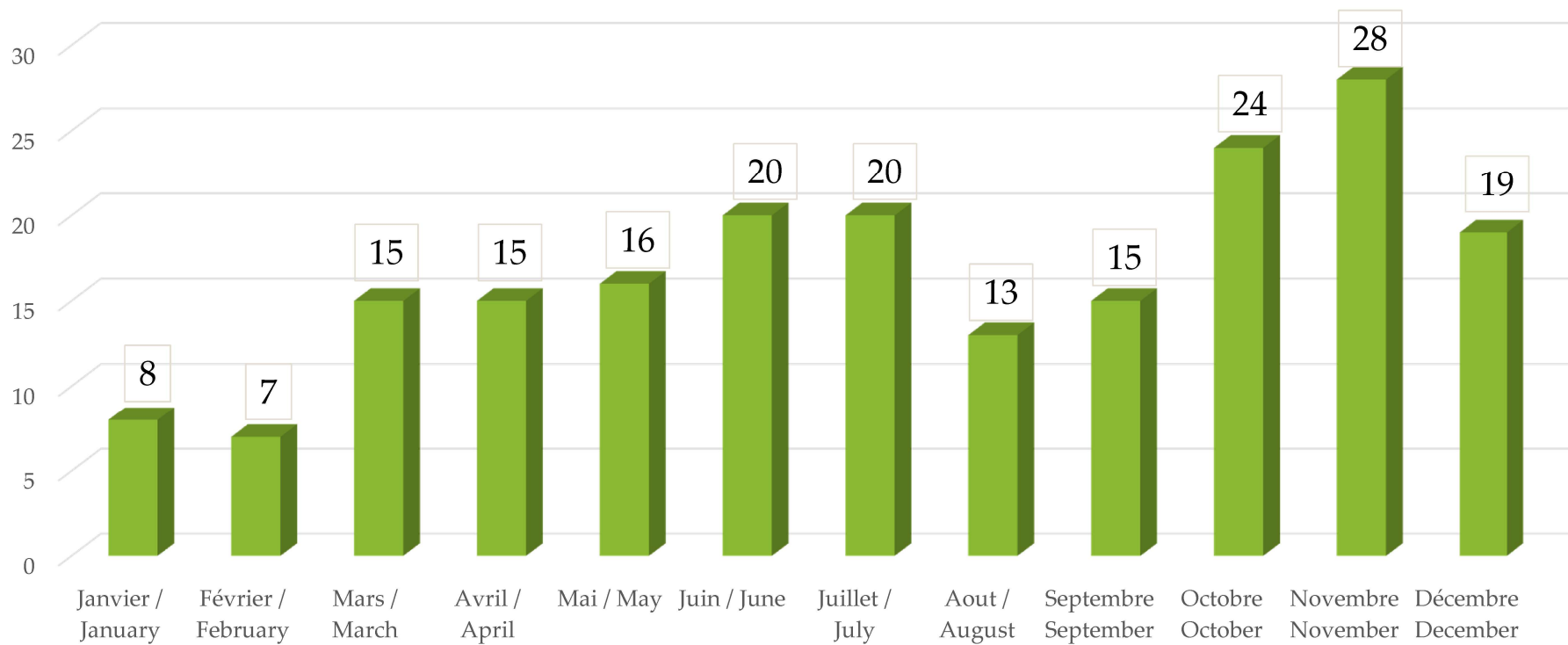
Nombres d'appels totaux par Stations / Number of total calls per Stations - 2021



Types d'incidents / Incident types - 2021



Incidents par mois / Incident per month - 2021





Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: CL-02-2022

Sujet : Modification au règlement 115-2021, portant sur les feux d'artifice et lanternes volantes dans la Municipalité de La Nation

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

Le règlement numéro 115-2021, concernant l'utilisation des feux d'artifice et des lanternes volantes dans la municipalité de La Nation, a été adopté par le conseil le 27 septembre 2021.

Rapport

Suite à notre demande d'amendes fixes en vertu du règlement numéro 115-2021, le Ministère du Procureur général a demandé que des modifications mineures soient apportées à notre règlement. Le tableau ci-dessous montre les sections originales et les sections modifiées telles que proposées par le Ministère – les modifications proposées sont soulignées. Veuillez noter que le règlement est disponible qu'en anglais.

Section	Règlement 115-2021	Changements proposés sous le règlement 27-2022.
24	Subject to section 24, a person eighteen (18) years of age or older may discharge consumer fireworks on any land belonging to him or her or on any other privately owned land the owner thereof has given permission for such the discharge of consumer fireworks as permitted in this by-law.	Subject to section 24, a person eighteen (18) years of age or older may discharge consumer fireworks on any land belonging to him or her or on any other privately owned land <u>provided that</u> the owner thereof has given permission for such the discharge of consumer fireworks as permitted in this by-law.”
38	The following conditions shall apply to the holding of a display of display fireworks under a permit issued under this by-law: i. The permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit; ii. The permit holder shall supervise the display of display fireworks; iii. The permit holder shall discharge the display fireworks; iv. Every permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and v. The permit holder shall comply at all times with the provisions of the Act, FPPA and the Display Fireworks Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.	<u>Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the holding of a display of Display Fireworks under a permit issued under this by-law:</u> i. The permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit; ii. The permit holder shall supervise the display of display fireworks; iii. The permit holder shall discharge the display fireworks; iv. Every permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and v. The permit holder shall comply at all times with the provisions of the Act, FPPA and the Display Fireworks Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication
45	The following conditions shall apply to the holding of a display of pyrotechnic special	<u>Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the</u>

Section	Règlement 115-2021	Changements proposés sous le règlement 27-2022.
	<p>effect fireworks under a permit issued under this by-law:</p> <ol style="list-style-type: none"> i. the permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit; ii. the permit holder shall supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks; iii. the permit holder shall discharge the pyrotechnic special effect fireworks; iv. the permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and v. the permit holder shall comply at all times with the requirements of the Act, FPPA and the Pyrotechnics Special Effects Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication. 	<p><u>holding of a display of pyrotechnic special effect fireworks under a permit issued under this by-law:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> i. the permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit; ii. the permit holder shall supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks; iii. the permit holder shall discharge the pyrotechnic special effect fireworks; iv. the permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and v. the permit holder shall comply at all times with the requirements of the Act, FPPA and the Pyrotechnics Special Effects Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.”

Considérations financières

Aucune.

Recommandation

Qu'il soit résolu que les membres du Conseil approuvent les changements tels que proposés par le Ministère du Procureur général.

Pièces jointes

- Règlement numéro 115-2021
- Règlement proposé numéro 27-2022

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 115-2021

FIREWORKS BY-LAW

DEFINITIONS

In this By-Law:

1. “**Act**” means the *Explosives Act*, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter E-17, and the regulations enacted thereunder as amended from time to time or any act and regulations enacted in substitution therefor;
2. “**Corporation**” shall mean the Corporation of The Nation Municipality
3. “**Consumer Fireworks**” means an outdoor, low hazard, recreational firework that is classed as a subdivision 1 of division 2 of Class 7 Fireworks under the Act and includes firework showers, fountains, golden rain, lawn lights, pinwheels, Roman candles, volcanoes, and sparklers but does not include Christmas crackers and caps for toy guns containing not in excess of twenty-five one hundredths of a grain of explosive used per cap;
4. “**Discharge**” means to fire, ignite, explode or set off or cause to be fired, ignited, exploded or set off, and the words “discharged” and “discharging” have similar meaning’
5. “**Display Fireworks**” means an outdoor, high hazard, recreational firework that is classed as a subdivision 2 of Division 2 of Class 7 Fireworks under the Act, and includes rockets, serpents, shells, bombshells, tourbillons, maroons, large wheels, bouquet, bombardos, waterfalls, fountains, batteries, illumination, set pieces and pigeons but does not include firecrackers;
6. “**Fire Chief**” means the Chief of Fire Services of the Municipality or authorized subordinates;
7. “**Firecracker**” means a pyrotechnic device that explodes when ignited and does not make any subsequent display or visible effect after the explosion, and includes those devices commonly known as Chinese firecrackers;
8. “**Fireworks**” means display fireworks, pyrotechnic special effects fireworks and consumer fireworks
9. “**Fireworks Supervisor**” means a person who is an approved purchaser of display firework and who is qualified under the Act to supervise the discharge of display fireworks;
10. “**Flying Lanterns**” also known as “Sky Lanterns”, “Chinese Lanterns”, “Kongming Lanterns” or “Wish Lanterns”, means a small hot air balloon or similar device made of treated paper or any other material, with an opening at the bottom, which is propelled by an open flame generated by a small candle or fuel cell, allowing the balloon or similar device to rise and float in the air, uncontrollably, while ignited;
11. “**Manager of Municipal Law Enforcement**” shall mean the Manager of Municipal By-law Enforcement of the Corporation of The Nation Municipality;

12. **“Prohibited Firework”** includes but is not limited to cigarette loads or pings, exploding matches, sparkling matches, ammunition for miniature tie clip, cufflink or key chain pistol, auto alarms or jokers, cherry bombs, M-80 and silver salutes and flash crackers, throw down torpedoes and crackling balls, exploding golf balls, stink bombs and smoke bombs, tear gas pens and launchers, party peppers and table bombs, table rockets and battle sky rockets, fake firecrackers and other trick devices or practical jokes as included on the most recent list of prohibited fireworks as published from time to time under the Act;
13. **“Pyrotechnician”** means a person who is certified under the Act as a Theatrical User, an Assistant, a Pyrotechnician or a Special Effects Pyrotechnician and is qualified to purchase and supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks under the Act
14. **“Pyrotechnic Special Effect Firework”** means a high hazard firework that is classed as a subdivision 5 of Division 2 of Class 7 Firework under the Act and that is used to produce a special pyrotechnic effect for indoor or outdoor performances and includes black powder bombs, bullet effect, flash powder, air bursts, smoke compositions, gerbs, lances and wheels;
15. **“Sell”** includes offer for sale, cause or permit to be sold and to possess for the purpose of sale, and the words “selling” and “sold” have a similar meaning.
16. **“Residential Zones”** is as defined in The Nation Municipality’s Zoning By-law number 2-2006. Residential zones are divided into these four groups below.
 - i. **R1:** low density residential zone;
 - ii. **R2:** medium density residential zone;
 - iii. **R3:** high density residential zone; and
 - iv. **R4:** mobile home residential zone

Interpretation

17. In this by-law:
 - i. Words importing the singular number only include more persons, parties or things of the same kind than one and the converse, and
 - ii. A word interpreted in the singular number has a corresponding meaning when used in the plural.
18. It is declared that if any section, subsection or part or parts thereof be declared by any Court of Law to be bad, illegal or ultra vires, such section, subsection or part or parts shall be deemed to be severable and all parts hereof are declared to be separated and independent and enacted as such.

Flying Lanterns

19. Flying Lantern Discharge:
 - i. No person shall ignite, release or set off into the air an ignited Flying Lantern within The Nation Municipality.
20. Flying Lantern Sale:
 - i. No person within The Nation Municipality shall offer for sale, cause or permit to be sold, or sell any Flying Lanterns.

Discharge of Firecrackers and Prohibited Fireworks

21. No person shall discharge any firecrackers within The Nation Municipality; and
22. No person shall discharge any prohibited fireworks within The Nation Municipality.

Consumer Fireworks

23. No person shall discharge consumer fireworks within The Nation Municipality, except on the following days from 8pm to 11 pm:
 - i. Victoria Day;
 - ii. The day immediately preceding Victoria Day;
 - iii. The day immediately following Victoria Day;
 - iv. St-Jean Baptiste Day
 - v. The day immediately preceding St-Jean Baptiste Day;
 - vi. The day immediate following St-Jean Baptiste Day;
 - vii. Canada Day;
 - viii. The day immediately preceding Canada Day; or
 - ix. The day immediately following Canada Day
24. No person shall discharge consumer fireworks within The Nation Municipality if any of the following applies:
 - i. The location of the discharge of fireworks is in a Residential Zone (R1, R2, R3 and R4);
 - ii. During a Fire Ban or a Partial Fire Ban;
 - iii. The location of the discharge of fireworks is outside Residential Zones (R1, R2, R3 and R4) and is within a distance of 30 metres (100 feet) from neighbouring dwellings and / or structures;
25. Subject to section 24, a person eighteen (18) years of age or older may discharge consumer fireworks on any land belonging to him or her or on any other privately owned land the owner thereof has given permission for such the discharge of consumer fireworks as permitted in this by-law.
26. No person shall discharge any consumer fireworks in such manner as might create danger or constitute a nuisance to any person or property, or to do or cause or allow any unsafe act or omission at the time and place for the discharging of any fireworks.
27. No person shall discharge any consumer fireworks in or into any building, doorway, or automobile.
28. No person shall discharge any consumer fireworks in or on or into any highway, street, lane, square or other public places.
29. No person under the age of eighteen (18) years of age shall discharge any consumer fireworks except under the direct supervision and control of a person of eighteen (18) years of age or over.
30. No person being the parent or guardian of any person under the age of eighteen (18) years of age shall allow the person to discharge any consumer fireworks except when such parent or guardian or some other responsible person of eighteen (18) years of age or over is in direct supervision and control.

Grant of Exemption of By-law

31. Notwithstanding anything contained in this By-law, any person may submit a request to the Manager of Municipal By-law Enforcement, or his delegate, to be granted an exemption from any of the provisions of this By-law, and the Manager of Municipal Law Enforcement may refuse to grant any exemption, or may grant the exemption applied for, or any exemption of lesser effect, and any exemption granted shall specify the date, time, and location of the display of consumer fireworks.
32. All requests for exemptions shall include the following information:

- i. Date and time that the consumer fireworks will be discharged;
- ii. Location of the discharge of consumer fireworks;
- iii. Name of the person that will discharge the consumer fireworks;
- iv. Description of the event or reason for the discharge of fireworks; and
- v. Confirmation that neighbours were notified of the discharge of fireworks.

Display Fireworks

33. No person or group of persons shall hold a display of display fireworks in The Nation Municipality without first having obtained a permit to do so issued by the Manager of Municipal Law Enforcement or his delegate.

Conditions to applying to permit for Display Fireworks

34. Every application for a permit shall be made to the Manager of Municipal Law Enforcement a minimum of 30 days prior to the event when the proposed discharge of display fireworks is to occur.

35. Every application for a permit shall include:

- i. A description of the event including:
 1. The date and time of the proposed discharge of display fireworks;
 2. The type and kind of display fireworks that may be discharged;
 3. The discharge techniques to be used;
 4. The manner and means of restraining unauthorized persons from attending the discharge site;
 5. The manner in which unused display fireworks are to be disposed of; and
 6. The number of persons authorized to handle and discharge the display fireworks.
- ii. A site plan providing a description of the discharge site to be used for the discharging of the display fireworks;
- iii. A description of the fire emergency procedures;
- iv. The name and address of the applicant and the sponsoring organization, if applicable;
- v. Proof of certification of the applicant as a Firework Supervisor;
- vi. Proof of the consent of the owner of the property to the discharge of display fireworks in writing;
- vii. A processing fee of 25\$;
- viii. Proof of insurance and indemnification in accordance with Sections 10 and 11; and
- ix. Such other information as required by the Fire Chief and / or the Manager of Municipal Law Enforcement.

36. An applicant for a permit is subject to the provisions of this by-law, entitled to be issued the permit, except where:

- i. The application is incomplete;
- ii. The applicant is not a Fireworks Supervisor;
- iii. The display is not being held under the auspices of an established club, association or group of persons;
- iv. There are reasonable grounds for belief that the holding of the display of fireworks will result in a breach of this by-law or the Act.

37. Manager of Municipal Law Enforcement and / or their delegates may issue permits for displays of fireworks on the conditions set forth in this by-law, and each such permit

shall state the name of the sponsoring club, association or group, the purpose of the display, the place and date at which the same may be held, and the name of the person under whose supervision the display shall be held.

38. The following conditions shall apply to the holding of a display of display fireworks under a permit issued under this by-law:
- i. The permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
 - ii. The permit holder shall supervise the display of display fireworks;
 - iii. The permit holder shall discharge the display fireworks;
 - iv. Every permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and
 - v. The permit holder shall comply at all times with the provisions of the Act, FPPA and the Display Fireworks Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.

Pyrotechnic Special Effects Fireworks

39. No person or group of persons shall hold a display of pyrotechnic special effect fireworks in The Nation Municipality without first having obtained a permit to do so issued by the Manager of Municipal Law Enforcement and / or their delegates.
40. No person or group of persons shall discharge any pyrotechnic special effect fireworks in The Nation Municipality without first having obtained a permit issued by the Manager of Municipal Law Enforcement and / or their delegates authorizing the display of pyrotechnic special effect fireworks.
41. Every application for a permit shall be made to the Manager of Municipal Law Enforcement a minimum of 30 days prior to the event when the proposed discharge of pyrotechnic special effects fireworks is to occur.
42. Every application for a permit shall include:
- i. a description of the event including, a site plan of the facility and room capacity, the stage and the pyrotechnic special effect fireworks storage area;
 - ii. a list of all the pyrotechnic special effect fireworks to be employed;
 - iii. location of all pyrotechnic special effect fireworks;
 - iv. height, range of effect, fallout and duration of the display of pyrotechnic special effect fireworks;
 - v. sequence of firing;
 - vi. location of the audience and all exits; and
 - vii. date and time of the proposed event using pyrotechnic special effect fireworks;
 - viii. description of fire emergency procedures;
 - ix. name and address of the applicant and the sponsoring business or organization, if applicable;
 - x. proof of certification of the applicant as a pyrotechnician;
 - xi. proof of insurance and indemnification in accordance with Sections 10 and 11;
 - xii. proof of consent of the owner of the property to the discharge of pyrotechnic special effect fireworks in writing if the applicant is not the owner of the property;
 - xiii. a processing fee of \$25.00; and

- xiv. such other information as required by the Fire Chief.
43. An applicant for a permit is, subject to the provisions of this by-law, entitled to be issued the permit, except where:
- i. The application is incomplete;
 - ii. The applicant is not a pyrotechnician under the Act; or
 - iii. There are reasonable grounds for belief that the holding of the display of fireworks will result in a breach of this by-law, the FPPA or the Act.
44. The Manager of Municipal Law Enforcement may issue permits for displays of pyrotechnic special effect fireworks on the conditions set forth in Section 44, and each such permit shall state the name of the sponsoring business, club, association or group, the purpose of the display, the place and date at which the display may be held, and the name of the pyrotechnician under whose supervision the same shall be held.
45. The following conditions shall apply to the holding of a display of pyrotechnic special effect fireworks under a permit issued under this by-law:
- i. the permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
 - ii. the permit holder shall supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks;
 - iii. the permit holder shall discharge the pyrotechnic special effect fireworks;
 - iv. the permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and
 - v. the permit holder shall comply at all times with the requirements of the Act, FPPA and the Pyrotechnics Special Effects Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.
46. No permit holder shall discharge pyrotechnic special effect fireworks except in accordance with the conditions of the permit.
47. The permit holder holding the display of pyrotechnic special effects fireworks shall ensure that all unused fireworks and all debris be removed.

Insurance

48. The applicant shall provide and maintain Commercial General Liability insurance subject to limits of not less than five million dollars (\$5,000,000.00) inclusive per occurrence for bodily injury, death and damage to property including loss of use thereof. Such insurance shall be in the name of the applicant and shall name the Corporation of The Nation Municipality as an additional insured thereunder. Such insurance shall include permission to conduct displays of pyrotechnic special effects fireworks or display fireworks. Such insurance policy shall contain an endorsement to provide The Nation Municipality with (30) days prior written notice of cancellation or of a material change that would diminish coverage, and a Certificate of Insurance evidencing such insurance coverage shall be provided to the Nation Municipality prior to the issuance of a permit.

Indemnification

49. The applicant shall indemnify and save harmless The Nation Municipality from any and all claims, demands, causes of action, loss, costs or damages that The Nation

Municipality may suffer, incur or be liable for resulting from the performance of the applicant as set out in the by-law, whether with or without negligence on the part of the applicant, or the applicant's employees, directors, contractors and agents.

General Regulations

50. Every holder of a display fireworks permit shall produce his or her permit upon being so directed by the Fire Chief or Manager of Municipal By-law Enforcement, or any of their delegates.
51. Every holder of a pyrotechnic special effect fireworks permit shall produce his or her permit upon being so directed by the Fire Chief or Manager of Municipal By-law Enforcement, or any of their delegates.

Offences and Penalties

52. Every person who contravenes any of the provisions of this by-law is guilty of an offence.
53. Every person who is convicted of an offence under this by-law is liable to a fine as provided for in the *Provincial Offense Act*, R.S.O. 1990, Chapter p.33.

Short Title

54. This by-law may be referred to as the "Fireworks and Flying Lanterns By-Law".

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 27TH DAY OF SEPTEMBER 2020.

François St. Amour, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 27-2022

BEING a By-Law to amend By-Law No. 115-2021 regarding the use of fireworks and flying lanterns in The Nation Municipality.

WHEREAS, the By-law Enforcement Department has recommended making certain amendments to By-law number 115-2021;

AND WHEREAS, Council deems it advisable to amend By-law number 115-2021 based on careful review of the recommendations received;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1) That Section 25 be amended as follows:

“Subject to section 24, a person eighteen (18) years of age or older may discharge consumer fireworks on any land belonging to him or her or on any other privately owned land provided that the owner thereof has given permission for such the discharge of consumer fireworks as permitted in this by-law.”

2) That Section 38 be amended as follows:

“Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the holding of a display of Display Fireworks under a permit issued under this by-law:

- i. The permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
- ii. The permit holder shall supervise the display of display fireworks;
- iii. The permit holder shall discharge the display fireworks;
- iv. Every permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and
- v. The permit holder shall comply at all times with the provisions of the Act, FPPA and the Display Fireworks Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication

3) That Section 45 be amended as follows:

“Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the holding of a display of pyrotechnic special effect fireworks under a permit issued under this by-law:

- i. the permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
- ii. the permit holder shall supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks;
- iii. the permit holder shall discharge the pyrotechnic special effect fireworks;
- iv. the permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and

- v. the permit holder shall comply at all times with the requirements of the Act, FPPA and the Pyrotechnics Special Effects Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.”

- 4) **That all other sections of By-Law No. 115-2021 shall remain the same.**

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 14TH DAY OF MARCH, 2022

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

ÉBAUCHE



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: CL-03-2022

Sujet : Réunion en avril 2022

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 14 mars 2022

Contexte

En raison de la pandémie de Covid-19, la conférence OGRA a été reportée ; la conférence se tiendra désormais du 10 au 13 août 2022.

Dates importantes en avril :

- 11 avril 2022 : séance ordinaire du conseil;
- 15 avril 2022 : Vendredi Saint (les bureaux sont fermés)
- 18 avril 2022 : lundi de Pâques (les bureaux sont fermés)
- 25 avril 2022 : séance ordinaire du conseil

Rapport

En raison du conflit d'horaire, nous pourrions reporter la réunion ordinaire prévue le 11 avril 2022 au 4 avril 2022.

Considérations financières

Aucune.

Recommandation

Qu'il soit résolu que les membres du conseil approuvent le changement d'horaire pour les réunions du conseil d'avril et que la réunion prévue pour le 11 avril soit reportée au 4 avril 2022.

Pièces jointes

Aucune

Leroux Consultant

Eric Leroux

655, Rue Albert Plantagenet, Ontario K0B 1L0

Cell: (613) 223-9824

February 28th, 2022

File Reference 2022-0204

3248 county Road 9

Fournier, Ontario

K0A 1G0

Attention : Ms. Joanne Bougie-Normand

RE : Drainage Superintendent Duties

Dear Ms. Bougie-Normand

Please find enclosed a brief description of work performed for the period between from February 1st to February 28th, 2022.

General Drainage concerns

- 1) We have worked to assist the clerk and finance department by providing the land owners list within the watersheds of every municipal drains we have completed work in 2021. This process has been completed and schedules have been sent to the Treasurer before the end of February. We sent two municipal drains schedules to be reviewed to have an exact agricultural grant application as only they can have access to the property landowners in the North Stormont municipality. They have the upper end of the Whissel Creek and the West Branch of the Butternut municipal drains, and the initiator to the lower end usually applies for agricultural grant.
- 2) I had many questions or requests to meet to discuss the Mill Creek's new engineer's report as the landowners in the watershed had received the electronic copies by mail. I also brought a few paper copies to some landowners that couldn't or wouldn't be able to get it at the municipal office. I very glad to say that every discussion or meeting with landowners have been very respectful even for the landowners having very high cost because they owned lots of land within the watershed. The Champlain municipal staff had made a digital file that all involved can communicate and has the information called in from landowners to be able to answer back or to give feedback to landowners as they came in. This was a great initiative for the process to move smoothly, hat off to the creators, and all involved! We have been receiving fewer requests for information after the first two weeks. I have contacted some agencies and road departments in regards to the

maintenance area allowance along the drain and will need to contact a landowner as soon as this information is received, and that is the only specific request with no answer yet, but it should be in very soon.

I will have to speak with a few owners were some changed will be need to the schedule because of land severances that happened during the process, but had not been updated along the way.

- 3) I had the municipal excavator moved to the Shane municipal drain to razor the north side and clear the smaller brush and dead trees on the south side. I spoke with the land owner on the south side to ask if he would like to keep the larger trees to be used as fire wood, and he came to cut them down. I will have a meeting with the watershed later this spring to plan having erosion control measures installed on sections of the side slopes being eroded away.
- 4) I have reviewed some land severances requests to send my recommendations to the planning department in order to update schedules of assessments of municipal drain watersheds engineer's reports.
- 5) I reviewed the By-law draft to appoint an engineer to draft a new report that would reflect the changes made to the existing drain and would also have to review the watershed of the Adam and Quirouette watersheds.

Hoping the above is to your satisfaction, I remain.

Yours truly,



Eric Leroux
Leroux Consultant



**THE CORPORATION OF THE CITY OF SARNIA
City Clerk's Department**

255 Christina Street N. PO Box 3018
Sarnia ON Canada N7T 7N2
519-332-0330 (phone) 519-332-3995 (fax)
519-332-2664 (TTY)
www.sarnia.ca clerks@sarnia.ca

February 15, 2022

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto ON M7A 1A1

Dear Premier,

RE: Dissolve Ontario Land Tribunal

At its meeting held on February 7, 2022, Sarnia City Council adopted the following resolution with respect to the Ontario Land Tribunal:

Whereas Municipalities across this province collectively spend millions of dollars of taxpayer money and municipal resources developing Official Plans that meet current Provincial Planning Policy; and

Whereas an Official Plan is developed through months of public consultation to ensure, "that future planning and development will meet the specific needs of (our) community"; and

Whereas our Official Plan includes zoning provisions that encourage development of the "missing middle" or "gentle density" to meet the need for attainable housing in our community; and

Whereas our Official Plan is ultimately approved by the province; and

Whereas it is within the legislative purview of Municipal Council to approve Official Plan amendments or Zoning By-law changes

that better the community or fit within the vision of the City of Sarnia's Official Plan; and

Whereas it is also within the legislative purview of Municipal Council to deny Official Plan amendments or Zoning By-law changes that do not better the community or do not fit within the vision of the City of Sarnia's Official Plan; and

Whereas municipal planning decisions may be appealed to the Ontario Land Tribunal (OLT; formerly the Ontario Municipal Board or "OMB"), an unelected, appointed body that is not accountable to the residents of the City of Sarnia; and

Whereas the OLT has the authority to make a final decision on planning matters based on a "best planning outcome" and not whether the proposed development is in compliance with municipal Official Plans and Provincial Planning Policy; and

Whereas all decisions—save planning decisions—made by Municipal Council are only subject to appeal by judicial review and such appeals are limited to questions of law and or process; and

Whereas Ontario is the only province in Canada that empowers a separate adjudicative tribunal to review and overrule local decisions applying provincially approved plans; and

Whereas towns and cities across this Province are repeatedly forced to spend millions of dollars defending Official Plans that have already been approved by the province in expensive, time consuming and ultimately futile OLT hearings; and

Whereas lengthy, costly OLT hearings act as a barrier to the development of attainable housing;

Now Therefore Be It Hereby Resolved That The City of Sarnia requests the Government of Ontario to dissolve the OLT immediately thereby eliminating one of the most significant sources of red tape delaying the development of more attainable housing in Ontario; and

Be It Further Resolved That a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of

Municipal Affairs and Housing, the Leader of the Opposition, the Leaders of the Liberal and Green Party, all MPPs in the Province of Ontario; the Large Urban Mayors' Caucus of Ontario, the Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario; and

Be It Further Resolved That a copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.

Your favorable consideration of this request is respectfully requested.

Yours sincerely,



Amy Burkhart
City Clerk

Cc: Minister of Municipal Affairs and Housing
Leader of the Opposition
Leaders of the Liberal and Green Party
MPPs in the Province of Ontario
Large Urban Mayors' Caucus of Ontario
Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario
AMO
All Ontario Municipalities



February 18, 2022

Hon. Doug Ford, Premier of Ontario
Premier's Office
Room 281
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, Ontario M7A 2J3

Sent via email: doug.fordco@pc.ola.org

Re: Dissolution of the Ontario Land Tribunal, Town of Gravenhurst

Dear Premier Ford

At the Town of Gravenhurst Council meeting of Tuesday February 15, 2022, Council passed the following motion:

WHEREAS Municipalities across this province collectively spend millions of dollars of taxpayer money and municipal resources developing Official Plans that meet current Provincial Planning Policy;

AND WHEREAS an Official Plan is developed through months of public consultation to ensure, "that future planning and development will meet the specific needs of (our) community";

AND WHEREAS our Official Plan includes provisions that encourage developments to meet the need for attainable housing in our community;

AND WHEREAS our Official Plan includes provisions that encourage developments to meet certain environmental standards which are voided by the Provincial Policy Statement;

AND WHEREAS our Official Plan is ultimately approved by the District of Muskoka, as delegated from the Province, in accordance with the Planning Act;

AND WHEREAS it is within the legislative purview of Municipal Council to adopt Official Plan amendments or approve Zoning By-law changes that better the community or fit within the vision of the Town of Gravenhurst Official Plan;



AND WHEREAS it is also within the legislative purview of Municipal Council to deny Official Plan amendments or Zoning By-law changes that do not better the community or do not fit within the vision of the Town of Gravenhurst Official Plan;

AND WHEREAS municipal planning decisions may be appealed to the Ontario Land Tribunal (OLT; formerly the Ontario Municipal Board or “OMB”), an unelected, appointed body that is not accountable to the residents of the Town of Gravenhurst;

AND WHEREAS the OLT has the authority to make a final decision on planning matters based on a “best planning outcome” and not whether the proposed development is in conformity with municipal Official Plans and consistent with Provincial Planning Policy;

AND WHEREAS all decisions—save planning decisions—made by Municipal Councils are only subject to appeal by judicial review and such appeals are limited to questions of law and or process;

AND WHEREAS Ontario is the only province in Canada that empowers a separate adjudicative tribunal to review and overrule local decisions applying provincially approved plans;

AND WHEREAS municipalities across this Province are repeatedly forced to spend millions of dollars defending Official Plans that have already been approved by the province or their designate in expensive, time consuming and ultimately futile OLT hearings;

AND WHEREAS lengthy, costly OLT hearings act as a barrier to the development of attainable housing;

AND WHEREAS the existence of the OLT acts as a barrier that restricts municipalities from protecting the environment from development that is uncharacteristic of its community;



NOW THEREFOR BE IT RESOLVED THAT:

1. The Town of Gravenhurst requests the Government of Ontario dissolve the OLT immediately thereby eliminating one of the most significant sources of red tape delaying the development of more attainable housing, and restricting a municipality's ability to enforce self-determined environmentally-friendly development policies in Ontario;
2. A copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Leader of the Opposition, the Leaders of the Liberal and Green Party, all MPPs in the Province of Ontario; the Large Urban Mayors' Caucus of Ontario, the Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario; and,
3. A copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.
4. A suitable alternative appeal process be investigated by the Province utilizing an elected board of appeal

Sincerely,

Kayla Thibeault
Director of Legislative Services / Clerk
Town of Gravenhurst
KT/ds

cc.

Hon. Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing steve.clark@pc.ola.org

Andrea Horwath, Leader of the Official Opposition horwatha-qp@ndp.on.ca

Mike Schreiner, Leader of the Ontario Green Party Mschreiner@ola.org

Steven Del Duca, Leader of the Ontario Liberal Party info.leader@ontarioliberal.ca

Ontario Members of Provincial Parliament

Large Urban Mayor's Caucus of Ontario info@ontariobigcitymayors.ca

Small Urban GTHA Mayors of Ontario

Regional Chairs of Ontario

Association of Municipalities of Ontario (AMO) resolutions@amo.on.ca

All Ontario Municipalities

February 9, 2022

The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario
Via Email

Re: Dissolve Ontario Land Tribunal

Please be advised that Council for the Town of Halton Hills at its meeting of Monday, February 7, 2022, adopted the following Resolution:

Resolution No. 2022-0020

WHEREAS Municipalities across this province collectively spend millions of dollars of taxpayer money and municipal resources developing Official Plans that meet current Provincial Planning Policy;

AND WHEREAS an Official Plan is developed through months of public consultation to ensure, "that future planning and development will meet the specific needs of the Town of Halton Hills community";

AND WHEREAS our Official Plan includes provisions that encourage development of the "missing middle" or "gentle density" to meet the need for attainable housing in our community;

AND WHEREAS our Official Plan is ultimately approved by the province;

AND WHEREAS it is within the legislative purview of Municipal Council to approve Official Plan amendments or Zoning By-law changes that better the community or fit within the vision of Town of Halton Hills Official Plan;

AND WHEREAS it is also within the legislative purview of Municipal Council to deny Official Plan amendments or Zoning By-law changes that do not better the community or do not fit within the vision of the Town of Halton Hills Official Plan;

AND WHEREAS municipal planning decisions may be appealed to the Ontario Land Tribunal (OLT; formerly the Ontario Municipal Board or "OMB"), an unelected, appointed body that is not accountable to the residents of the Town of Halton Hills;

AND WHEREAS the OLT has the authority to make a final decision on planning matters based on a "best planning outcome" and not whether the proposed development is in compliance with municipal Official Plans;

1 Halton Hills Drive, Halton Hills, Ontario L7G 5G2

Tel: 905-873-2600

Toll Free: 1-877-712-2205
haltonhills.ca

Fax: 905-873-2347

AND WHEREAS all decisions—save planning decisions—made by Municipal Council are only subject to appeal by judicial review and such appeals are limited to questions of law and or process;

AND WHEREAS Ontario is the only province in Canada that empowers a separate adjudicative tribunal to review and overrule local decisions applying provincially approved plans;

AND WHEREAS towns and cities across this Province are repeatedly forced to spend millions of dollars defending Official Plans that have already been approved by the province in expensive, time consuming and ultimately futile OLT hearings;

AND WHEREAS lengthy, costly OLT hearings add years to the development approval process and act as a barrier to the development of attainable housing;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Council for the Town of Halton Hills requests the Government of Ontario to dissolve the OLT immediately thereby eliminating one of the most significant sources of red tape delaying the development of more attainable housing in Ontario;

AND FURTHER THAT a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Leader of the Opposition, the Leaders of the Liberal and Green Party, all MPPs in the Province of Ontario; the Large Urban Mayors' Caucus of Ontario, the Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario;

AND FURTHER THAT a copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.

CARRIED

Attached for your information is a copy of Resolution No. 2022-0020.

If you have any questions, please contact Valerie Petryniak, Town Clerk for the Town of Halton Hills at 905-873-2600 ext. 2331 or valeriep@haltonhills.ca.

Yours truly,



Melissa Lawr
Deputy Clerk – Legislation

1 Halton Hills Drive, Halton Hills, Ontario L7G 5G2

Tel: 905-873-2600

Toll Free: 1-877-712-2205
haltonhills.ca

Fax: 905-873-2347

- cc. Minister of Municipal Affairs and Housing
Leader of the Opposition
Leaders of the Liberal and Green Party
MPPs in the Province of Ontario
Large Urban Mayor's Caucus of Ontario
Small Urban GTHA Mayors
Regional Chairs of Ontario
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
All Ontario Municipalities

1 Halton Hills Drive, Halton Hills, Ontario L7G 5G2

Tel: 905-873-2600

Toll Free: 1-877-712-2205
haltonhills.ca

Fax: 905-873-2347



**THE CORPORATION
OF
THE TOWN OF HALTON HILLS**

Resolution No.: 2022-0020

Title: Dissolve Ontario Land Tribunal

Date: February 7, 2022

Moved by: Mayor R. Bonnette

Seconded by: Councillor C. Somerville

Item No. 15.2

WHEREAS Municipalities across this province collectively spend millions of dollars of taxpayer money and municipal resources developing Official Plans that meet current Provincial Planning Policy;

AND WHEREAS an Official Plan is developed through months of public consultation to ensure, "that future planning and development will meet the specific needs of the Town of Halton Hills community";

AND WHEREAS our Official Plan includes provisions that encourage development of the "missing middle" or "gentle density" to meet the need for attainable housing in our community;

AND WHEREAS our Official Plan is ultimately approved by the province;

AND WHEREAS it is within the legislative purview of Municipal Council to approve Official Plan amendments or Zoning By-law changes that better the community or fit within the vision of Town of Halton Hills Official Plan;

AND WHEREAS it is also within the legislative purview of Municipal Council to deny Official Plan amendments or Zoning By-law changes that do not better the community or do not fit within the vision of the Town of Halton Hills Official Plan;

AND WHEREAS municipal planning decisions may be appealed to the Ontario Land Tribunal (OLT; formerly the Ontario Municipal Board or “OMB”), an unelected, appointed body that is not accountable to the residents of the Town of Halton Hills;

AN WHEREAS the OLT has the authority to make a final decision on planning matters based on a “best planning outcome” and not whether the proposed development is in compliance with municipal Official Plans;

AND WHEREAS all decisions—save planning decisions—made by Municipal Council are only subject to appeal by judicial review and such appeals are limited to questions of law and or process;

AND WHEREAS Ontario is the only province in Canada that empowers a separate adjudicative tribunal to review and overrule local decisions applying provincially approved plans;

AND WHEREAS towns and cities across this Province are repeatedly forced to spend millions of dollars defending Official Plans that have already been approved by the province in expensive, time consuming and ultimately futile OLT hearings;

AND WHEREAS lengthy, costly OLT hearings add years to the development approval process and act as a barrier to the development of attainable housing;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Council for the Town of Halton Hills requests the Government of Ontario to dissolve the OLT immediately thereby eliminating one of the most significant sources of red tape delaying the development of more attainable housing in Ontario;

AND FURTHER THAT a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Leader of the Opposition, the Leaders of the Liberal and Green Party, all MPPs in the Province of Ontario; the Large Urban Mayors’ Caucus of Ontario, the Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario;

AND FURTHER THAT a copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Rick Bonnette", written over a horizontal line.

Mayor Rick Bonnette



1514 County Road 2, P.O. Box 130, Mallorytown, ON K0E 1R0
T 613.923.2251 · F 613.923.2421
www.Mallorytown.ca

February 14, 2022

via email premier@ontario.ca

The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A7

Dear Premier Ford:

Please be advised, at their regular meeting on the evening of February 7, 2022, the Council of the Township of Front of Yonge passed the following motion:

"Moved by Gail Williams and seconded by Carson Massey:

WHEREAS Municipalities across this province collectively spend millions of dollars of taxpayer money and municipal resources developing Official Plans that meet current Provincial Planning Policy; and

WHEREAS an Official Plan is developed through months of public consultation to ensure, "that future planning and development will meet the specific needs of (our) community"; and

WHEREAS our Official Plan includes provisions that encourage development of the "missing middle" or "gentle density" to meet the need for attainable housing in our community; and

WHEREAS our Official Plan is ultimately approved by the province; and

WHEREAS it is within the legislative purview of Municipal Council to approve Official Plan amendments or Zoning By-law changes that better the community or fit within the vision of the Township of Front of Yonge's Official Plan; and

WHEREAS it is also within the legislative purview of Municipal Council to deny Official Plan amendments or Zoning By-law changes that do not better the community or do not fit within the vision of the Township of Front of Yonge's Official Plan; and

WHEREAS municipal planning decisions may be appealed to the Ontario Land Tribunal (OLT; formerly the Ontario Municipal Board or “OMB”), an unelected, appointed body that is not accountable to the residents of the Township of Front of Yonge; and

WHEREAS the OLT has the authority to make a final decision on planning matters based on a “best planning outcome” and not whether the proposed development is in compliance with municipal Official Plans; and

WHEREAS all decisions—save planning decisions—made by Municipal Council are only subject to appeal by judicial review and such appeals are limited to questions of law and or process; and

WHEREAS Ontario is the only province in Canada that empowers a separate adjudicative tribunal to review and overrule local decisions applying provincially approved plans; and

WHEREAS towns and cities across this Province are repeatedly forced to spend millions of dollars defending Official Plans that have already been approved by the province in expensive, time consuming and ultimately futile OLT hearings; and

WHEREAS lengthy, costly OLT hearings add years to the development approval process and act as a barrier to the development of attainable housing;

1. **NOW THEREFORE BE IT HEREBY RESOLVED** That the Township of Front of Yonge requests the Government of Ontario to dissolve the OLT immediately thereby eliminating one of the most significant sources of red tape delaying the development of more attainable housing in Ontario; and
2. **BE IT FURTHER RESOLVED THAT** a copy of this Motion be sent to the Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing, the Leader of the Opposition, the Leaders of the Liberal and Green Party, all MPPs in the Province of Ontario; the Large Urban Mayors’ Caucus of Ontario, the Small Urban GTHA Mayors and Regional Chairs of Ontario; and
3. **BE IT FURTHER RESOLVED THAT** a copy of this Motion be sent to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and all Ontario municipalities for their consideration.

Carried- Roger Haley, Mayor”

Sincerely,



Jennifer Ault
Clerk

cc via email:

- Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs & Housing - steve.clark@pc.ola.org
- Honourable Andrea Horwath, Opposition Leader - ahorwath-gp@ndp.on.ca
- Honourable Steven Del Duca, Leader of the Ontario Liberal Party - info.leader@ontarioliberal.ca
- Honourable Mike Schreiner, Leader of the Ontario Green Party - mschreiner-co@ola.org
- All Ontario MPPs
- Large Urban Mayors' Caucus of Ontario
- Small Urban GTHA Mayors of Ontario
- Regional Chairs of Ontario
- Association of Municipalities of Ontario (AMO) - amo@amo.on.ca
- All Ontario municipalities



CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY

MOVED BY Sam McDonell

RESOLUTION NO 36-2022

SECONDED BY Stephanie Jaworski

DATE February 7, 2022

BE IT RESOLVED THAT the Council of the Township of South Glengarry hereby supports Prince Edward County's call for government action concerning the current legislation and regulations surrounding municipal requirements to take over and maintain abandoned operating cemeteries;

AND FURTHERMORE that a copy of this resolution be sent to the Minister of Government & Consumer Services, ROMA, the Eastern Ontario Wardens Caucus and all Ontario municipalities.

CARRIED DEFEATED POSTPONED

Mayor Lyle Warden

Recorded Vote:	Yes	No
Mayor Warden	___	___
Deputy Jaworski	___	___
Councillor Lang	___	___
Councillor McDonell	___	___
Councillor Luck	___	___

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 27-2022

BEING a By-Law to amend By-Law No. 115-2021 regarding the use of fireworks and flying lanterns in The Nation Municipality.

WHEREAS, the By-law Enforcement Department has recommended making certain amendments to By-law number 115-2021;

AND WHEREAS, Council deems it advisable to amend By-law number 115-2021 based on careful review of the recommendations received;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1) That Section 25 be amended as follows:

“Subject to section 24, a person eighteen (18) years of age or older may discharge consumer fireworks on any land belonging to him or her or on any other privately owned land provided that the owner thereof has given permission for such the discharge of consumer fireworks as permitted in this by-law.”

2) That Section 38 be amended as follows:

“Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the holding of a display of Display Fireworks under a permit issued under this by-law:

- i. The permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
- ii. The permit holder shall supervise the display of display fireworks;
- iii. The permit holder shall discharge the display fireworks;
- iv. Every permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and
- v. The permit holder shall comply at all times with the provisions of the Act, FPPA and the Display Fireworks Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication

3) That Section 45 be amended as follows:

“Every permit holder shall comply with the following conditions, which applies to the holding of a display of pyrotechnic special effect fireworks under a permit issued under this by-law:

- i. the permit is valid only for the display at the place and on the date or dates set forth in the permit;
- ii. the permit holder shall supervise the display of pyrotechnic special effect fireworks;
- iii. the permit holder shall discharge the pyrotechnic special effect fireworks;
- iv. the permit holder shall provide and maintain fully operational fire extinguishing equipment ready for immediate use; and

- v. the permit holder shall comply at all times with the requirements of the Act, FPPA and the Pyrotechnics Special Effects Manual published by Natural Resources Canada or any successor publication.”

- 4) **That all other sections of By-Law No. 115-2021 shall remain the same.**

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 14TH DAY OF MARCH, 2022

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY
BY-LAW NO. 55-2022**

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M316, on a Street legally named ADAM STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the written request from JACQUES BELISLE & FILS CONSTRUCTION LTEE. dated March 4, 2022, it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 32, Registered Plan 50M316;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT LOT 32, Registered Plan 50M316, being Parts 1, 2 and 6 on Reference Plan 50R11290, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.

b) THAT LOT 32, Registered Plan 50M316, being Parts 3, 4 and 5 on Reference Plan 50R11290, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on November 30, 2023 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 14 DAY OF MARCH 2022.

FRANCOIS ST-AMOUR, Mayor

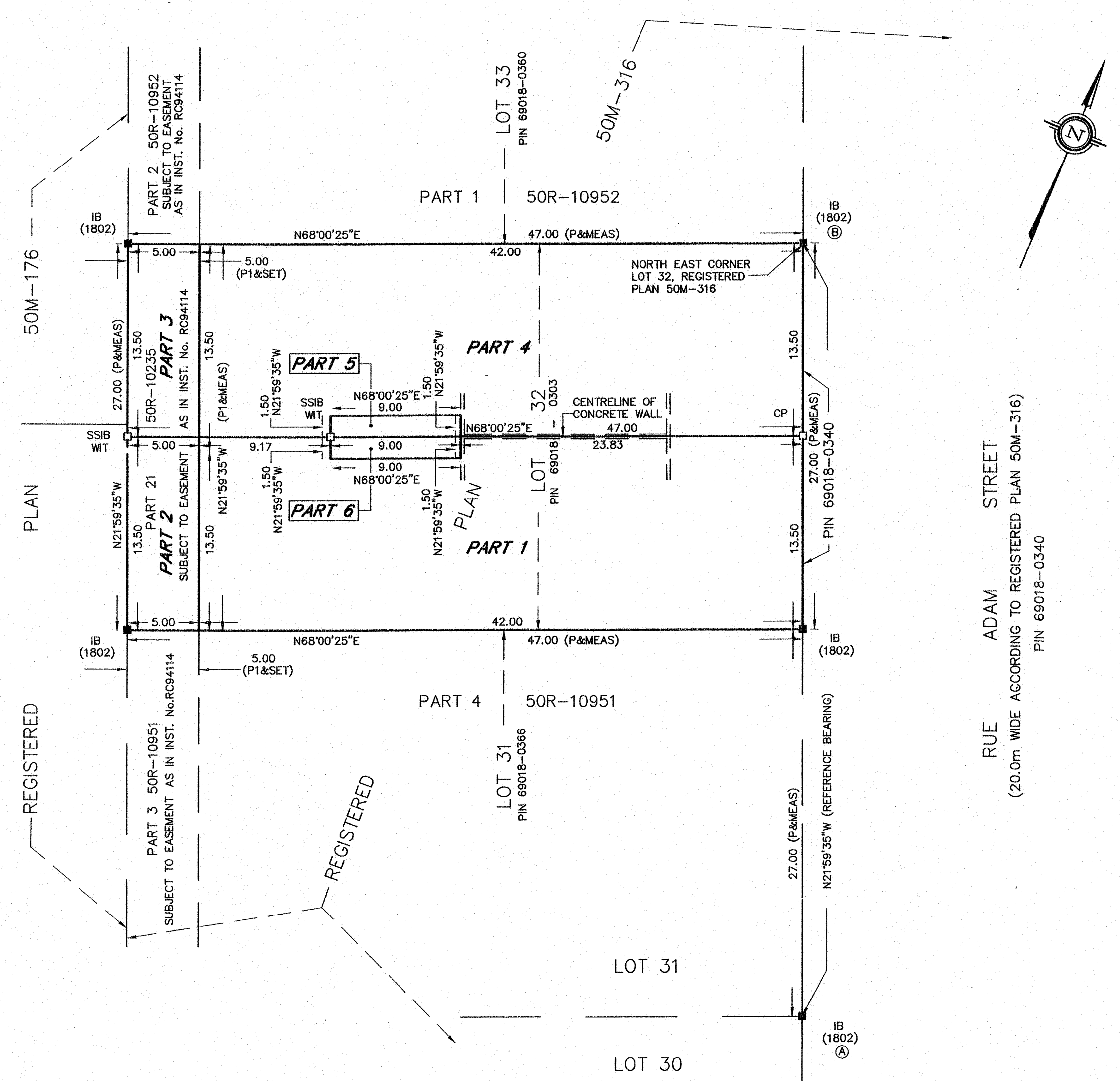
JOSEE BRIZARD, Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

**United Counties of Prescott and
Russell**

LOT 3
PIN 69018-0003

LOT 4
PIN 69018-0004



I REQUIRE THIS PLAN TO BE DEPOSITED UNDER THE LAND TITLES ACT.

PLAN 50R-11290

RECEIVED AND DEPOSITED

March 01, 2022

March 03, 2022

KIM C. ADAMS
ONTARIO LAND SURVEYOR

REPRESENTATIVE FOR
LAND REGISTRAR FOR THE
LAND TITLES DIVISION OF
RUSSELL No. 50

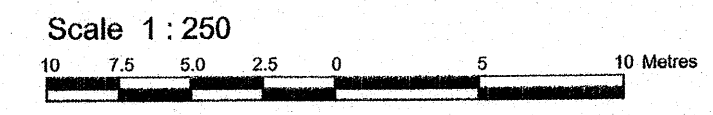
SCHEDULE

PART	LOT	PLAN	P.I.N.	AREA
1				621.0 m ²
2				
3				
4	ALL OF 32	50M-316	ALL OF 69018-0303	634.5 m ²
5				
6				13.5 m ²

NOTE: PARTS 2 AND 3 SUBJECT TO EASEMENT AS IN INST. No. RC94114.

PLAN
OF SURVEY OF

LOT 32
REGISTERED PLAN 50M-316
GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF CAMBRIDGE
NOW IN THE NATION MUNICIPALITY
COUNTY OF RUSSELL, ONTARIO
K. ADAMS SURVEYING LTD., 2019



METRIC:
DISTANCES AND COORDINATES SHOWN ON THIS PLAN ARE IN METRES AND CAN BE CONVERTED TO FEET BY DIVIDING BY 0.3048.

BEARING NOTE:
BEARINGS ARE UTM GRID, DERIVED FROM OBSERVED REFERENCE (POINTS) A AND B, SHOWN HEREON, BY REAL TIME NETWORK (RTN) (OBSERVATIONS AND) REFERRED TO THE CENTRAL MERIDIAN OF UTM ZONE 18 (75° WEST LONGITUDE) NAD 83 (CSRS), (2010.0).

DISTANCE NOTE:
DISTANCES ON THIS PLAN ARE GROUND AND CAN BE CONVERTED TO GRID BY MULTIPLYING BY A COMBINED SCALE FACTOR OF (0.999595673).

INTEGRATION DATA:

COORDINATES WERE DERIVED FROM REAL TIME NETWORK OBSERVATIONS (USING THE CAN-NET) NETWORK UTM, ZONE 18, NAD83 (CSRS), (2010.0)

COORDINATES TO RURAL ACCURACY PER SEC 14(2) OF O.REG 216/10

ORP	NORTHING	EASTING
(A)	5011248.3	490925.9
(B)	5011298.3	490905.7

COORDINATES CANNOT, IN THEMSELVES, BE USED TO RE-ESTABLISH CORNERS OR BOUNDARIES SHOWN ON THIS PLAN.

LEGEND & NOTES : (IF APPLICABLE)

- | | | | |
|------|---------------------------------|-------|----------------------------------|
| ■ | DENOTES FOUND MONUMENTS | ORP | DENOTES OBSERVED REFERENCE POINT |
| □ | DENOTES SET MONUMENTS | IP | DENOTES IRON PIPE |
| IB | DENOTES IRON BAR | OU | DENOTES ORIGIN UNKNOWN |
| SIB | DENOTES STANDARD IRON BAR | MEAS. | DENOTES MEASURED |
| SSIB | DENOTES SHORT STANDARD IRON BAR | PROP | DENOTES PROPORTIONED |
| CC | DENOTES CUT CROSS | CP | DENOTES CONCRETE PIN |
| N&W | DENOTES NAIL & WASHER | P | DENOTES REGISTERED PLAN 50M-316 |
| WT | DENOTES WITNESS | P1 | DENOTES PLAN 50R-10235 |

SURVEYOR'S CERTIFICATE:

I HEREBY CERTIFY THAT :

- THIS PLAN AND SURVEY ARE CORRECT AND IN ACCORDANCE WITH THE SURVEYS ACT, THE SURVEYORS ACT AND THE LAND TITLES ACT AND THE REGULATIONS MADE UNDER THEM.
- THE SURVEY WAS COMPLETED ON THE 21st DAY OF DECEMBER, 2021

DATED : March 01, 2022

KIM C. ADAMS
ONTARIO LAND SURVEYOR

FROM THE OFFICE OF
K. ADAMS SURVEYING LTD.

INGLESIDE, ONTARIO
TEL: (613) 537 - 9898 FAX: (613) 537 - 9797
E mail : kcadams@bell.net

SCALE: 1:250	DRAWN: Y.B.	FIELD: K.A.	CHECKED: K.A.	FIELD: RUSS-PL 50M-316 JOB: 21-609-33
-----------------	----------------	----------------	------------------	--

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No. 56-2022

Being a by-law to amend By-law N° 49-2021 in order to add a municipal road as exemption from the reduced loads period restriction of The Nation Municipality.

WHEREAS that the provisions of subsections 1,2, 3, 4 and 7 of Section 122 of the Highway Traffic Act , R.S.O. 1990, Chapter 8, shall apply to all highways under the jurisdiction of The Nation Municipality.

WHEREAS that reduced load period is deemed necessary for the protection of certain highways in The Nation Municipality.

AND WHEREAS, Council deems it necessary to amend Section 2, of the Highway Traffic Act , R.S.O. 1990, Chapter 8 of the Highway Traffic Act , R.S.O. 1990, Chapter 8 of the Highway Traffic Act , R.S.O. 1990, Chapter 8 to provide for an exemption of a certain road from the reduced load provisions in Schedule B;

AND WHEREAS, Council deems it necessary to amend By-law N° 49-2021, enacted by the Corporation of The Nation Municipality to add a roadway to the list of exemptions;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1. That Schedule "B" of By-law 49-2021 be repealed and replaced with the Schedule "B" hereto attached;
2. That all other provisions of By-law 49-2021 remain in effect;

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 14th DAY OF MARCH, 2022.

François St-Amour, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

Seal

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No. 56-2022

SCHEDULE "B"

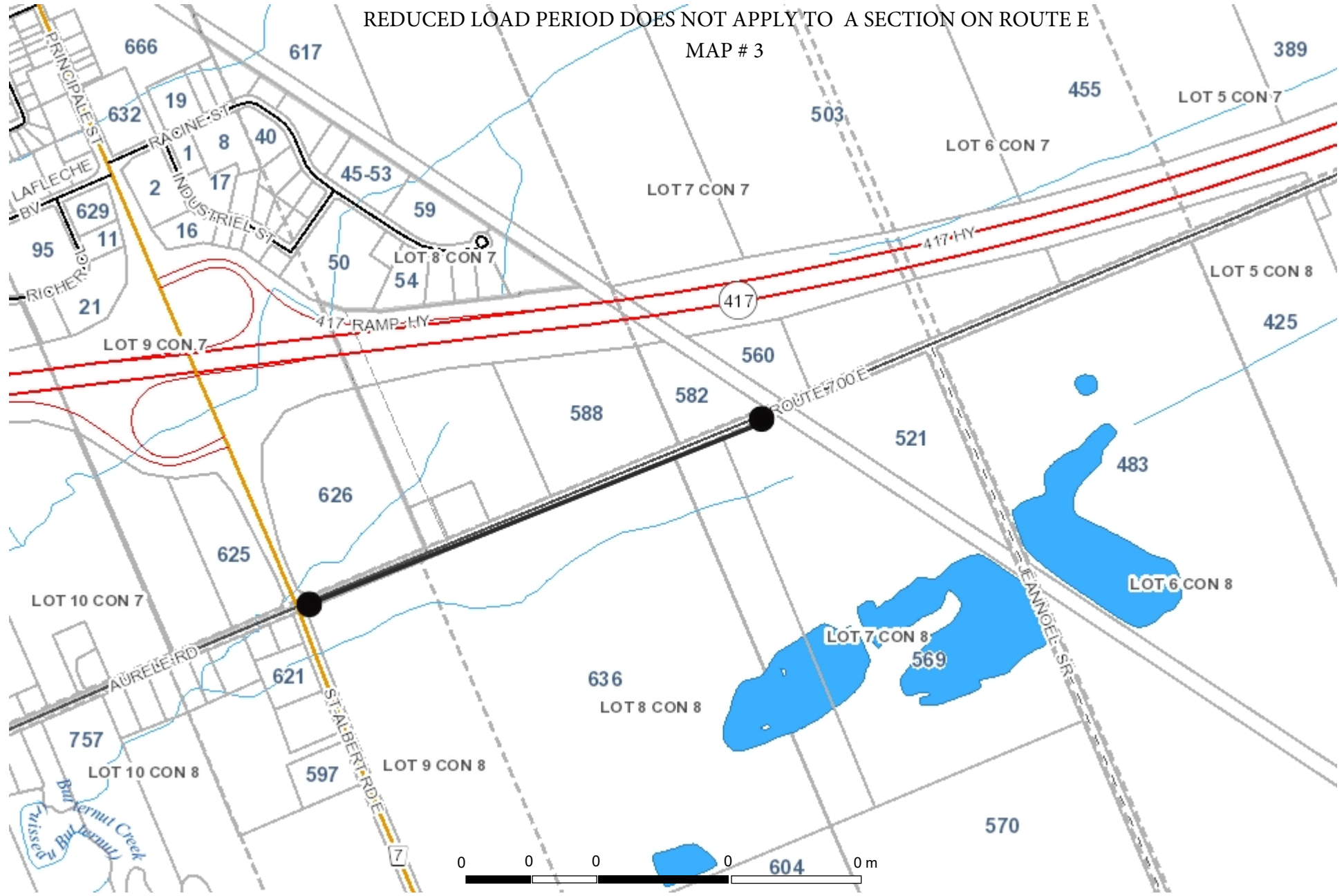
The municipal road described below is hereby exempt from the reduced loads period:

EAST SECTOR OF THE MUNICIPALITY	
Road Name	From and TO
Concession 21 Road	From Ste-Catherine Street travelling westerly after the entrance of the civic address 3871 in Concession 21 Lots 7 and 8, Concession 20 Reference: Map # 1 - St-Isidore area
WEST SECTOR OF THE MUNICIPALITY	
Road Name	FROM AND TO
Calypso Street	From Limoges Road easterly up to the railway Lots 24 to 30, between concessions 3 and 4 Reference: Map # 2 - Limoges area
Pommainville Road	From Calypso Street to Antoine Road Lots 24 and 25, concession 4 Reference: Map # 2 - Limoges area
Innovation Park	From Pommainville Road including Stamp, Joiner and Innovation Roads Lot 24, Concession 4 Reference: Map # 2 - Limoges area
Route 700 East	From County Road 7 going east up to the railway Pt. Lot 7 to Lot 9 between concessions 7-8 Reference Map # 3 - Casselman area

Revised on March 14-2022.

BY-LAW NO. 56-2022

REDUCED LOAD PERIOD DOES NOT APPLY TO A SECTION ON ROUTE E
MAP # 3



Map generated by UCPR A la Carte web mapping application. The United Counties of Prescott and Russell disclaims all responsibility for errors, omissions or inaccuracies in this publication. Do not rely on it as being a precise indicator of routes or location of features. Produced by UCPR under Licence with the OMNR. © Queen's Printer for Ontario, 2021. © 2021 United Counties of Prescott and Russell, All rights reserved.

February 23, 2022
9:47:12 AM



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 57-2022

BEING a By-Law of the Corporation of The Nation Municipality to appoint a Treasurer.

WHEREAS, the Municipal Act, 2001, as amended, Section 286 states that the Council shall appoint a Treasurer who is responsible for handling all of the financial affairs of the municipality on behalf of and in the manner directed by the council of the municipality as set out in Section 286 (a) to (g).

AND WHEREAS, Mrs. Nadia Lockhart-Knebel and the Council of The Nation Municipality are about to enter into an agreement of employment under certain terms and conditions whereby Mrs. Nadia Lockhart-Knebel shall become Treasurer of the Municipality.

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That Nadia Lockhart-Knebel be and is hereby appointed as Treasurer on the date of passing this by-law.
- 2) That the duties of the position shall be as set out in the Municipal Act, 2001, as amended, Section 286 (a) to (g).
- 3) The salary, working conditions and employment benefits of the said Treasurer shall be in accordance with the employment agreement and job description signed under separate cover.
- 4) That the said Treasurer shall sign a "Declaration of Appointed Office" attached to and forming part of this By-Law as Schedule "A".
- 5) That By-Law No. 119-2018 is hereby rescinded.

**READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL
THIS 14TH DAY OF MARCH 2022.**

Francois St. Amour, Mayor

Josée Brizard, Clerk

SEAL

Schedule "A" to By-Law No. 57-2022

Declaration of Appointed Office

I, Nadia Lockhart-Knebel, do solemnly promise and declare that I will truly, faithfully and impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the office of Treasurer of the Corporation of The Nation Municipality to which I have been appointed; that I have not received and will not receive any payment or reward, or promise thereof, for the exercise of any partiality or malversation or any other undue execution of such office, and that I have not by myself or partner, either directly or indirectly, any interest in any contract with or on behalf of the Corporation except that arising out of my office as Treasurer.

Nadia Lockhart-Knebel

Josée Brizard, Clerk

March 14, 2022

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 03/02/2022 To 03/15/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
12547	C	03/15/2022	81	UNISYNC GROUP LIMITED	\$2,073.55	O
12548	C	03/15/2022	248	LEGAULT MARCEL	\$50.00	O
12549	C	03/15/2022	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$563.87	O
12550	C	03/15/2022	294	MINISTRY OF TRANSPORTATION	\$16.50	O
12551	C	03/15/2022	369	DELTA POWER EQUIPMENT	\$7,464.12	O
12552	C	03/15/2022	430	WINDSOR SALT LTD.	\$52,326.92	O
12553	C	03/15/2022	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$158.20	O
12554	C	03/15/2022	669	BANQUE ALIMENTAIRE C.C.S.	\$750.00	O
12555	C	03/15/2022	684	QUATROSENSE ENVIRONMENTAL LTD	\$497.20	O
12556	C	03/15/2022	858	QUENNEVILLE SYLVAIN	\$450.00	O
12557	C	03/15/2022	1093	2255505 ONTARIO INC. COB ANDERSON FIRE PROTECTION	\$226.00	O
12558	C	03/15/2022	1133	1649313 ONTARIO INC	\$24.85	O
12559	C	03/15/2022	1200	LE COIN DU LIVRE	\$1,227.22	O
12560	C	03/15/2022	1530	JACKL FARMS INC	\$50.00	O
12561	C	03/15/2022	1576	ATHLETICA SPORT SYSTEMS	\$980.49	O
12562	C	03/15/2022	1608	FIRE MARSHAL'S PUBLIC FIRE SAFETY COUNCIL	\$100.00	O
12563	C	03/15/2022	1810	1329481 ONTARIO INC.	\$491.55	O
12564	C	03/15/2022	1942	GROUPE ARCHAMBAULT INC.	\$89.46	O
12565	C	03/15/2022	2055	CITRON HYGIENE LP	\$182.15	O
12566	C	03/15/2022	2113	CORPS DE CADETS 2804 DE CASSELMAN	\$1,100.00	O
12567	C	03/15/2022	2119	MARIO LAMOUREUX	\$1,100.00	O
12568	C	03/15/2022	2157	LEGER GERALD	\$50.00	O
12569	C	03/15/2022	2794	SANI GEAR INC.	\$356.35	O
12570	C	03/15/2022	2796	HI-TECH HYDRAULIQUE	\$510.21	O
12571	C	03/15/2022	2815	INTEGRATED DESIGN ENGINEERING & ARCHITECTURE	\$12,120.63	O
12572	C	03/15/2022	2976	SEABROOK STEPHANIE	\$100.00	O
12573	C	03/15/2022	2977	VINETTE NICOLE	\$250.00	O
12574	C	03/15/2022	3062	LACROIX MARTIN	\$1,100.00	O
12575	C	03/15/2022	3081	BLANCHARD PHILIP	\$50.00	O
12576	C	03/15/2022	3082	COSATTO STEPHANIE	\$182.51	O
12577	C	03/15/2022	3083	J.M.S. RENOVATIONS LTD.	\$163.85	O
12578	C	03/15/2022	3084	FERME MIRELLA INC,	\$2,000.00	O
12579	C	03/15/2022	3085	BOILY NICOLAS	\$100.00	O
62940	E	03/15/2022	11	ABC DISPOSAL	\$508.31	O
62941	E	03/15/2022	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$87.97	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 03/02/2022 To 03/15/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
62942	E	03/15/2022	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$5,272.56	O
62943	E	03/15/2022	36	BDO DUNWOODY SRL/LLP	\$22,972.90	O
62944	E	03/15/2022	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$135.60	O
62945	E	03/15/2022	71	BYTOWN LUMBER	\$79.69	O
62946	E	03/15/2022	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$2,116.14	O
62947	E	03/15/2022	80	MAXIBURO LTEE	\$679.72	O
62948	E	03/15/2022	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$53.46	O
62949	E	03/15/2022	89	CASSELMAN CEMENT	\$613.03	O
62950	E	03/15/2022	91	CASSELMAN GAS BAR	\$363.80	O
62951	E	03/15/2022	101	LBEL INC	\$364.31	O
62952	E	03/15/2022	104	CLEARTECH INDUSTRIES INC	\$1,287.64	O
62953	E	03/15/2022	116	UNIAG COOPERATIVE	\$207.17	O
62954	E	03/15/2022	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$1,908.20	O
62956	E	03/15/2022	119	CRANE SUPPLY	\$231.99	O
62957	E	03/15/2022	145	ELECTROTEK INC	\$5,733.88	O
62958	E	03/15/2022	149	ENTRETIEN PAYSAGER RACINE	\$9,718.00	O
62959	E	03/15/2022	158	FERNAND DENIS INC	\$226.00	O
62960	E	03/15/2022	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$189.64	O
62961	E	03/15/2022	176	GAETAN AUTO BODY	\$6,854.48	O
62962	E	03/15/2022	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$797.87	O
62963	E	03/15/2022	191	HORIZON FIRE & LIFE SAFETY INC	\$344.65	O
62964	E	03/15/2022	200	IMPRIMERIE SERGE PRINTING	\$310.75	O
62965	E	03/15/2022	201	J & R ADAM LTEE	\$428.49	O
62966	E	03/15/2022	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$7,228.22	O
62967	E	03/15/2022	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$4,372.77	O
62968	E	03/15/2022	222	LA COMPAGNIE D'EDITION ANDRE PAQUETTE INC	\$949.20	O
62969	E	03/15/2022	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$6,395.72	O
62970	E	03/15/2022	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$180.69	O
62971	E	03/15/2022	255	LEROUX JEANNE	\$175.45	O
62972	E	03/15/2022	260	LES FINS BECS	\$203.40	O
62973	E	03/15/2022	264	LEVAC PROPANE INC	\$11,211.70	O
62974	E	03/15/2022	271	CECILE MAISONNEUVE	\$200.00	O
62975	E	03/15/2022	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$54,088.76	O
62976	E	03/15/2022	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$119.81	O
62977	E	03/15/2022	350	PIGEON NICHOLAS	\$248.59	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 03/02/2022 To 03/15/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
62978	E	03/15/2022	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$1,785.40	O
62979	E	03/15/2022	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$85.10	O
62980	E	03/15/2022	449	UNIPRO ST-ISIDORE	\$55.29	O
62981	E	03/15/2022	455	USTI CANADA INC	\$830.55	O
62982	E	03/15/2022	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
62983	E	03/15/2022	471	WATHIER WELDING PRODUCTS	\$635.83	O
62984	E	03/15/2022	514	GENDRON RICHARD	\$50.00	O
62985	E	03/15/2022	533	SPUEHLER SHOP	\$56.76	O
62986	E	03/15/2022	804	GAGNON WELDING & MACHINING INC	\$1,582.00	O
62987	E	03/15/2022	841	KB MEDIA CORP	\$73.45	O
62988	E	03/15/2022	1049	M&L SUPPLY FIRE & SAFETY	\$2,746.51	O
62989	E	03/15/2022	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$3,145.70	O
62990	E	03/15/2022	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$1,834.89	O
62991	E	03/15/2022	1336	ON CALL CENTRE	\$218.61	O
62992	E	03/15/2022	1375	ALIMPLUS INC	\$2,756.96	O
62993	E	03/15/2022	1523	ROBERT EXCAVATING	\$786,043.21	O
62994	E	03/15/2022	1760	CADE SERVICES INC.	\$6,027.42	O
62995	E	03/15/2022	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$482.26	O
62996	E	03/15/2022	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$180.80	O
62997	E	03/15/2022	1842	SELECTCOM INC	\$2,431.74	O
62998	E	03/15/2022	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$149.79	O
62999	E	03/15/2022	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$235.45	O
63000	E	03/15/2022	2083	LEROUX CONSULTANT	\$4,681.76	O
63001	E	03/15/2022	2108	TELMATIK	\$437.88	O
63002	E	03/15/2022	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$44,314.56	O
63003	E	03/15/2022	2438	VANESSA BRISSON	\$25.00	O
63004	E	03/15/2022	2550	BRANDT TRACTOR LTD	\$261.02	O
63005	E	03/15/2022	2895	EASTERN WELDING 1377837 ONTARIO INC.	\$78,316.04	O
63006	E	03/15/2022	3002	MCDONALD BROTHERS CONSTRUCTION INC.	\$1,510,185.35	O
63007	E	03/15/2022	3041	AIRON HVAC AND CONTROL LTD.	\$3,058.09	O
63008	E	03/15/2022	3063	MNP LLP	\$20,645.10	O
63009	E	03/15/2022	3078	ASTLEY GILBERT LIMITED	\$379.57	O
B2B2C	E	03/15/2022	560	B2B2C	\$152.55	O
BELL CANADA	E	03/15/2022	43	BELL CANADA	\$62.88	O
BELL CANADA	E	03/15/2022	46	BELL CANADA	\$499.00	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 03/02/2022 To 03/15/2022

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	03/15/2022	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$4,369.43	O
FRANCOTYP- POSTFALIA	E	03/15/2022	1027	FRANCOTYP-POSTFALIA	\$5,650.00	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	03/15/2022	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$34,221.93	O
MINISTER OF FINANCE	E	03/15/2022	291	MINISTER OF FINANCE	\$7,407.09	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	03/15/2022	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$59,213.20	O
STEPHANIE LALONDE	E	03/15/2022	3079	STEPHANIE LALONDE	\$344.34	O
THE BEER STORE	E	03/15/2022	42	THE BEER STORE	\$2,909.60	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	03/15/2022	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$1,854.13	O

TOTAL**\$2,825,797.43**

Demande de don

Section A - Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Le Bac à dons / The Giving Bin

Adresse postale : 3811, chemin de comté 3, St Isidore, Ontario K0C 2B0

Téléphone : [REDACTED]

Nom de la personne ressource : Chantal Denis

Téléphone : [REDACTED]

Adresse courriel : [REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Activité pour l'année

Montant demandé : 2000\$

Nom de l'activité ou liste des activités :

Le Bac à dons a plusieurs programmes: les bacs de denrées non-périssables, Noël au Manoir, Panier de Noël, Garde-robe d'Halloween, concours divers, Emplettes d'urgence, aide à l'école, souper communautaire de l'action de grâce, Frigo avec nourriture au Marché Full Bellies, etc.

Nous avons plusieurs autres idées de programmes et activités.

Description de l'activité ou liste des activités

Le Bac à dons vient en aide aux familles dans le besoin, principalement à St-Isidore mais aussi exceptionnellement, dans les villages avoisinants de la municipalité La Nation. Nos projets ont lieu toute l'année mais notre programme majeur est l'édition Noël alors que nous venons en aide à 20 familles et à la trentaine de résidents du manoir Caledonia. Au cours de l'année, les gens ont toujours accès à de la nourriture non périssable. Nous répondons à un besoin de base, en plus de permettre aux enfants de vivre des expériences similaires à tous leurs camarades qui ont des situations financières différentes. Nous croyons à l'inclusion de tous et nous avons plein de projets pour gâter les enfants. Pour l'édition de Noël 2021, nous avons remis plus de 9000\$ aux familles et résidents.

Nous aimerions aider plus de familles cette année si la demande y est.

Date de début de l'activité : 01/01/2022

Endroit(s) de l'activité / des activités : St-Isidore

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Non

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

- Mention dans le calendrier annuel
- bannière lors de nos activités
- publications Facebook
- Nous avons un nouveau site internet et nous allons prochainement ajouter une section pour nos donateurs/commanditaires. <http://www.lebacadons.ca/>

Si la somme demandée est plus de 1 000 \$, veuillez décrire comment les fonds seront utilisés pour votre événement ou vos événements. Il est possible que le Conseil vous demande de remettre un rapport financier.

Nous voulons poursuivre nos activités existantes mais nous avons beaucoup d'idées afin de rendre la vie des familles dans le besoin plus agréable (sorties, autres concours, autres programmes).

Une de nos priorités en 2022 est de devenir officiellement un organisme à but non lucratif auprès de Revenu Canada.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Demande de don

Section A - Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Club optimiste de St-Isidore

Adresse postale : C.P. 247, St-Isidore, Ontario K0C2B0

Téléphone : (613) 854-1691

Nom de la personne ressource : Stéphanie Quesnel

Téléphone : [REDACTED]

Adresse courriel : [REDACTED]

Section B - Sommaire de la demande

Votre demande est pour:

- Une activité / événement

Montant demandé : 5000\$

Cas échéant: si le montant demandé est plus que l'année précédente, veuillez justifier

Le Club optimiste de St-Isidore vient de prendre la relève de l'organisation du Festival du canard et de la plume. Je ne suis pas au courant du montant qui fût demandé dans le passé.

Nom de l'activité ou liste des activités : Festival du canard et de la plume - Édition 2022

Description de l'activité ou liste des activités

Le Festival du canard et de la plume est un festival local qui a lieu à St-Isidore annuellement ayant comme cible un regroupement communautaire pour petits et grands. Nous sommes toujours en mode planification face à notre programmation mais les activités visées présentement sont un spectacle d'humoristes le vendredi soir, une zone pour enfants, un marché de vendeurs locaux, un bingo et possiblement un spectacle country dans la journée du samedi. Notre cible est de planifier une activité pour chaque groupe d'âge (p.ex., enfant, adolescent, adultes et seniors).

Date de début de l'activité : 06/10/2022

Endroit(s) de l'activité / des activités : Aréna de St-Isidore

Est-ce que vous chargez un frais d'admission?

- Oui
- Non

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue

En plus du logo de La Municipalité affichée sur les lieux de l'événement et une mention spéciale avant le début de chaque événement, voici ce que chaque commanditaire recevra à titre de remerciement :

2500\$ et plus

4 billets pour le spectacle d'humoristes du vendredi 10 juin 2022.

sièges réservés dans la première rangée pour le spectacle.

5 billets gratuits pour la course de petits canards du samedi 11 juin 2022.

publication du logo de l'entreprise sur la page couverture du dépliant de la programmation du festival ainsi que sur le site web de l'événement.

1000\$ à 2499\$

2 billets gratuits pour le spectacle d'humoristes du vendredi 10 juin 2022.

sièges réservés dans les premières rangées pour le spectacle.

2 billets gratuits pour la course de petits canards du samedi 11 juin 2022.

publication du logo de l'entreprise sur le dépliant de la programmation du festival ainsi que sur le site web de l'événement.

Si la somme demandée est plus de 1 000 \$, veuillez décrire comment les fonds seront utilisés pour votre événement ou vos événements. Il est possible que le Conseil vous demande de remettre un rapport financier.

Les fonds seront utilisés pour déboursier les frais de la zone pour enfants, ce qui inclus sans se limiter à la location de jeux gonflables, un spectacle pour enfants, la location de Games To Go, une randonnée à cheval pour n'en nommer que quelques-uns.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation

Oui

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2022-03-10

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Jardins Belle Rive	Rockland	COVID	COVID	2022-03-09		2022-03-09
Caressant Care Nursing Home	Bourget	Respiratoire	Inconnu	2022-03-04		2022-03-04
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2022-03-02	2022-03-09	2022-03-09
Lancaster Long Term Care	Lancaster	COVID	COVID	2022-02-24	2022-03-01	2022-03-01
The Palace Long Term Care	Alexandria	Entérique	Norovirus	2022-02-24	2022-03-09	2022-03-09
Hawkesbury & District General Hospital – East Wing	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2022-02-24	2022-03-04	2022-03-04
Residence Chrysler	Chrysler	COVID	COVID	2022-02-24	2022-03-05	2022-03-05
Villa St-Albert	St-Albert	COVID	COVID	2022-02-22	2022-03-04	2022-03-04
Rockland Manor	Rockland	COVID	COVID	2022-02-13		2022-02-13
Heritage Lodge	Vankleek Hill	COVID	COVID	2022-02-01	2022-02-27	2022-02-27
Heritage Manor	Cornwall	COVID	COVID	2022-02-07	2022-03-05	2022-03-05
Riverview Manor	Cornwall	COVID	COVID	2022-02-06	2022-02-25	2022-02-25
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	COVID	COVID	2022-01-25	2022-02-26	2022-02-26
Maxville Manor	Maxville	COVID	COVID	2022-01-06	2022-02-22	2022-02-22
Glen Stor Dun Lodge	Cornwall	COVID	COVID	2022-01-06	2022-02-25	2022-02-25
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	COVID	COVID	2021-12-31	2022-02-22	2022-02-22

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 7 avril 2021, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés en laboratoire (résidents, personnel ou visiteurs), dans une période de 14 jours, lesquels sont reliés par un lien épidémiologique où il est raisonnable de croire qu'au moins une personne peut avoir contracté l'infection à l'établissement.

Activité grippale dans la région

Aucun cas d'influenza et flambées est signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



FEBRUARY 2022

PERFORMANCE REPORT

ST. ISIDORE ARENA

SYSTEM SPECIFICATIONS

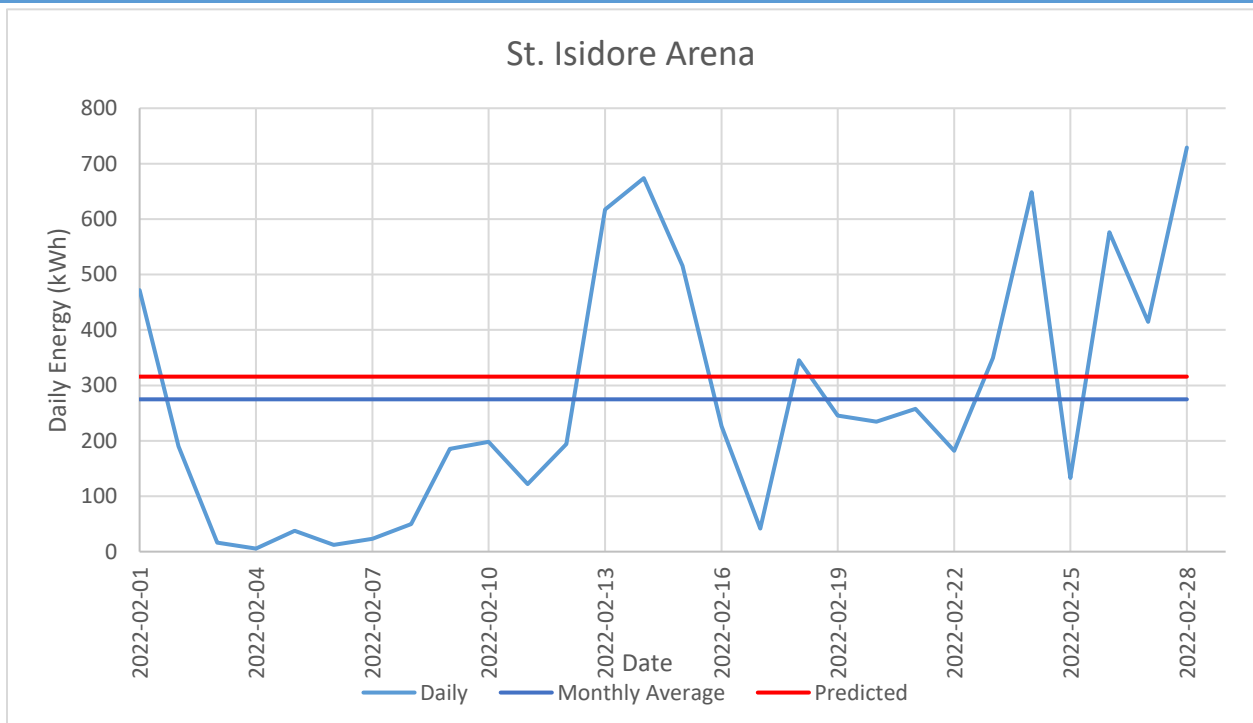
Panels:	494 x CSUN 245-60M
Inverters:	1 x Satcon PVS 100-600
Next Inspection:	Spring 2022

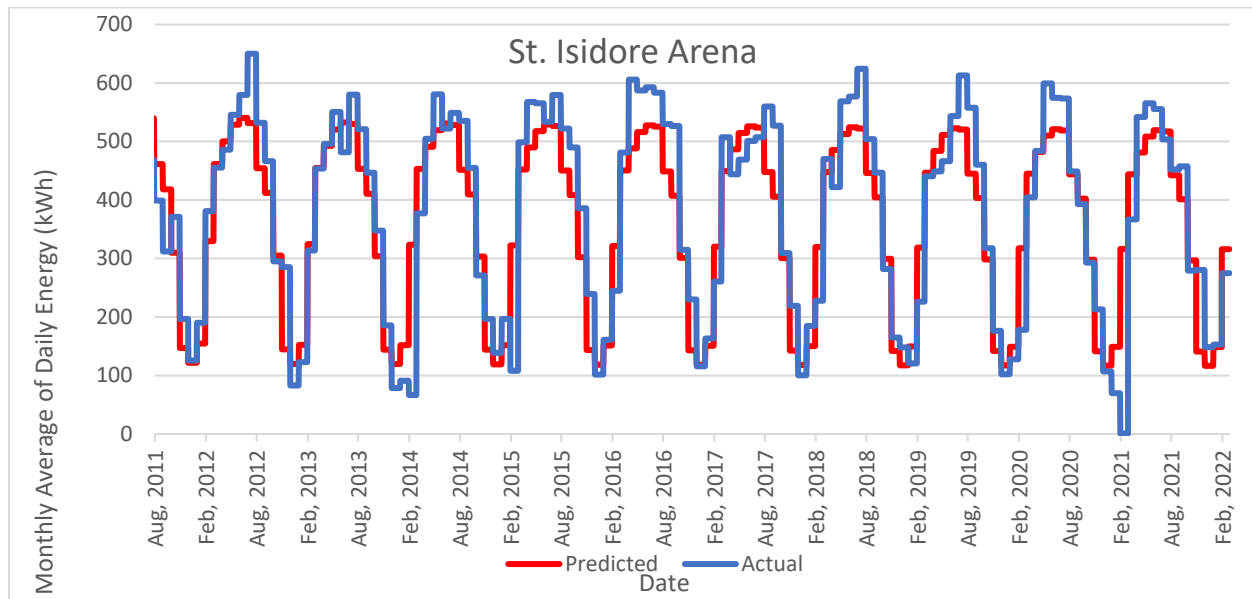
LIFETIME PERFORMANCE

MONTH PERFORMANCE

1,445.5 MWH

7.7 MWH





MONTHLY PERFORMANCE

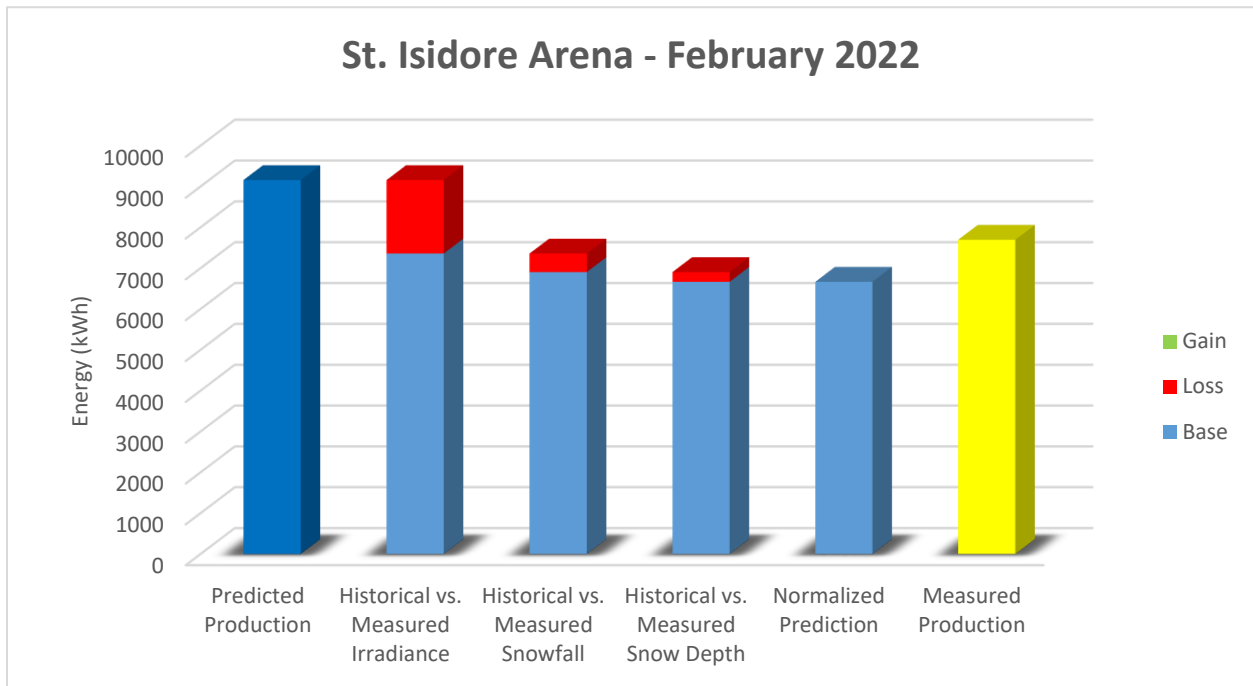
All performance amounts are given in AC Energy (kWh).

Year / Month	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Jan		5890	3814	2817	6091	4998	5055	4990	3744	3959	2171	4733
Feb		11042	8779	2012	3030	6363	7301	6150	5652	5166	2	7694
Mar		14119	14066	11697	15448	14915	15727	14568	13651	12537	11366	
Apr		14573	14880	15132	17025	18169	13324	12657	13713	14509	16250	
May		16914	17071	17999	17524	18199	14534	17624	14455	18570	17523	
Jun		17389	14454	15668	16001	17816	15025	17306	16297	17246	16536	
Jul		19565	17983	17022	17969	18093	15723	19358	18998	17783	7050	
Aug	12369	16488	16153	16588	16179	16424	17358	15621	17295	13908*	14011	
Sep	11801	13991	13391	13644	14700	16098	15652	13535	14210	11791*	13726	
Oct	11508	9155	10775	8410	11966	9753	9595	8734	9839	9077	8658	
Nov	6213	8566	5571	5900	7172	6899	6701	3821	5292	6394	8317	
Dec	3885	2566	2438	4504	3141	3579	3118	4586	3159	3202	4601	
TOTAL	45776	150258	139375	131393	146246	151306	139113	138950	136305	134142	120211	12427
Predicted	44626	136694	135369	134963	134558	134154	133751	133353	132950	132550	123360	13757
Difference	2.58%	9.92%	2.96%	-2.65%	8.69%	12.79%	4.01%	4.20%	2.52%	1.20%	-2.56%	-9.67%

*August & September 2020 had a combined 8 days of no production from fuse failure (~15% less production Aug., ~10% less Sept.)

MAINTENANCE SUMMARY

NORMALIZED ANALYSIS



The St. Isidore Arena produced slightly below expected for the month of February. The main cause of underperformance was lower than historical irradiance, at approximately 20% below average. Other contributing factors are slightly higher than historical snowfall and accumulated snow.

HYDRO BILL COMPARISON

2019

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
01-Jan-19	31-Jan-19	3744.03	3863.00	3.08%
01-Feb-19	28-Feb-19	5652.17	5786.00	2.31%
01-Mar-19	31-Mar-19	13650.73	13791.00	1.02%
01-Apr-19	30-Apr-19	13713.27	13818.00	0.76%
01-May-19	31-May-19	14454.50	14516.00	0.42%
01-Jun-19	30-Jun-19	16297.00	16323.00	0.16%
01-Jul-19	31-Jul-19	18998.30	19043.00	0.23%
01-Aug-19	31-Aug-19	17294.83	17332.00	0.21%
01-Sep-19	30-Sep-19	14209.56	14261.00	0.36%
01-Oct-19	31-Oct-2019	9839.37	9942	1.03%
01-Nov-19	30-Nov-2019	5291.79	5432	2.58%
1-Dec-2019	31-Dec-2019	3159.41	3304	4.38%
Total		133,146	134,107	0.72%

2018

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
01-Jan-18	31-Jan-18	4990.28	5139.00	2.89%
01-Feb-18	28-Feb-18	6149.82	6284.00	2.14%
01-Mar-18	31-Mar-18	14567.72	14713.00	0.99%
01-Apr-18	30-Apr-18	12657.31	12774.00	0.91%
01-May-18	31-May-18	17623.77	17657.00	0.19%
01-Jun-18	30-Jun-18	17306.09	17338.00	0.18%
01-Jul-18	31-Jul-18	19358.30	19375.00	0.09%
01-Aug-18	31-Aug-18	15621.30	16151.00	3.28%
01-Sep-18	30-Sep-18	13535.26	13603.00	0.50%
01-Oct-18	31-Oct-2018	8733.57	8871	1.55%
01-Nov-18	30-Nov-2018	3821.22	3973	3.82%
1-Dec-2018	31-Dec-2018	4585.83	4739	3.23%
Total		134,365	135,878	1.11%

2017

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
01-Jan-17	31-Jan-17	5055.12	5206.44	2.91%
01-Feb-17	28-Feb-17	7300.62	7438.14	1.85%
01-Mar-17	31-Mar-17	15726.85	15876.96	0.95%
01-Apr-17	30-Apr-17	13324.08	13444.14	0.89%
01-May-17	31-May-17	14534.30	14641.20	0.73%
01-Jun-17	30-Jun-17	15025.19	15102.12	0.51%
01-Jul-17	31-Jul-17	15722.70	16420.14	4.25%
01-Aug-17	31-Aug-17	17358.30	17450.76	0.53%
01-Sep-17	30-Sep-17	15652.41	15764.64	0.71%
1-Oct-2017	31-Oct-2017	9594.63	10436.4	8.07%
1-Nov-2017	30-Nov-2017	6701.35	6129.54	-9.33%
Total		135995.54	137910.48	1.39%

2016

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
01-Jan-16	31-Jan-16	4998.09	5184.18	3.59%
01-Feb-16	29-Feb-16	6362.77	6511.44	2.28%
01-Mar-16	31-Mar-16	14915.41	15065.64	1.00%
01-Apr-16	30-Apr-16	18169.08	18303.90	0.74%
01-Mar-16	31-Mar-16	18199.26	18367.20	0.91%
01-Jun-16	30-Jun-16	17815.67	17889.18	0.41%
01-Jul-16	31-Jul-16	18092.79	18169.56	0.42%
01-Aug-16	31-Aug-16	16423.61	17160.18	4.29%
01-Sep-16	30-Sep-16	16097.56	16196.22	0.61%
1-Oct-2016	31-Oct-2016	9753.34	9888.72	1.37%
1-Nov-2016	30-Nov-2016	6899.07	7038.12	1.98%
Total		147726.65	149774.34	1.37%

2015

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
1-Jan-2015	31-Jan-2015	6091.04	6586.5	7.52%
1-Feb-2015	28-Feb-2015	3030.08	3153.54	3.91%
1-Mar-2015	31-Mar-2015	15447.99	15622.08	1.11%
1-Apr-2015	30-Apr-2015	17024.49	17189.7	0.96%
1-May-2015	31-May-2015	17523.85	17699.22	0.99%
1-Jun-2015	30-Jun-2015	16000.63	16156.98	0.97%
1-Jul-2015	31-Jul-2015	17969.02	18129.84	0.89%
1-Aug-2015	31-Aug-2015	16179.05	16351.86	1.06%
1-Sep-2015	30-Sep-2015	14700.12		
1-Oct-2015	31-Oct-2015	11965.64		
1-Nov-2015	30-Nov-2015			
Total		109266.15	110889.72	1.46%

2014

Billing Period		Monitoring	Hydro	Difference
Start	End			
1-Jan-2014	31-Jan-2014	2817.28	2954.66	4.65%
1-Feb-2014	28-Feb-2014	2012.12	2679.2	24.90%
1-Mar-2014	31-Mar-2014	11696.86	11898.77	1.70%
1-Apr-2014	30-Apr-2014	15132.05	15328.11	1.28%
1-May-2014	31-May-2014	17998.95	17511.55	-2.78%
1-Jun-2014	30-Jun-2014	15667.51	14280.31	-9.71%
1-Jul-2014	31-Jul-2014	17022.19	16634.28	-2.33%
1-Aug-2014	31-Aug-2014	16587.75	16747.14	0.95%
1-Sep-2014	30-Sep-2014	13644.27	13807.02	1.18%
1-Oct-2014	31-Oct-2014	8410.37	8574.48	1.91%
1-Nov-2014	30-Nov-2014	5899.78	6078.12	2.93%
Total		131393.15	131152.16	-0.18%

This message was sent to ##Email##
o advertise in this publication please [click here](#)



The Municipal Minute



March 9, 2022

Ontario looking to make naloxone kits mandatory at high-risk workplaces

Global News

The Ontario government says it has introduced legislation that would require workplaces at high risk for an opioid overdose to have life-saving naloxone kits on site. Some high-risk workplaces listed by the government include construction sites, bars and nightclubs.

[READ MORE](#)

SPONSORED VIDEO



Smart urban mobility solutions for your city

Your city is growing. With this growth comes greater challenges. Get gridlock traffic move again - is your city ready? Imagine how data thanks to video-based traffic management solutions can get standstill traffic moving. Intelligent data and usable insight from Axis Communications and our partners can put you one-step ahead for parking, incident and traffic management as you grow. Let's make cities more livable. Watch to learn more, or visit us [online](#). [Listen Now](#)

Barrie council news: City approves pay hike for next mayor and councillors, return of patio programs

Barrie Advance

Incoming Barrie councillors will have a little bit more money in their pockets. Council agreed March 7 to increase compensation for the 2022-26 term. The measures will take effect Nov. 15, following the next municipal election.

READ MORE

Ontario NDP tables legislation to regulate prices at pumps as cost of gas skyrockets to new record high

CTV News Toronto

Gas prices hit a new record high in Ontario, leading to clashes between the premier — who promised back in 2018 to reduce prices at the pump — and the opposition, who revived legislation that would seek to regulate those costs. Ontario residents were struck with sticker shock as the price to fill up their vehicles jumped to about \$1.67 a litre overnight.

READ MORE

SPONSORED CONTENT

Promoted by Municipal Property Assessment Corporation



2022 ONTARIO MUNICIPAL AND SCHOOL BOARD ELECTIONS
OCTOBER 24, 2022

ON THE LIST TO VOTE?
HAVE YOUR SAY!

VOTE

VISIT VOTERLOOKUP.CA



- [Go to voterlookup.ca to make sure you are on the list to vote in the 2022 Municipal and School Board Elections](https://voterlookup.ca)
- [Use MPAC's tool kit for municipalities to help spread the word to Ontarians](#)
- [Share this video and gif](#)
- [Spread the word with pre-written social media posts and images](#)

Anyone can learn to run for municipal office with free lessons from this website

CBC News

Months ahead of an upcoming election, a grassroots initiative is diversifying the landscape in rural Ontario municipal politics by offering free online video lessons to anyone interested in campaigning for the first time. The first session of the Municipal Campaign School was led by Guelph councillor June Hofland in 2018.

READ MORE

PRODUCT SHOWCASE



Until March 31, 2022

25% DISCOUNT, ON SELECTED PRODUCTS*

1-866-814-3617

*Custom decoration & architectural lighting not included.

Master of lights since 1958

Leblanc Illuminations-Canada, a leader as a designer and manufacturer of festive lighting for municipalities, leisure venues and shopping centers. We combine decades of experience with a continuing passion for design, innovation, and excellence in the fabrication of light displays.

contact@leblanc-illuminations.ca

Toll free: 1-866-814-3617

LEARN MORE

New Ontario watercraft regulations fight invasive species

Great Lakes Echo

New legislation in Ontario can result in a fine if boats are not cleaned properly when they are moved from one body of water and into another. Ontario recently designated watercraft as vectors of invasive species transmission under the provincial invasive species act. That means that boats and other watercraft are legally recognized as ways invasive species move from waterbody to waterbody.

[READ MORE](#)

City committee to debate stronger green-building standards in Ottawa

CBC News

The city of Ottawa wants all new subdivisions and larger developments to meet a new, stronger set of municipal green-building standards. When City Council approved tougher targets a few years ago for reducing greenhouse gas emissions and a road map to reach net-zero by 2050, city staff started working on standards aimed at one of two main sources of emissions locally: buildings.

[READ MORE](#)

PRODUCT SHOWCASE



CITY REPORTER™
Inspection,
Management
& Tracking
Software
For Local
Government

Learn More

More inspections. Less work. That's™ what we help cities do.

CityReporter is trusted by local governments and school districts across North America to efficiently manage a wide variety of safety, maintenance, and risk management inspections.

With software that works on tablets and smartphones, municipalities can eliminate paperwork, data entry, and labour inefficiencies while improving their documentation and risk management.

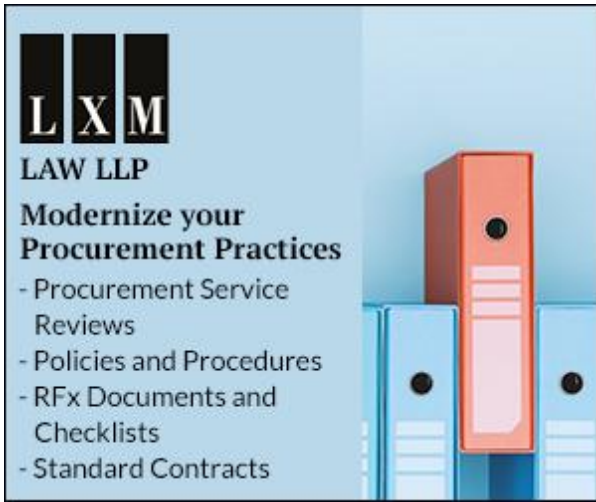
[Request a free demo today!](#)

Puslinch approves bylaw that will regulate public displays on private property

Guelph Today

Council has approved a bylaw that will prohibit and regulate publicized displays such as Christmas or Halloween public displays on private properties. Council approved the bylaw that will implement an application and permit process to reduce the public nuisance and potential safety issues that arise as a result of the assembly of publicized displays.

[READ MORE](#)



L X M
LAW LLP

Modernize your Procurement Practices

- Procurement Service Reviews
- Policies and Procedures
- RFx Documents and Checklists
- Standard Contracts



MULTIVIEW
A STAGWELL COMPANY

YOUR AD HERE

LEARN MORE

UPCOMING MUNICIPAL EVENTS

- Mar. 23 – [York University Municipalities of the Future Symposium](#)
- Mar. 31 – [Registration deadline for Municipal Clerks Institute Level 2](#)
- Mar. 31 – [AMCTO Municipal Clerks Forum](#)
- Apr. 6 – [Civil Marriage Solemnization workshop](#)
- Apr. 8 – [Registration deadline for Employment Law & HR Spring cohort](#)

PRODUCT SHOWCASE



[Control for Weeds: Satusteam™ Technology](#)

Municipalities across North America and Australia are implementing [Satusteam™](#) to their weed management practices. Less workers are needed and more area can be covered without the use of chemicals.

Check out this [video](#) to see how it works.

[LEARN MORE](#)



MULTIVIEW
A STAGWELL COMPANY

YOUR AD HERE

CONTACT US

[Reach Your Prospects Every Week](#)

Thousands of industry professionals subscribe to association news briefs, which allows your company to push messaging directly to their inboxes and take advantage of the association's brand affinity.

Connect with Highly Defined Buyers and Maximize Your Brand Exposure

[LEARN MORE](#)

AMCTO LEGISLATIVE UPDATES

Regulatory Registry Posting: Regulatory proposal under the Towing and Storage Safety and Enforcement Act

AMCTO

The Ministry of Transportation is seeking comment on proposed regulations.

[READ MORE](#)

MUNICIPAL CAREER OPPORTUNITIES

[City of Guelph - Supervisor – Property Tax \(3/7/22\)](#)

[Town of Newmarket - Supervisor, Animal Services & Parking \(3/4/22\)](#)

[City of Welland - Accounting Clerk \(3/3/22\)](#)

[City of Welland - Finance Service Clerk \(3/3/22\)](#)

[Municipality of Grey Highlands - Municipal Services Assistant - CLS \(3/3/22\)](#)

[Town of Tecumseh - Deputy Treasurer & Manager Revenue \(3/3/22\)](#)

MANAGEMENT RESOURCES

What bad leaders teach us about leadership

Fast Company

Developing your leadership style is a lot like working out: there's no quick fix, and you must use a variety of techniques to see progress. As leaders work to define their leadership persona, the focus is often on what they should be doing.

[READ MORE](#)

The rise of the 15-minute meeting — and how to run one

CNBC

“Hey, can we get meetings both shorter and more engaging?” It's a question software CEO Jim Szafranski gets a lot from customers, which range from start-ups to Fortune 100 companies.

[READ MORE](#)

The Municipal Minute

Connect with AMCTO





Hailey Golden, Director of Publishing, Multiview, 469-420-2630 | [Download media kit](#)
Katina Hernandez, Executive Editor, Multiview, 469-420-2675 | [Contribute News](#)

AMCTO

2680 Skymark Avenue, Suite 610 | Mississauga, ON L4W 5L6 Canada
905-602-4294 | [Contact Us](#) | www.amcto.com

[Click here to unsubscribe.](#)

[Learn how to add us to your safe sender list so our emails get to your inbox.](#)

ADVERTISE

SUBSCRIBE

PAST ISSUES

Powered By **MULTIBRIEFS**

7701 Las Colinas Ridge, Ste. 800, Irving, TX 75063

From: [AMO Communications](#)
To: [Aimée Roy](#)
Subject: AMO Watchfile - March 3, 2022
Date: March 3, 2022 10:07:58 AM

AMO Watchfile not displaying correctly? [View the online version](#)
Add Communicate@amo.on.ca to your safe list



March 3, 2022

In This Issue

- AMO's Response to the Province's Housing Affordability Task Force Report.
- Lead Where You Live: AMO's Guide to Running for Municipal Election.
- Survey on best practices for source water protection.
- AMO/LAS *Municipal Energy Symposium* March 31 - April 1.
- Webinar: Prevention strategy, H&S rep training update, & rebates from WSIB.
- Webinar: Jump-start your Digital Transformation with an e-signature solution.
- Webinar: Breaking down barriers - Accessible digital solutions for your community.
- Blog: Will you be ready for your 15 minutes of fame?
- Don't miss - Canoe webinars in March.
- Now booking 2022 Road & Sidewalk assessments.
- LED lighting upgrades qualify for incentives.
- LAS in-person energy workshops are back!
- Register for OMSSA's Inclusive Leadership workshop.
- Register to vote in the 2022 Ontario Municipal and School Board Elections.
- Careers.

AMO Matters

AMO has provided a [response](#) to the Province's [Housing Affordability Task Force Report](#). AMO urges the Ministry to consider AMO's [Housing Blueprint recommendations](#) in responding to the housing crisis.

AMO has assembled an easy-to-use guide that provides all the information you need when preparing to run for council. AMO's [Lead Where You Live](#) guide highlights the things you will want to get familiar with during your campaign so you are prepared should you be elected.

Provincial Matters

The Ministry of the Environment, Conservation and Parks is collecting feedback until April 18, 2022 on its recently released [best practices for source water protection](#). You can [complete the survey here](#).

Eye on Events

AMO and LAS are excited to host a virtual *Municipal Energy Symposium* March 31 - April 1. This leading edge event takes a critical look at the intersection of climate change, land use planning and energy post-COP26. Explore examples of how municipalities are planning for the future and what this means to daily operations. Register [here](#).

On March 24, join AMO's Health and Safety partner, 4S, for a virtual roundtable discussion with the Chief Prevention Officer and the WSIB. Learn more about the CPO's prevention strategy for 2022, health and safety rep training updates, and earning rebates from the WSIB Excellence and Ontario's SOSE program. [Register today](#).

As municipalities move from paper to electronic filing, authentication of these files is a critical challenge. On March 23, 9 am - 10 am ET, join AMO's partner, Notarius, and learn how ConsignO Cloud can greatly reduce the signing time of documents and allow anyone to sign legally reliable documents electronically with a phone, a tablet, or a computer. [Register today](#).

eSolutionsGroup, AMO's barrier-free website partner, offers members cost-effective digital solutions that meet accessibility requirements. [Join us for a free webinar](#) on Wednesday, March 30 from 11 am to 12 pm ET, where we discuss various web solutions that will help you engage and serve your community effectively.

LAS

As mandates lift and we return to in-person conferences, will you be ready for impromptu media interviews? Our customer service representative tells us [how to be prepared](#).

Join our webinars to learn more about the [Canoe Procurement Group](#) - save time and money on the products and services you use every day. On March 9 we will hear from Computrol Systems, provider of bulk water dispensing systems for municipalities - [Register here](#). Madvac/Exprolink will present on March 16, showing the street sweepers and litter collection equipment available – [Register here](#).

Want to optimize your road budgets to get the best bang for your buck? The [Road and Sidewalk Assessment Service](#) makes sure every dollar is spent as efficiently as possible. Better data and the tools to use it make for better decisions. [Contact Tanner](#) to learn more and get a no-obligation quote.

Did you know financial incentives are available to improve lighting and reduce energy consumption in your facilities? Take advantage by including a project through the [LAS Facility Lighting Service](#) in your 2022 budget. [Contact Christian Tham](#) today for a free budget proposal.

Capacity limits are behind us and the future looks a bit more normal! LAS is excited to once again offer custom [energy training workshops](#) in person. From climate resiliency and net zero emissions to recommissioning and wastewater treatment plants, we've got a workshop for every need. [Contact Christian Tham](#) to book your 2022 workshop today.

Municipal Wire*

The importance of organizational leadership cannot be overstated during these challenging times. In this workshop, participants will evaluate their own leadership competencies and identify those they can develop. [Register today](#).

The upcoming year will be a busy one for Ontario voters, with the Ontario Provincial Election and Municipal and School Board Elections happening just a few months apart. Make sure you are on the list to vote in the 2022 Municipal and School Board Elections on October 24. Register at voterlookup.ca. Download [Toolkit](#).

Careers

[Deputy City Treasurer - City of Orillia](#). Responsible for the control, management, and effective administration of financial functions in the areas of budgeting, long range financial planning, accounting, investment, fund management and internal audit. [Apply online](#) by March 9.

[Payroll & Accounting Coordinator - Township of Uxbridge](#). The Coordinator will assist the Deputy Treasurer in administering the payroll system, employee benefits, OMERS Pension Plan and performing general accounting tasks. Apply to tlee@uxbridge.ca by March 25.

[Auditor General - City of Toronto](#). The role calls for a highly experienced Professional Accountant whose expertise in auditing and oversight is underpinned by a CPA (CMA, CGA or CA) designation. Apply to careers@phelpsgroup.ca by March 25.

[Town Solicitor/ General Manager of Legal and Council Support Services - Town of East Gwillimbury](#). This position will be a key member of the Town's Senior Management Team, providing leadership and support to both the CAO and Council. [Apply online](#) by March 20.

[Senior Director, CAO's Office - City of Windsor](#). This position will support the CAO and Corporate Leadership Team with responsibility for maximizing the CAO's productivity and value-add to the organization and community. [Apply online](#) by March 7.

[Executive Director of Corporate Services - Town of Midland](#). Responsible for the execution of critical support services to all areas of the Town's administration and Council in performing various statutory responsibilities. Apply online by March 17.

[Director, Diversity - Toronto Transit Commission \(TTC\)](#). This is a compelling opportunity for a results-oriented leader to be at the forefront of cultural transformation. Apply to jmurray@bipocsearch.com by April 11.

[Commissioner of Recreation and Parks - Town of Halton Hills](#). The role will provide strategic leadership and oversight to the Recreation and Parks Department, which provides programs, services and facilities. Apply to humanresources@haltonhills.ca by March 22.

[Manager of Operations - Municipality of Kincardine](#). The role will effectively manage and oversee the infrastructure operations for the municipality. [Apply online](#) by March 23.

Manager of Environmental Services - Municipality of Kincardine. Responsible to plan, manage and oversee municipal infrastructure related to water, wastewater and storm water. Apply online by March 23.

Government & Stakeholder Relations Specialist - Niagara Region. The Specialist is responsible for assisting with the planning and execution of the government relations activities. Apply online by March 23.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

Join our webinars to learn more about the [Canoe Procurement Group](#) – save time and money on the products and services you use every day. On March 9 we will hear from Computrol Systems, provider of bulk water dispensing systems for municipalities – [Register Here](#). Madvac/Exprolink will present on March 16, showing the street sweepers and litter collection equipment available – [Register Here](#).

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)



From: [AMO Communications](#)
To: [Aimée Roy](#)
Subject: AMO Watchfile - March 10, 2022
Date: March 10, 2022 10:05:48 AM

AMO Watchfile not displaying correctly? [View the online version](#)
Add Communicate@amo.on.ca to your safe list



March 10, 2022

In This Issue

- Lead Where You Live: AMO's Guide to Running for Municipal Election.
- AMO/LAS *Municipal Energy Symposium* March 31 - April 1.
- Webinar: Prevention strategy, H&S rep training update, & rebates from WSIB.
- Webinar: Jump-start your Digital Transformation with an e-signature solution.
- Webinar: Breaking down barriers - Accessible digital solutions for your community.
- Kenora's experience with an LAS Road Assessment.
- Overcoming supply chain challenges.
- Canoe webinar - Madvac/Exprolink.
- ONE Investment Spring 2022 webinar: Why Proxy Votes Are Important for ESG.
- Register to vote in the 2022 Ontario Municipal and School Board Elections.
- Careers.

AMO Matters

AMO has assembled an easy-to-use guide that provides all the information you need when preparing to run for council. AMO's [Lead Where You Live](#) guide highlights the things you will want to get familiar with during your campaign so you are prepared should you be elected.

Eye on Events

AMO and LAS are excited to host a virtual *Municipal Energy Symposium* March 31 - April 1. This leading edge event takes a critical look at the intersection of climate change, land use planning and energy post-COP26. Explore examples of how municipalities are planning for the future and what this means to daily operations. Register [here](#).

On March 24, join AMO's Health and Safety partner, 4S, for a virtual roundtable discussion with the Chief Prevention Officer and the WSIB. Learn more about the CPO's prevention strategy for 2022, health and safety rep training updates, and earning rebates from the WSIB Excellence and Ontario's SOSE program. [Register today](#).

As municipalities move from paper to electronic filing, authentication of these files is a

critical challenge. On March 23, 9 am - 10 am ET, join AMO's partner, Notarius, and learn how ConsignO Cloud can greatly reduce the signing time of documents and allow anyone to sign legally reliable documents electronically with a phone, a tablet, or a computer. [Register today](#).

eSolutionsGroup, AMO's barrier-free website partner, offers members cost-effective digital solutions that meet accessibility requirements. [Join us for a free webinar](#) on March 30 from 11 am to 12 pm ET, where we discuss various web solutions that will help you engage and serve your community effectively.

LAS

The City of Kenora participated in our [Road & Sidewalk Assessment Service](#) in 2017 and again in 2020. [Check out this video](#) to hear about their experience with the program, and [contact Tanner](#) to learn how it can work in your community.

[Canoe Procurement Group](#) staff are working with vendors to overcome supply chain challenges, but it will still take time to get back to business as usual. Delays for certain equipment could be lengthy, so work with your Client Relations Manager and be ready to move if you find what you need in stock. [Watch our webinar](#) from October for some useful tips or [contact Simon](#) to learn more.

Exprolink/Madvac offer a wide range of street sweepers and litter collectors. Join us on March 16 at 11:00am EST for an overview of their product line, with a particular focus on the new zero-emission LN50 and LR50 lithium battery electric models. Part of the [Canoe Procurement Group](#), save time and money on equipment you use every day. [Register Here](#).

ONE Investment

ONE Investment is hosting a Spring webinar on April 12, collaborating with our external portfolio manager Guardian Capital to discuss "Why Proxy Votes Are Important for ESG Principles (Environmental, Social and Governance)." To register and know what will be covered in the webinar, [click here](#).

Municipal Wire*

The upcoming year will be a busy one for Ontario voters, with the Ontario Provincial Election and Municipal and School Board Elections happening just a few months apart. Make sure you are on the list to vote in the 2022 Municipal and School Board Elections on October 24. Register at voterlookup.ca. Download [Toolkit](#).

Careers

[Manager, Health System Planning & Integration - County of Simcoe](#). Responsible for advocacy and integration of the County's Health Services, leading collaborative program opportunities and monitoring of strategic initiatives. [Apply online](#) by March 15.

[Administrative Assistant/ Deputy Clerk - Town of Hanover](#). Responsibilities include providing confidential administration and clerical support. Apply to hr@hanover.ca March 16.

[Manager, Fleet Maintenance and Technical Services - City of Ottawa](#). [FR](#).

Responsible for providing leadership and strategic direction in the establishment and implementation of priorities and programs. [Apply online](#) by March 10.

Manager, Innovation and Transformation - City of Brampton. A project management role to launch key divisional initiatives. [Apply online](#) by March 22.

Deputy Clerk - Northumberland County. Responsible for ensuring open and transparent government by providing assistance to the Clerk and acting as their Designate when required. Apply to hr@northumberland.ca March 18.

Executive Assistant to the Chief Administrative Officer - Town of Georgina. Responsible for providing administrative support to the CAO, including handling sensitive political and human resource issues. [Apply online](#) by March 16.

Chief Administrative Officer (CAO)/Clerk - The Township of Billings. Responsible for leadership and the general management of the Township. Apply to tmills@billingswp.ca by April 4.

Director, Finance & Chief Financial Officer - Township of Oro-Medonte. Responsible for the financial stewardship of the municipality. Apply to careers@oro-medonte.ca by April 1.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

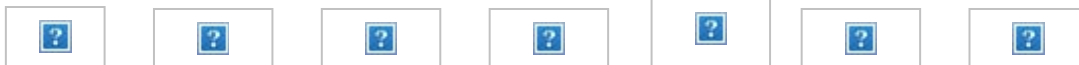
[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Policy Division

Division de la politique

Director's Office
Direction des politiques relatives aux
forêts et aux terres de la Couronne
70 Foster Drive, 3rd Floor
Sault Ste. Marie, ON P6A 6V5

Bureau du directeur
Direction des politiques relatives aux forêts et
aux terres de la Couronne
70, rue Foster, 3^e étage
Sault Ste. Marie (Ontario) P6A 6V5

Le 03 mars 2022

Objet : Sollicitation de commentaires relatifs à l'utilisation aux hébergements flottants sur les voies navigables situées sur les terres publiques de l'Ontario

Bonjour,

Le ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts aimerait vous informer qu'un bulletin a récemment été publié au Registre environnemental de l'Ontario [<https://ero.ontario.ca/fr/notice/019-5119>].

Nous souhaitons consulter les municipalités relativement à de possibles idées et approches pour gérer le « camping » et l'utilisation aux hébergements flottants sur les voies navigables qui se trouvent sur les terres publiques de l'Ontario. Le ministère constate un intérêt accru pour l'utilisation des voies navigables par divers types de navires (c.-à-d. des embarcations équipées l'hébergement de nuit). Dans certains cas, le ministère a pris note des préoccupations relatives aux navires principalement conçus pour l'hébergement et non la navigation.

Nous sollicitons les commentaires du public, des collectivités autochtones, des associations municipales et de divers intervenants, y compris votre organisme, avant le **19 avril 2022**.

Les commentaires reçus dans le cadre de ce processus aideront à prendre en considération les possibles changements futurs visant à répondre aux préoccupations croissantes liées aux impacts de cette activité sur les voies navigables de l'Ontario et ceux et celles qui les utilisent.

Veuillez noter que, pour le moment, aucune modification réglementaire n'est proposée. Toute modification de règlement ou de politique qui pourrait être envisagée serait affichée au Registre environnemental à des fins de consultation.

Si vous avez des questions, veuillez communiquer avec Pauline Desroches, Chef, Section des politiques relatives aux terres de la Couronne, à l'adresse pauline.desroches@ontario.ca.

Cordialement,

Peter D. Henry, F.P.I.

Directeur

Direction des politiques relatives aux forêts et aux terres de la Couronne

- c. Pauline Desroches, Chef, Section des politiques relatives aux terres de la Couronne
Julie Reeder, conseillère principale en programmes, Section des politiques relatives aux terres de la Couronne

Ministry of Infrastructure

Broadband Strategy Division

777 Bay Street, 4th Floor, Suite 425
Toronto, Ontario M5G 2E5

Ministère de l'Infrastructure

Division des stratégies pour l'accès à large bande

777, rue Bay, 4^e étage, Suite 425
Toronto (Ontario) M5G 2E5



Loi de 2022 pour un Ontario connecté

Je suis heureuse de m'adresser à vous aujourd'hui, à la suite du point fait (le 7 mars 2022) par l'honorable Kinga Surma, ministre de l'Infrastructure, aux chefs des conseils municipaux.

Le gouvernement s'est engagé à s'assurer que toutes les collectivités de l'Ontario ont accès à Internet haute vitesse en consacrant près de quatre milliards de dollars à des projets financés pour les collectivités non et mal servies. Promulguée en avril 2021, la *Loi de 2021 sur la réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit* visait à atteindre cet objectif d'ici la fin de 2025. Cette loi contribuera à éliminer les obstacles, à pallier les retards dans l'exécution des projets d'Internet à large bande et à impulser une démarche plus rationnelle pour le déploiement de l'infrastructure d'Internet haute vitesse.

La ligne directrice de la *Loi sur la réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit* (ligne directrice) a ensuite été publiée en novembre 2021 pour décrire les normes de soutien au déploiement d'Internet à haut débit. Elle était accompagnée d'une déclaration d'intention comprenant une feuille de route en vue d'autres outils législatifs, réglementaires et politiques destinés à faciliter ce travail.

Conformément à la déclaration d'intention, le gouvernement de l'Ontario a présenté la *Loi de 2022 pour un Ontario connecté* qui, si elle est adoptée, permettra d'atteindre ses objectifs en matière d'Internet haute vitesse en réduisant les délais de construction et en accélérant la collaboration entre les propriétaires d'infrastructures.

Le projet de loi, s'il est adopté, modifierait la *Loi de 2021 sur la réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit*, établissant les normes de service requises pour que les municipalités répondent rapidement aux demandes de permis d'emprise routière. Il exigerait aussi le partage d'informations et de données par les municipalités, les propriétaires d'infrastructures et d'autres intervenants, sur demande, relativement à des projets d'Internet à haut débit désignés.

Infrastructure Ontario crée parallèlement une plateforme en ligne appelée *plateforme BOW pour les projets d'Internet à haut débit (plateforme BOW)* qui permettrait aux

municipalités et aux intervenants d'accéder facilement et en toute sécurité à des ensembles de données, tout en facilitant la gestion des demandes de permis d'emprise routière.

Le projet de loi, s'il est adopté, modifiera également la *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario* dans le but d'améliorer le processus de localisation des infrastructures souterraines, tout en permettant de réaliser les activités de construction dans la province plus rapidement et plus efficacement, sans compromettre la sécurité.

Le gouvernement a collaboré avec les municipalités et d'autres intervenants clés pour communiquer les répercussions que ces mesures auraient sur l'avancement des projets d'Internet à haut débit. Pour appuyer davantage ces efforts, j'apprécierais vos commentaires sur une proposition figurant dans le [Registre ontarien de la réglementation](#) relativement à ces modifications, ainsi que sur une proposition distincte pour un cadre de sanctions administratives en vertu de la *Loi de 2021 sur la réalisation accélérée de projets d'Internet à haut débit*, qui sera mise au point au cours des prochains mois.

Je vous remercie de votre ferme soutien. Pour tout complément d'information, n'hésitez pas à contacter le ministère, à broadband@ontario.ca.

Cordialement,

Jill Vienneau
Sous-ministre adjointe
Division des stratégies pour l'accès à large bande

From: Julie Reid <deputyclerk@arran-elderslie.ca>
Date: March 2, 2022 at 5:41:59 PM EST
To: Josée Brizard <JBrizard@nationmun.ca>
Cc: asimard.mpp@liberal.ola.org, minister.mecp@ontario.ca
Subject: Letter re: Ontario's Energy Plan and Wind Turbines on behalf of the MMWTWG

March 2, 2022

Municipality of the Nation
jbrizard@nationmun.ca

RE: Ontario's Energy Plan and Wind Turbines

Dear Mayor and Council:

I am writing to share information compiled by the Multi-Municipal Wind Turbine Group (MMWTWG) on recent plans announced by the Ontario government to expand electricity generation capacity. We are providing this update to you because your municipality endorsed a 2017 resolution indicating that you were an "Unwilling Host" for wind turbine projects. While the threat of new wind turbine projects disappeared while Ontario had a surplus of generation capacity for electricity, the recent announcements suggest a potential for new wind projects.

The MMWTWG was initially created in 2009 by municipalities in Bruce, Grey and Huron Counties to share information on wind turbine projects being proposed or operating in our municipalities. The organization is a joint committee with elected and citizen representatives from the member municipalities. Since its formation, we have been monitoring the operation of wind turbines and advocating on behalf of our residents adversely affected by the wind turbines.

I wanted to ensure that your municipality is aware of the Ontario government's recently announced plans that have potential to lead to new wind turbine installations in rural Ontario. This plan is included among the energy program that was announced at the Rural Ontario Municipal Association meeting and in a speech that Todd Smith, as Minister of Energy, gave to the Empire Club. The program includes a pilot SMR pilot nuclear facility at Darlington, expanded hydroelectric generation capacity, new RFPs for medium term and long term generation capacity and a program to certify renewable energy generation capacity.

We are specifically concerned about the certification program. While limited details are available for this program, we are concerned that wind turbines are included among the

renewable energy generation facilities that can be certified under the program used to allow the installation of larger turbines within existing project sites. The wind companies are certainly listening as leasing activity in support of a project has already been reported in southwestern Ontario.

While changes introduced by the government allow municipalities to regulate the creation of new wind turbine facilities within their communities through zoning by-laws, other regulatory changes by the government exempts existing wind projects from these municipal by-laws, even when the project operator is replacing the existing wind turbines with larger, more powerful equipment. On this basis, the project repowering included in the recent Ministerial Directive would not require any municipal input or approval due to this regulation.

Many municipalities that have started the process of drafting by-laws relative to wind turbines find that they need direction on appropriate setbacks that would be included in a municipal zoning by-law. They know that the existing setbacks in Regulation 359/09 are not sufficient to protect residents and they are looking to the provincial government for revised setbacks reflecting the learning from the existing projects and the lived experiences in other jurisdictions. If the province is reviving wind power development, it needs to take a leadership role by updating these regulations immediately.

We are also concerned about the government's failure to address the problems created by the existing wind turbine projects. These projects operate under Renewable Energy Approvals or REAs that set out very strict operating requirements. First, project operators are required to prove that the project is operating within the 40 dBA audible noise limit by filing noise audit reports prove compliance. Many projects were provided with specific deadlines for the submission of these reports. The attached appendix shows the status of these audits based on public information. Only 45% of projects have reached some form of closure with the other continuing to operate (three continuing even though they have been found to be non-compliant) despite concrete timelines for action in their REAs.

The failure of the government to enforce the requirements of the REAs for wind turbine project operators to investigate and resolve complaints about project operations is another concern. More than 5,800 Incident Reports have been created as a result of complaints about noise emissions from wind turbine projects and based on feedback from the residents in our communities there has been little or no action by the project operators on these matters. Frankly, the government has shown no interest in working on behalf of rural residents. This is an additional concern as 39% of the Incident Reports, prepared and signed by Provincial Officers, include references to adverse health effects.

If you have not already made adjustments to your zoning by-laws, I hope that this reminder will prompt your Council to review their contents in the context of the government's apparent plans to start construction of more wind turbines despite the past failings of this technology.

Our view is that the provincial government needs to:

- **Update the direction provided in terms of setbacks** between wind turbines and other activities,
- The government needs to **take more aggressive action in enforcing the terms of the approvals** for existing wind turbines before authorizing the construction of any new turbines, and,
- Bar operators of projects with these compliance failures from participating in any of the contract extensions or opportunities to bid on capacity expansions that are envisioned in the recent Ministerial Directive.

If you agree, we ask that you communicate your concern to Minister David Piccini, Ontario Minister of Environment, Conservation and Parks as well as your local MPP(s).

If your municipality is interested in joining the Multi-Municipal Wind Turbine Group to receive updates on these matters please contact the Deputy-Clerk for information on the fee structure. The group meets every second month and Zoom facilitates the participation of members beyond easy driving distance of the normal meeting site in Chesley.

Yours truly,

Tom Allwood,
Chair, Multi-Municipal Wind Turbine Working Group
Councillor, Municipality of Grey Highlands

c. Honourable David Piccini, Minister of Environment, Conservation and Parks,
minister.mecp@ontario.ca

Amanda Simard, Glengarry-Prescott-Russell, asimard.mpp@liberal.ola.org

Appendix 1: Status of Compliance Noise Audits

This table is based on information originally released in August 2019 by the MECP in response to a Freedom of Information request. It has been updated with information on more recent compliance testing from project websites. As the Protocol requires that project operators post these audit reports on their websites within 10 business days of their submission to the MECP, this should be an accurate source of status information.

	Project Name	Commercial Operation Date ¹	I-Audit Submitted to MECP ²	Updates to February 1, 2022 ³	MECP Review Completed ⁴	Time Since Start of Operation ⁵
	Demonstrated Compliance	Share – 43% - Average time under review – 3.8 years				
1.	Adelaide (Suncor) Wind	January 28, 2015	October 29, 2015		March 9, 2020	5.1 years
2.	Armow Wind Project	December 7, 2015	February 24, 2017		November 6, 2020	4.8 years
3.	Belle River Wind	September 1, 2017	August 6, 2020		August 20, 2020	2.6 years
4.	Bluewater Wind	July 19, 2014	June 12, 2015		June 25, 2019	4.9 years
5.	Bow Lake	August 10, 2015	August 9, 2017		March 21, 2019	3.6 years
6.	Dufferin Wind	December 1, 2014	September 1, 2015		September 26, 2018	3.8 years
7.	East Lake St Clair	May 22, 2013	April 20, 2016 ⁶		April 20, 2016	2.9 years
8.	Ernestown Wind	September 30, 2014	June 29, 2015		April 30, 2018	3.6 years
9.	Grand Bend Wind	April 19, 2016	March 21, 2017		December 4, 2018	2.6 years
10.	Grand Renewable Energy	December 9, 2014	December 21, 2015		November 4, 2019	4.9 years
11.	HAF Wind	June 14, 2014	March 14, 2015		December 17, 2018	4.5 years
12.	Grey Highland Clean Energy	September 21, 2016	July 11, 2017		August 30, 2019	2.9 years
13.	Grey Highlands ZEP	February 26, 2016	July 31, 2018		August 30, 2019	3.6 years
14.	MacLean's Mountain Wind	May 1, 2014	February 27, 2015		March 20, 2019	4.9 years
15.	Moorefield Wind	May 16, 2017	December 17, 2018		March 25, 2019	1.9 years
16.	Oxley Wind	February 8, 2014	September 27, 2017		April 25, 2019	5.2 years
17.	Napier Wind	December 3, 2015	March 3, 2017		January 22, 2021	5.1 years
18.	Quixote One	August 14, 2015	September 1, 2017		April 15, 2019	3.7 years
19.	St Columban Wind	July 16, 2015	June 22, 2016		October 2, 2018	3.2 years
20.	Settler's Landing	April 5, 2017	August 22, 2018		May 10, 2019 ⁷	2.1 years

Demonstrated Non-Compliance- REA Amended		Share – 2%				
1.	North Kent 1 Wind	February 22, 2018	June 30, 2019	November 1, 2021	November 1, 2021 ⁸	3.7 years

Demonstrated Non-Compliance – No Resolution		Share – 7% - Average time under review - 6.8 years				
1.	K2 Wind ⁹	May 29, 2015	November 25, 2016	December 12, 2019		6.8 years
2.	Unifor/CAW ¹⁰	October 24, 2013	June 28, 2018	No Updates	Not Provided	8.3 years
3.	Niagara Region Wind	November 2, 2016	July 20, 2018	February 3, 2021		5.3 years

Deemed Incomplete		Share - 17% - Average time under review – 7.1 years				
1.	Cedar Point Wind	October 7, 2015	September 21, 2016	June 24, 2019		6.3 years
2.	East Durham Wind	August 15, 2015	August 17, 2016	July 2, 2019		6.5 years
3.	Goshen Wind	January 28, 2015	January 28, 2016	November 7, 2017		7.1 years
4.	Grand Valley Wind Phase 3	December 3, 2015	November 30, 2016	March 1, 2021		6.2 years
5.	Pt. Dover/Nanticoke Wind	November 8, 2013	August 6, 2014	December 16, 2020		8.3 years
6.	South Branch Wind	March 4, 2014	May 28, 2015	March 3, 2016		7.9 years
7.	Springwood Wind	November 21, 2014	May 31, 2016	No Updates ¹¹		7.2 years
8.	Whittington Wind	November 21, 2014	April 1, 2016	No Updates ¹¹		7.2 years

Under Review		Share – 30% - Average time under review – 6.0 years				
1.	Adelaide (NextEra) Wind	August 22, 2014	August 10, 2015	June 26, 2020		7.3 years
2.	Amherst Island Wind	June 15, 2018	June 14, 2019	May 14, 2020		3.6 years
3.	Bornish Wind	August 15, 2014	August 7, 2015	July 2, 2020		7.3 years
4.	Conestogo Wind	December 20, 2012	December 20, 2013	April 5, 2019		9.1 years
5.	Gunn’s Hill Wind	November 14, 2016	October 16, 2018	No Information		5.1 years
6.	Port Ryerse Wind	December 9, 2016	July 17, 2018	No Updates		5.1 years
7.	Romney Wind	December 31, 2019	Not Yet Due	June 29, 2021		1.8 year
8.	Snowy Ridge	October 5, 2016	September 20, 2017	No Updates ¹¹		5.3 years
9.	South Kent Wind	March 28, 2014	January 30, 2015	August 14, 2020		7.9 years
10.	Sumac Ridge Wind	November 17, 2017	September 27, 2018	No Information		4.1 years
11.	Summerhaven Wind	August 6, 2013	February 10, 2014	May 1, 2020		8.5 years
12.	Underwood ¹²	February 9, 2009	Not Provided	No Updates		13.0 years

13.	Wainfleet Wind	September 17, 2014	May 15, 2015	No Information		6.4 years
14.	ZEP Ganaraska Wind	May 6, 2016	September 14, 2018	No Information		4.7 years

	Submission Due					
1.	Henvey Inlet	October 19, 2019	Due – October 2020	No Information		2.3 years

	Not Yet Due					
1.	Nation Rise	June 17,2021	Due - June 2022			0.6 years

¹ IESO Active Contract List as at September 30, 2021

² Data Provided by MECP as at July 30, 2019

³ Based on a review of project websites – “No Updates” = No change in information; “No information” = audit no information posted on website

⁴ Dates provided by MECP.

⁵ Elapsed time calculated either to the date compliance was confirmed or to the current date.

⁶ Identical dates for submission and review completion provided by MECP

⁷ Approval date posted by operator conflicts with status provided by MECP 2 months after “approval”

⁸ REA amended to reduce night time noise levels at 2 wind turbines to bring noise levels within noise guidelines.

⁹ In May 2019, the Ministry found the K2 project was out of compliance and ordered the operator to develop and implement a Noise Abatement Action Plan.

¹⁰ Turbine determined to be non-compliant on March 8, 2018, Noise Abatement Action Plan implemented. Problem not resolved.

¹¹ Capstone Renewable Project, limited project documentation posted on project websites.

¹² I-Audit report submitted in January 30, 2018 accepted and then rejected by MECP. More noise testing is currently underway.

Appendix 2: Complaints by Project

The following table summarizes the information on the complaint records provided in response to a series of four Freedom of Information requests. In total, the information released indicates that more than 5,800 complaints have been made about the operations of wind turbine projects between 2006 and 2018. (The requests for information covering 2019 and 2020 are outstanding. The fact the government does not have rapid access to these records to fulfill FOI requests is proof that citizen complaints are going nowhere, and are not subject to any high level scrutiny.)

Communications from residents indicate that when there is no follow-up action on complaints, people just give up and stop complaining. This does not mean that the problems have been resolved. Actual follow-up on high profile situations could encourage many residents to start documenting their concerns and reports of poor health again.

Site Name	Start Year	2006 - 2014	2015 - 2016	2017	2018	Total
Melancthon Wind (All Phases)	2008	873	62	0	26	961
K2 Wind	2015	1	413	178	149	741
Unifor (CAW)	2013	236	92	174	147	649
Enbridge Underwood	2009	442	73	14	27	556
Talbot Wind Farm	2010	388	7	2	6	403
East Durham	2015		293	6	27	326
Thames Valley Phase 1&2	2010	239	16		0	255
Capstone - Grey Highlands	2014		3	121	79	203
Comber Wind	2010	127		2	9	138
Frogmore-Cultus-Clear Creek	2008	131	4		0	135
HAF Wind	2014	71	57	2	0	130
Niagara Wind	2016	0	24	20	83	127
Harrow Wind	2010	117	6		0	123
Plateau Wind	2012	119	1		0	120
Ripley Wind	2007	99			0	99
Conestogo Wind	2010	69	10		0	79
Grand Valley Wind	2012	24	38		8	70
Kent Breeze Wind	2011	55	2		0	57
Snowy Ridge	2016		7	46	1	54
Dufferin Wind	2014	3	50		0	53
Grand Bend Wind	2016		13	37	2	52
St. Columban Wind	2017	1	30	11	5	47
South Kent Wind	2014	35	5		0	40
Settler's Landing	2017			35	2	37
Adelaide Wind	2014		34	2	0	36

McLean's Mtn. Wind	2010	27	6	3	0	36
Ernestown Wind Park	2014	1	33		0	34
Summerhaven Wind	2010	19	8	3	1	31
Wolfe Island Wind	2009	22		1		23
Proof Line Wind	2009	20				20
Grand Renewable	2014		19		1	20
Bluewater Wind	2011	8	8	2		18
Jericho Wind	2014	3	15			18
Armow	2011		15			15
Amherst Island	2018				15	15
Cedar Point	2011		10	4		14
Goshen Wind	2015		8	2		10
Port Alma Wind	2008	9				9
Erieau-Blenheim Wind	2013	8				8
Erie Shores (Port Burwell)	2006	5			2	7
Raleigh Wind Energy	2011	6				6
Kruger-Chatham Wind	2011	5				5
Port Ryerse Wind	2016		5			5
Marsh Line	2010			4	1	5
North Kent Wind	2018		3		2	5
Bornish Wind	2011	1	3			4
Ganaraska Wind	2016		4			4
Zephyr Wind Farm	2012	4				4
Port Dover/Nanticoke	2013	3				3
South Branch Wind	2014	3				3
Springwood Wind	2014		3			3
Sumac Ridge	2013			3		3
Bow Lake	2010			1	2	3
Gesner Wind	2013	2				2
Oxley Wind Farm	2014	2				2
Prince I & II Wind	2006	2				2
Napier Wind	2015		1			1
Wainfleet Wind	2014		1			1
Otter Creek	-			1		1
Total		3,180	1,382	674	595	5,831



THE TOWNSHIP OF
WOOLWICH

BOX 158, 24 CHURCH ST. W.
ELMIRA, ONTARIO N3B 2Z6
TEL. 519-669-1647 / 1-877-969-0094
COUNCIL/CAO/CLERKS FAX 519-669-1820
PLANNING/ENGINEERING/BUILDING FAX 519-669-4669
FINANCE/RECREATION/FACILITIES FAX 519-669-9348

March 8, 2022

Prime Minister of Canada
Hon. Justin Trudeau
Office of the Prime Minister
80 Wellington Street
Ottawa, ON
K1A 0A2

Premier of Ontario
Hon. Doug Ford
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON
M7A 1A1

Honorable Prime Minister Trudeau and Premier Ford:

RE: Resolution Passed by Woolwich Township Council – Mental Health Supports

This letter is to inform you that the Council of the Township of Woolwich endorsed the following resolution at their meeting held on March 7, 2022:

WHEREAS the Council of the Township of Woolwich (the "Township") has been an annual funding partner of Woolwich Counselling Centre to support local mental health counselling; and

WHEREAS Woolwich Counselling Centre is part of the broader Counselling Collaborative of Waterloo Region, a community-based partnership between six community counselling service providers within Waterloo Region; and

WHEREAS the COVID-19 pandemic has had a significant impact on individuals and families, both globally and locally, including immediate and ongoing mental health concerns; and

WHEREAS the Township is aware that there has been an average 39% increase in total client referrals, which includes a 71% increase in child and youth referrals, for government funded programs in 2021 across member organizations of the Counselling Collaborative of Waterloo Region, which has led to difficulty for the member organizations to keep up with the demand in terms of bringing on new qualified staff to support the substantial increase in local client needs; and

WHEREAS the Township believes local needs for mental health supports and difficulties in responding to this increased need is indicative of a broader issue across Ontario and is expected to continue in the future; and

WHEREAS the current provincial funding model for mental health support is fragmented across several ministries and programs;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Township of Woolwich requests that the Government of Canada ensure appropriate and sustained funding is transferred to provinces for mental health purposes in their 2022 budget; and

THAT the Council of the Township of Woolwich requests the Government of Ontario to provide stable, reliable and predictable funding for mental health organizations in their 2022 budget; and

THAT this resolution be forwarded to the Prime Minister, the Federal Minister of Finance, the local Member of Parliament, the Federation of Canadian Municipalities (FCM), the Premier of Ontario, the Ontario Minister of Finance, the local Member of Provincial Parliament, the Association of Municipalities of Ontario (AMO) and other municipalities in Ontario.

Should you have any questions, please contact Alex Smyth, by email at asmith@woolwich.ca or by phone at 519-669-6004.

Yours truly,



Jeff Smith
Municipal Clerk
Corporate Services
Township of Woolwich

cc. Chrystia Freeland, Deputy Prime Minister and Minister of Finance
Tim Louis, MP Kitchener-Conestogo
Federation of Canadian Municipalities
Peter Bethlenfalvy, Ontario Minister of Finance
Mike Harris, MPP Kitchener-Conestogo
Association of Municipalities in Ontario (AMO)
Municipalities in Ontario